

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LE
MÉTAYAGE EN BOURBONNAIS

PENDANT LA GUERRE
ET SON AVENIR

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le mardi 16 Mars 1920, à 2 heures

PAR

Pierre DUBOST

Président : M. SOUCHON, Professeur
Suffragants : { MM. DESCHAMPS, Professeur
GERMAIN MARTIN, Agrégé

PARIS
JOUVE & C^e, ÉDITEURS
15, RUE RACINE, 15

1920

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LE
MÉTAYAGE EN BOURBONNAIS

PENDANT LA GUERRE
ET SON AVENIR

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le mardi 16 Mars 1920, à 2 heures



PAR

Pierre DUBOST

Président : M. SOUCHON, Professeur
Suffragants : { MM. DESCHAMPS, Professeur
GERMAIN MARTIN, Agrégé

PARIS
JOUE & C^e, ÉDITEURS
15, RUE RACINE, 15

1920

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses : ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

LE MÉTAYAGE EN BOURBONNAIS

PENDANT LA GUERRE

ET SON AVENIR

INTRODUCTION

Au lendemain de la grande crise qui a si violemment ébranlé l'Univers et dont le vieux Continent portera encore longtemps les traces profondes, on s'est trouvé désespéré. La Paix était survenue aussi rapidement que la guerre et l'armistice surprit même plus le Pays que la Mobilisation. Tout avait été bouleversé, transformé, durant ces années de douleurs et de gloires ; les vieux principes les plus solidement établis, de stratégie ou de mécanique, de finance ou d'économie s'étaient écroulés devant la prodigieuse force des événements, et lorsqu'on parcourt aujourd'hui un manuel d'avant-guerre, on se demande parfois si la Science peut encore prétendre à des Vérités immuables.

Saisis par cette tourmente, les gouvernements et les peuples se sont d'abord laissés entraîner automatiquement dans le sillage mouvant de la Nécessité ; puis

P. Dubost

peu à peu ils ont cherché de nouveaux points d'appui dans ce chaos de préjugés en cendres et de phénomènes inconnus. Les expédients du début sont devenus des règles presque admises et le Monde s'est repris à vivre sur de nouvelles Bases. Maintenant que tout est terminé, on se rend compte qu'un abîme reste entre l'avant-guerre et l'après-guerre ; les institutions vieilles ont besoin d'être modifiées, transformées parfois de fond en comble pour s'adapter au nouvel état de chose. Nos lois, nos Codes et nos anciennes Coutumes ne sont plus au diapason des circonstances. Les conditions de la vie sont changées, les rapports entre particuliers le sont aussi ; l'évolution des cadres de cette vie doit s'accomplir pour éviter un malaise générateur de heurts et de violences qui ne feraient qu'accumuler de nouvelles ruines sur celles du passé.

L'Agriculture est une des branches de l'activité économique qui a subi les plus grandes fluctuations pendant ces dernières années ; d'abord dédaigné pour les entreprises industrielles et commerciales, son développement apparut bientôt par suite des événements militaires et financiers comme la condition indispensable à la poursuite de la guerre. On chercha alors à rétablir ce qu'on avait imprudemment laissé décroître et s'effriter, on n'y réussit qu'imparfaitement, mais l'antique doctrine physiocratique délaissée depuis longtemps était remise en honneur ; la Terre avait sa revanche.

En Bourbonnais, l'Agriculture, qui faillit un instant

sombrer dans le découragement général, ne s'est maintenue et relevée que grâce au dévouement des cultivateurs, à l'intervention des pouvoirs publics et aux généreuses concessions faites par les propriétaires sur les conditions de leurs baux. Il existe, en effet, dans cette région un mode très particulier d'exploitation, qui, jusqu'ici, y avait donné d'excellents résultats : le Métayage. Aujourd'hui on se demande si ce vieux système aura une malléabilité suffisante pour s'adapter à la situation créée par les phénomènes nouveaux, où si au contraire il disparaîtra définitivement devant des organisations mieux appropriées aux circonstances économiques et à l'évolution sociale. Le problème à résoudre par les agriculteurs est toujours le même : produire beaucoup et à bon marché pour s'enrichir en enrichissant le Pays.

PREMIÈRE PARTIE

LE MÉTAYAGE AVANT LA GUERRE

CHAPITRE PREMIER

NATURE JURIDIQUE DE CE CONTRAT

La loi de 1889 définit dans son article 1^{er} le Métayage : « un contrat par lequel le possesseur d'un héritage rural le remet pour un certain temps à un preneur qui s'engage à le cultiver sous la condition d'en partager les fruits avec le bailleur. » Cette définition est assez vague et, sans s'en écarter, on peut concevoir bien des modes d'exploitation qui n'auraient qu'une faible ressemblance avec notre système bourbonnais. Il existe en effet dans l'Ouest, dans le Midi, même dans le Berry, des contrats analogues, mais qui présentent cependant avec lui des différences fondamentales ; ainsi les baux employés dans les vignobles du Languedoc, qu'on range dans la même catégorie, se réduisent le plus souvent à un fermage avec paiement en nature semblable à celui qu'on retrouve à l'époque du Bas-

Empire romain. Au contraire le métayage dans l'Allier est en fait : une société agricole de production dans laquelle l'un des associés, se réservant la haute direction de l'exploitation, apporte le capital foncier, la moitié du cheptel et les fonds de roulement, tandis que l'autre fournit la main-d'œuvre, les instruments de travail et la seconde moitié du cheptel, moyennant un partage égal des profits et pertes. C'est du moins l'allure-type que l'on discerne à travers la diversité des conditions particulières.

Les baux, qui peuvent être verbaux, sont cependant la plupart du temps établis, soit par acte sous seing privé, soit par acte authentique ; cette dernière forme qui leur donne force exécutoire et date certaine vis à vis des tiers est la plus courante. Les frais d'acte, par suite de la survivance d'une ancienne coutume, sont à la charge du preneur. La durée du bail est de un an et il se renouvelle par tacite reconduction, à moins que l'une des parties n'ait prévenu l'autre, six mois avant l'expiration, de son intention de rompre le contrat. L'entrée en jouissance a lieu au 11 novembre ; à cette époque, les travaux d'été sont terminés ; le métayer sortant a pu recueillir à peu près tous les fruits de son travail, sauf le blé semé en septembre et auquel il aura droit à la récolte suivante ; d'autre part le rentrant a devant lui de longs mois d'hiver moins chargés de besogne pendant lesquels il peut prendre amplement connaissance de son domaine et se familiariser avec les lieux.

Chacun d'eux choisit un expert, ceux-ci procèdent à une évaluation contradictoire des cheptels, et font un « état des lieux ». Le propriétaire, qui théoriquement n'est pas intéressé à ces estimations, puisque les excédents de cheptel qu'il doit rembourser à l'un, passent au compte de l'autre, est cependant personnellement débiteur du sortant, aussi veille-t-il à ce que la valeur du bétail ne soit pas majorée inconsidérément et au besoin il peut nommer un tiers expert.

Il a le droit de direction de l'entreprise et peut donc donner des ordres au métayer, décider des achats ou des ventes à son gré ; en fait il prend toujours son avis avant de faire ces opérations et du reste il est tenu de gérer normalement l'exploitation sans s'aventurer dans des entreprises que le colon ne pouvait prévoir lorsqu'il a signé le contrat. Enfin il abandonne à la libre initiative de celui-ci les détails d'exécution.

L'article 10 de la loi de 1889 lui accorde également « le privilège de l'article 2102 du Code civil sur les meubles, effets, bestiaux et portions de récolte appartenant au colon pour le paiement du reliquat du compte à rendre par celui-ci. » C'est là un avantage dont on a discuté la raison d'être, mais qui est formellement reconnu par la loi.

Quant aux droits de chasse et de pêche, les propriétaires ont l'habitude de se les réserver, car le travail du métayer n'a aucun rapport avec eux. Par contre ils sont

obligés à l'entretien des bâtiments et supportent généralement seuls les impôts fonciers.

Le colon de son côté doit habiter la métairie, la cultiver lui-même en « bon père de famille » et fournir toute la main-d'œuvre ainsi que les instruments nécessaires à l'exploitation. C'est sa principale obligation et l'équivalent du capital apporté par le propriétaire. Il était chargé en outre de payer l'impôt des portes et fenêtres, et de faire les prestations exigées pour l'entretien des chemins vicinaux.

Les frais annuels : achats d'engrais, de tourteaux, de bétail, de semences, ferrage des animaux, etc., incombent à la communauté, et le partage des fruits se fait en principe par moitié. Certains sont pris en nature tels que le vin aux vendanges ou aux entonnailles, le blé au moment des battages, la laine, les haricots, les noix, les pommes, etc... Le métayer consommant sur place une grande partie de cette production a tout intérêt à ce qu'il soit procédé ainsi ; le propriétaire a de son côté plus de liberté pour vendre sa part comme bon lui semble. Le reste des produits est écoulé dans le commerce et figure sur le livre du bailleur pour être partagé en deniers au moment de l'arrêté du compte annuel. Cependant certaines choses considérées comme négligeables ne se partagent pas ; ce sont les œufs, les petites volailles ; les produits du laitage ; elles sont abandonnées au métayer moyennant la remise d'une quantité fixe annuelle, généralement assez minime.

Enfin il est une dernière exception au partage égal et qui a soulevé de violentes polémiques, c'est l'impôt colonique. Au moment de régler les comptes avec son métayer, à la fin de chaque année, le propriétaire ne lui remet pas la moitié du bénéfice net ; il retient sur ce chiffre une somme fixe prévue dans le bail. On a donné différentes explications de cette retenue, les unes admissibles, d'autres très contestables ; mais les abus, qui parfois en ont été faits, justifient dans une certaine mesure les critiques.

Le contrat de métayage, comme toute convention, prend fin par l'accord des parties ; les autres causes qui influent sur son terme peuvent être classées en deux catégories : celles qui agissent de plein droit et celles qui nécessitent l'assentiment de l'une des parties ou l'intervention de la justice. Les premières sont l'expiration du bail lorsque par hasard il a été fait pour un temps limité, sans tacite reconduction possible, la perte totale de la chose et la mort du preneur ; les secondes sont le congé, qui doit être donné, soit verbalement, soit par lettre missive, soit par huissier ; la résiliation demandée en justice en cas de vente, de perte partielle ou d'inexécution des conventions. Dans tous les cas, à moins qu'il n'y ait péril en la demeure, le bail se termine à la date fixée par les conventions ou l'usage, c'est-à-dire généralement au 11 novembre.

C'est le plus souvent à cette époque, ou pendant les quelques mois qui précèdent, que se font jour les con-

testations entre propriétaire et métayer mécontents l'un de l'autre. La solution de ces litiges est tantôt de la compétence du juge de paix, tantôt de celle du tribunal de première instance suivant l'importance de la demande ou du revenu du domaine. Le juge de paix est cependant compétent pour prononcer sur les difficultés relatives aux articles du compte à quelque somme qu'il puisse s'élever. En principe la citation doit être donnée devant le juge du domicile du défendeur ; par exception le juge de la situation de l'objet litigieux est compétent pour les actions relatives aux dommages, aux récoltes, réparations locatives, indemnités prétendues par le colon pour non jouissance ou par le propriétaire pour dégradations.

On a discuté de tout temps sur la véritable nature juridique du contrat de métayage ; est-ce un louage de chose, un louage d'industrie, une société ou une simple association *sui generis* ? La détermination exacte de son caractère n'a pas un intérêt simplement théorique ; M. Turlin a cité dans son ouvrage quelques-uns des nombreux cas dont la solution en dépend : « La preuve du contrat sera-t-elle administrée suivant les règles du droit commun, ou conformément aux articles 1714 et 1715 du Code civil ? L'existence d'un dissentiment grave survenu entre les parties sera-t-elle une cause de résiliation du bail ? Les droits d'enregistrement seront-ils exigibles d'après le tarif du louage ou celui de la société ? (1) » etc...

1. Bouisson et Turlin. *Traité théorique et pratique du Métayage*, p. 31.

On étudia longuement cette question lors du vote de la loi de 1889 et finalement la Chambre n'osa se prononcer et laissa planer la même incertitude : « Définir la nature du colonage partiaire est donc d'utilité secondaire, concluait M. Million dans son rapport, ce qui importe avant tout c'est d'établir une loi qui combinée avec les quelques dispositions déjà existantes du Code civil, se suffise à elle-même » (1). A cette époque le doute était encore possible ; en effet au lieu de chercher dans les textes des analogies plus ou moins probantes, il est préférable pour juger cette délicate question d'abandonner tout essai d'interprétation juridique et de s'en rapporter aux faits. Dans un contrat où la volonté des parties fait leur loi n'est-il pas naturel, avant toute discussion, d'examiner quelle est leur véritable intention ?

Or il semble, en se plaçant à ce point de vue, que le métayage ait subi depuis son origine, dans notre département une évolution assez caractéristique. Il est certain qu'au début du siècle dernier on pouvait n'y voir qu'un simple contrat de louage avec paiement en nature ; le grand seigneur de la Restauration ne songeait pas à traiter d'égal à égal avec son colon et l'*affectio societatis* n'existait point alors. Mais peu à peu, avec les progrès des méthodes de culture, de l'instruction et aussi

1. Rapport à la Chambre des Députés. *Journal officiel* du 27 juillet 1888. Annexes, p. 760.

de l'esprit démocratique, les classes se rapprochèrent, et vers 1889 si l'on hésitait encore à donner au métayer le titre d'associé, il n'était cependant plus traité comme un simple domestique. Des propriétaires hardis et clairvoyants avaient déjà pris la tête de ce mouvement de perfectionnement social et en 1864 M. de Bonand, président de la Société d'Agriculture de l'Allier, revendiquait hautement pour le métayage le titre de Société : « Devant ceux qui le dédaignent, disait-il, comme une tradition des temps féodaux, fourvoyés de nos jours, le métayage se lève et dit : loin d'être une servitude, je suis un contrat de société où la convention fait la loi des parties. Si je me sers encore de vieux mots comme ceux de redevances et de servines, c'est qu'au fond de nos campagnes je n'ai pas su, comme l'industrie, me tenir au courant des nouvelles formes de langage ; ne connaissant pas le terme d'apport social, j'ai conservé celui de redevance ; mais, en fait, restez certains que si l'une des parties contractantes consent à payer un appoint, c'est qu'elle reconnaît que son associé fait en terres améliorées, en bétail de choix et surtout en direction intelligente un apport qui vaut plus que son travail et ses soins » (1).

Cet éloquent plaidoyer témoignait du développement d'une tendance qui ne fit que s'accroître ; en 1881 M. de Larminat renouvelait les affirmations de son prédéces-

1. De Larminat, *le Métayage dans le département de l'Allier*, p. 17.

seur : « La pensée de voir dans le métayage dit-il, une Société et non pas seulement le contrat de louage d'un travail est de tradition chez les propriétaires qui ont été appelés à exercer une direction sur l'esprit des agriculteurs de l'Allier. » M. de Garidel, président de la Société d'Agriculture de l'Allier, depuis de longues années, a toujours défendu cette opinion et à la veille de la guerre elle était généralement admise. Les juristes seuls continuaient à soulever des objections de principe, mais cependant le Conseil d'Etat en 1912, lors du procès relatif à la patente des fermiers généraux assimilés par un arrêté préfectoral aux entrepreneurs de locations de propriétés rurales, admettait implicitement, en lui donnant gain de cause, la thèse soutenue par l'avocat des fermiers, M. Patissier-Bardoux, en faveur du métayage contrat de société.

Du reste tous ceux qui ont écrit sur ce sujet depuis le début du siècle ont été unanimement de cet avis ; nous verrons aussi que l'avenir du métayage dépend en grande partie de l'application loyale des conséquences de cette conception, qui jusque-là n'était pas encore complètement dégagée des derniers vestiges de l'antique colonat partiaire.

CHAPITRE II

LE MÉTAYAGE AU POINT DE VUE ÉCONOMIQUE

§ 1^{er}. — Pays de Métayage

Le métayage a des origines assez lointaines, certains ont prétendu en retrouver des traces non seulement à Rome et en Grèce, mais même chez les Assyriens. Malgré l'intérêt particulier que peut présenter la discussion de ces questions historiques, il est préférable de ne pas chercher coûte que coûte des ancêtres à un système d'amodiation dont le grand mérite est d'avoir été parfaitement adapté à l'époque et au pays où il s'est développé. Le colonat partiaire fut certainement connu du moyen âge au xviii^e siècle, mais il ne commença, à prendre une véritable originalité qu'après la Révolution.

C'est vers le milieu du xix^e siècle qu'il a revêtu en Bourbonnais, cette forme précoce d'organisation économique rationnelle, qu'est la société de production, et depuis, il s'est maintenu malgré les campagnes politiques et agronomiques d'une presse parfois très vio-

lente, sans arriver cependant à s'étendre sur les contrées voisines. On comptait dans l'Allier où c'est le mode le plus courant d'exploitation 17.171 métayers en 1892 et 17.000 en 1912 cultivant 233.800 hectares, tandis qu'on n'en recensait en cette même année 1892 que 6.000 dans le Puy-de-Dôme, 4.000 dans le Cher et 4.300 dans la Nièvre, où du reste le métayage se rapproche sensiblement du louage. Plusieurs fois des propriétaires et des fermiers généraux ayant constaté ses heureux résultats en Bourbonnais ont voulu le transporter dans ces départements limitrophes où apparemment rien ne semblait devoir s'opposer à son expansion. Ces essais réussirent très rarement, non seulement il était à peu près impossible de trouver des métayers sur place, mais des familles de paysans bourbonnais déracinés et transplantés sur ces nouvelles terres ne purent arriver à s'y acclimater.

Le développement du métayage dépend en effet de la réunion de circonstances assez précises ; il suppose d'abord l'organisation d'exploitation de moyenne étendue et assez indépendantes les unes des autres. Le métayer, doit pouvoir autant que possible cultiver le domaine uniquement avec l'aide de sa famille et en même temps avoir de quoi l'y occuper toute entière. Aussi cette méthode ne peut-elle s'adapter avec fruit ni aux grandes fermes de 300 à 500 hectares, comme on en trouve en Beauce ou dans le Nord, ni aux petites propriétés insuffisantes pour nourrir une famille. Il arrive cependant

fréquemment qu'on l'applique dans de minuscules domaines appelés « locateries » d'une contenance de 1 à 5 hectares, mais le cultivateur est obligé de s'employer en outre comme salarié ailleurs pour gagner sa vie et de plus les résultats sont toujours maigres, car les frais généraux sont trop lourds pour la petite quantité des produits.

L'étendue de la métairie varie, du reste, avec la nature du terrain ; les sols sablonneux ou « terres de varennnes » sont faciles à cultiver, mais ne rapportent pas beaucoup ; là elle pourra donc comprendre facilement de 60 à 70 hectares. On est encore obligé de laisser des jachères de temps en temps et les céréales ne donnent qu'un faible rendement ; non seulement le colon pourra faire valoir sans peine ces vastes champs, mais s'ils étaient moins grands, il n'en retirerait pas un bénéfice suffisamment rémunérateur. Au contraire, dans les contrées argilo-calcaires appelées dans le langage courant « pays de forte terre », comme la plaine de Boucé, le cultivateur dispose d'un sol très riche produisant en quantité abondante le blé, l'orge, la betterave, mais difficile à mettre en valeur, craignant les fortes chaleurs et encore plus les pluies persistantes. Les labourages doivent être faits rapidement aux époques propices, on est obligé de faire fonctionner plusieurs charrues attelées de six et huit bœufs ; de là un inévitable surcroît de main-d'œuvre. L'herbe y pousse très vite, il faut l'arracher aussitôt pour empêcher qu'elle n'envahisse les

récoltes ; enfin le travail lui-même dans ce sol gras et compact est plus pénible. Dans de telles conditions une étendue de 30 et 40 hectares est largement suffisante. On s'est rendu compte depuis longtemps dans l'Allier de ces nécessités et si l'on a rarement fondu ensemble des métairies trop petites, on a fréquemment construit un second domaine là où il n'en existait qu'un pour une exploitation de 80 à 100 hectares.

Cette organisation par moyennes propriétés correspond du reste à une vieille coutume successorale du Bourbonnais. Les propriétaires terriens s'attachent à leurs biens beaucoup plus qu'à un simple capital, ils sont pour eux non seulement la source unique de leurs revenus, mais en même temps un souvenir de famille. Lorsqu'une succession s'ouvre, la propriété n'est ni vendue, ni attribuée à un seul héritier, au fils aîné par exemple, à charge par lui de désintéresser en deniers ses frères et sœurs, mais très souvent divisée par métairies et répartie ainsi entre tous. Il en résulte, qu'au bout de quelques générations, un propriétaire bourbonnais se trouve à la tête de domaines essaimés dans tout le département et correspondant à chaque souche familiale. Le métayage était le mode idéal d'exploitation pour ces terres que leur isolement rendait tout à fait impossible à régir directement. A moins de s'en désintéresser et de les affermer, il fallait avoir recours à ce système qui dispense d'une surveillance de tous les instants et permet de diriger de loin la marche générale de l'entreprise.

Il ne faut pas toutefois, que, par suite du grand nombre de domaines à administrer, le propriétaire ne puisse s'en occuper que trop superficiellement, car ce ne serait plus qu'un fermage déguisé, plein d'inconvénients et sans avantages. Il peut néanmoins gérer avec succès de 12 à 15 métairies, mais s'il dépasse ce chiffre, il lui faudra employer un intermédiaire, homme d'affaire ou régisseur, dont l'adjonction pèsera toujours sur le montant total des revenus. Dans ces limites, leur réunion entre les mains d'un seul ne peut avoir que des avantages. Le paysan bourbonnais est, en effet, assez jaloux de son indépendance, surtout vis-à-vis de ses égaux, le propriétaire sert de lien entre eux et leur permet ainsi de bénéficier quand même des bienfaits de l'Association, soit en faisant des achats en gros à meilleur compte, soit en se procurant pour plusieurs domaines des reproducteurs de choix ou des machines perfectionnées. Ces différentes considérations expliquent le succès du métayage dans un pays où la forme même de la propriété en favorisait le développement.

§ 2. — Genre de culture

Ce système convient aussi particulièrement aux régions à cultures variées comme l'Allier ; celles-ci permettent d'abord au métayer grâce à leur échelonnement de s'occuper, lui et les siens, pendant toute l'année

sans être obligé ni d'avoir trop souvent recours à des ouvriers supplémentaires, ni de supporter de longues périodes de chômage. De plus utilisant sur place une partie des produits pour son alimentation et celle de sa famille, il s'accommoderait mal d'une spécialisation analogue à celle qui existe en Nivernais pour l'élevage, dans le Midi pour la culture de la vigne et dans le Nord pour celle de la betterave. On a même remarqué que dans les parties du Bourbonnais où la vigne ne peut être cultivée par suite soit de la nature du sol, soit du climat, les métayers se plaignent d'acheter très cher du vin que leurs voisins produisent eux-mêmes. Répondant à ce désir, certains propriétaires ont parfois fait installer, quand la chose était possible, quelques ares de vigne dans chacun de leurs domaines. Ce même besoin d'avoir à leur disposition toutes les denrées dont ils ont besoin, a poussé les cultivateurs à conserver l'habitude de semer certaines plantes qui ne jouent plus cependant qu'un rôle secondaire dans notre agriculture telles que : le chanvre, le colza, le sarrasin, etc.

A part quelques exceptions, le climat et la nature géologique du sol permettent assez bien dans l'Allier la réussite de toutes les cultures ; et dans une métairie on trouve à côté de belles prairies, des champs de blé, de betteraves, de haricots, de pommes de terre, de maïs, etc... Du reste, cette variété, en dehors de l'avantage, d'ordre purement agronomique, qu'elle procure en facilitant l'organisation méthodique des assolements, offre une

garantie très sérieuse contre les crises économiques et agricoles. Il est très rare d'abord que tous les produits subissent une dépréciation financière simultanée, il est encore plus rare que toutes ces récoltes disparaissent en même temps ; les vignes sont à la merci d'une gelée, les blés d'un orage de grêle, le bétail d'une épizootie, tous ces fléaux ne vont heureusement pas de pair et le métayer, qui n'a pas de grandes avances, est de cette façon toujours à peu près certain de récolter.

Du reste le métayage aurait beaucoup moins d'intérêt pour les propriétaires avec la monoculture ; en effet, dans les départements, où, comme dans la Nièvre, la grande majorité des terrains est en prairie, la main-d'œuvre est très simplifiée ; il suffit de quelques valets de ferme pour soigner les animaux pendant l'hiver, et et au moment des foin, d'un nombre d'ouvriers de plus en plus restreint depuis le développement du machinisme agricole ; le reste du temps, le bétail se nourrit et s'engraisse seul. En abandonnant, dans ces conditions, la moitié des bénéfices à un colon, ce serait payer très cher son concours en raison du peu de travail qu'il aurait à fournir ; la régie directe donnera évidemment de bien meilleurs résultats financiers. Il en est de même dans le Pas-de-Calais et la Somme où on avait pu réaliser, grâce à la richesse du sol et à l'étendue des propriétés, l'industrialisation de l'agriculture, en ne cultivant que le blé et la betterave, et en adjoignant aux fermes une distillerie ou une sucrerie. Dans le Langue-

doc, pays essentiellement viticole, on a organisé une sorte de métayage, mais tellement atténué qu'il mérite à peine ce nom. Le colon ne pouvait évidemment supporter deux ou quatre années de déficit, en attendant la venue problématique de la grosse récolte plus ou moins périodique ; aussi lui a-t-on assuré un salaire annuel minimum en même temps qu'on réduisait sa part du produit à un tiers ; ce n'est plus alors qu'une forme de salariat avec participation aux bénéfices.

§ 3. — Le Crédit agricole

Un agriculteur célèbre, Drouyn de Lhuis, qualifiait jadis le métayage « d'association sur un sol pauvre du travail lent et du capital timide ». Cette assertion dont l'exposé des résultats obtenus fera facilement justice, laisse entrevoir une des difficultés à laquelle se heurte souvent l'agriculteur le plus résolu et le mieux doué ; mais loin d'amener sa condamnation, elle tendrait plutôt à sa justification. La question du crédit agricole reste toujours, en effet, d'une importance primordiale ; or, tandis qu'en Belgique de nombreuses sociétés s'étaient fondées dans le but de fournir des capitaux aux exploitants, que les établissements du type Schultze-Déltzsch s'étaient développés d'une façon surprenante en Allemagne, il n'y avait encore qu'un embryon d'organisa-

tion en France. Profitant de diverses circonstances, d'impôts nouveaux, de concessions à la Banque de France, le gouvernement était intervenu à plusieurs reprises pour soutenir les initiatives privées, mais les résultats obtenus, si intéressants qu'ils soient, restaient cependant très insuffisants (1). Si l'on considère, à côté de cela, l'état de l'ouvrier agricole, on se rend compte de l'impossibilité presque absolue où il est de sortir de sa modeste situation. Dans les pays de grande culture, les salariés, même les mieux payés, arrivent difficilement à économiser une somme suffisante pour leur assurer une vieillesse à l'abri du besoin. Les occasions de dépenses, même à la campagne, sont trop fréquentes, et les moyens de capitaliser hors de leur portée. Ces gens-là n'auront donc jamais les fonds nécessaires pour entreprendre une exploitation à leur compte ; ils n'offrent pas une responsabilité financière assez solide pour que des banques ou des établissements analogues consentent à leur ouvrir leurs portes. Pour consolider leur crédit, deux moyens ont été proposés, mais seraient pratiquement irréalisables ; on a songé à créer une sorte d'hypothèque mobilière, les meubles constituant toute leur fortune, mais outre qu'elle reposerait sur quelque chose de très instable et d'une valeur marchande bien réduite, elle aurait encore l'inconvénient de dévoiler à tous la

1. La Caisse départementale de Crédit agricole ne fait que des opérations très restreintes en Bourbonnais, par rapport aux besoins réels.

situation obérée de l'emprunteur, et de propager autour de ses moindres opérations commerciales une atmosphère de méfiance. D'autre part l'association des travailleurs de la terre, qui leur permettrait de présenter plus de garanties aux prêteurs, n'a pas jusqu'ici pu donner des résultats importants, les syndicats ayant un droit de posséder trop limité, et les paysans montrant une hostilité très caractéristique à l'égard de toutes les tentatives de ce genre.

En face de cette situation sans issue, le contrat de métayage offre au salarié agricole un moyen relativement facile de sortir rapidement de son dénûment et de sa dépendance. La plupart du temps le métayer qui prend un domaine pour la première fois n'a que peu de ressources et les modiques sommes qu'il a pu mettre de côté lorsque, garçon, il était domestique dans les fermes, sont vite absorbées par les achats d'ustensiles de ménage et de harnais. Il trouve alors un banquier naturel dans son propriétaire qui lui avance les fonds nécessaires, au remboursement du cheptel, à l'achat de l'outillage et même parfois au paiement de la main-d'œuvre. Théoriquement il est prévu un intérêt modique de ces sommes, mais très souvent le paiement n'en est pas exigé, lorsque le colon surtout, fait preuve chaque année d'une bonne volonté évidente pour s'acquitter ; sa dette s'amortit ainsi peu à peu, puis finit par disparaître et comme l'a fait remarquer M. de Garidel : « le métayer sorti par l'association de la misère, est

reconnaissant envers celui qui l'en a fait sortir par sa bourse et ses conseils » (1).

Cet argent, ainsi gagné, se trouve placé dans la métairie où il ne court que des risques assez restreints. A côté de cela la liquidation déficitaire d'un nombre malheureusement trop grand d'études de notaire et de petites banques régionales a définitivement tué la confiance aveugle que les cultivateurs avaient en elles dans notre département ; quant aux grandes sociétés financières, malgré leur développement et la multiplication de leurs succursales, elles ne sont pas arrivées à pénétrer suffisamment près de l'âme paysanne pour attirer à elles le fameux « bas de laine ». L'agriculteur isolé, réduit à ses propres ressources, s'exposait donc d'abord au cambriolage que l'isolement des habitations rend très facile, et lorsqu'il avait besoin d'argent, était dans l'obligation de vendre ses produits sans attendre la hausse. Le métayer trouvait ainsi tout avantage à faire bourse commune avec un propriétaire auquel sa fortune ouvrait tous les établissements de crédit et dont la probité était la plupart du temps aussi universellement reconnue que la solvabilité. C'est à cette méthode que l'on doit en grande partie l'aisance de beaucoup de familles de cultivateurs.

1. Merlin, *Le Métayage et la participation aux bénéfices*, p. 203.

§ 4. — Inconvénients économiques

Tout n'est cependant pas parfait dans le métayage, les objections d'ordre écomique ont été trop fréquemment et trop ardemment soulevées pour qu'on les passe sous silence. Les mêmes raisons qui le font s'adapter à merveille aux cultures variées, le rendent impropre à la grande culture et à l'agriculture industrialisée. A la fin du xix^e siècle le développement des moyens de transport avait suffisamment facilité les échanges commerciaux pour enlever au cultivateur toute crainte de disette et lui permettre de s'attacher uniquement à la production des denrées les plus appropriées à la nature du terrain. Néanmoins Leroy-Beaulieu disait encore avec quelque raison : « Le métayage a un grand défaut si ce n'est un grand vice, c'est qu'il est incompatible avec la culture intensive (1) ». Dans certaines parties du Bourbonnais on était arrivé à introduire quelque peu les méthodes nouvelles : emploi de tourteaux et d'engrais artificiels, suppression des jachères ; mais, dans les autres, plus pauvres, les propriétaires n'ont pu convaincre leurs métayers. Cet entêtement routinier résulte d'abord de l'esprit méfiant des cultivateurs qui ne croient qu'aux systèmes dont ils ont vu les résultats et par principe craignent toutes les nouveautés ; mais il

1. P. Leroy-Beaulieu, *Essai sur la répartition des richesses*, 1888, Ch. V

est aussi la conséquence de leur ignorance. En 1914, il n'y avait dans les campagnes que les hommes de moins de quarante ans qui savaient lire et écrire, encore n'avaient-ils reçu qu'une instruction tout à fait primaire et nullement professionnelle. Les métayers qui ont de vagues notions de chimie ou d'histoire naturelle sont des exceptions excessivement rares ; ils ont reçu les conseils paternels, qui pouvaient contenir du reste d'excellents principes, ils les suivent minutieusement, surtout lorsqu'ils se rapportent à certaines coutumes superstitieuses (jours fastes et néfastes ; influence de la lune ou du vent, etc...), mais dans tout cela rien de scientifique, ni de rationnel. Il leur est à peu près impossible, dans de telles conditions d'apprécier, en connaissance de cause, les innovations qu'on leur propose, et il est naturel qu'ils hésitent à s'en remettre les yeux fermés en l'expérience des autres. Il a fallu aux propriétaires une longue persévérance pour faire adopter quand même leur manière de voir. Mais il y a aussi souvent à cet entêtement des raisons d'ordre plus intéressé, le métayer refuse d'entreprendre certaines améliorations, parce qu'il craint la dépense ; il est habitué à vivre lui-même très économiquement et n'a d'autre part qu'un intérêt relatif à augmenter les frais de l'exploitation. Il suffit de rappeler la théorie que soutenait le vicomte de Dreuille en 1863, elle n'a depuis rien perdu de sa troublante logique : « Imaginez, dit-il, une amélioration agricole qui coûte 1 franc de main-d'œuvre et qui rap-

porte 1 fr. 50 de produit brut ; l'opération sera excellente en elle-même, on en trouve rarement de meilleures dans l'industrie. Le propriétaire ou le fermier qui avance 10 francs en retirera 15 ; s'il avance 1000, il en retirera 1.500 ; s'il avance 10.000, il en retirera 15.000. Pas un fermier n'hésitera devant de pareils chiffres. Eh bien ! cette amélioration excellente, le métayer la repoussera absolument, parce que pour lui le résultat se retournera comme ceci :

Dépense.....	1 fr.
Bénéfice : 1/2 du produit brut de 1 50..	0,75
Reste une perte de.....	0.25

Ce simple calcul renferme tout le secret du métayage (1) ».

Cette conclusion dépasse évidemment la portée du raisonnement. car toutes les améliorations ne sont pas à la charge du métayer seul, il n'y a que la main-d'œuvre ; néanmoins elle renferme une part de vérité, car bien souvent des métayers refusent d'exécuter certains travaux cependant utiles parce qu'ils craignent de supporter la plus grande partie des frais.

Enfin le métayage facilite également le coulage au détriment du propriétaire ; tous les produits étant entre les mains du colon, s'il n'est pas honnête il lui sera facile d'en distraire. Malheureusement il arrive ainsi souvent

1. De Dreuille, *Du métayage et des moyens de le remplacer.*

qu'avant d'appeler son associé pour partager la récolte, il a commencé par se servir. C'est là un inconvénient auquel s'expose fatalement celui qui ne s'occupe pas suffisamment de ses métairies, mais avec un peu de surveillance la chose peut être réduite aux denrées peu importantes : fruits, haricots, laine, etc... et par conséquent le revenu total n'en est guère amoindri.

§ 5. — Résultats

Malgré ces défauts, le métayage s'est cependant jusqu'ici maintenu en Bourbonnais et a conservé sa place dans l'économie rurale ; les résultats économiques et agricoles qu'il a donnés suffisent à expliquer cette longévité. Il produit un rendement annuel normalement supérieur au fermage ; M. de Garidel a procédé jadis à cette comparaison dans un rapport fait en 1889 à la Société d'Economie sociale, et conclu tout à fait en faveur du métayage. En général, lorsque le taux des placements fonciers était de 3 0/0, dans le même pays et à la même époque les métairies donnaient 4 0/0 et 5 0/0 ; aussi, c'est grâce à ce mode d'exploitation que les propriétaires terriens de l'Allier ont vu rapidement grossir leurs revenus et leurs capitaux. En unissant intimement au leur, l'intérêt des cultivateurs, ils se sont assurés un dévouement irremplaçable : « Aucune main-d'œuvre salariée, disait un correspondant de l'enquête faite par la Société des Agriculteurs de France, ne traiterait avec

autant de sollicitude les animaux qui sont la principale richesse de nos métairies. Au labour, tout en faisant un bon travail, le colon semble vouloir économiser les forces de ses bœufs ; à l'étable, les soins spéciaux qu'il procure à ses bêtes, l'attention avec laquelle il leur distribue les aliments, en doublent pour ainsi dire la valeur (1) ».

Aux heures de crises économiques, le métayage offre également beaucoup plus de résistance que les autres modes d'exploitation ; le déficit est réparti entre les deux associés : ce qui en diminue le poids, et c'est encore le plus faible qui s'en aperçoit le moins ; « consommant en nature la presque totalité de ce qui lui revient, les vicissitudes des prix ont pour lui moins d'importance ; il ne porte pas au marché ses récoltes ou il n'en porte qu'une faible fraction (2) ». Aussi dans l'Allier les mauvaises années de 1880, 1893 et 1910 ne laissèrent pas de traces profondes, aucun bouleversement ne vint comme ailleurs enrayer pendant des années l'essor de la production agricole ; M. Vacher, alors membre du Conseil supérieur de l'Agriculture, déclarait que : si le Bourbonnais a pu supporter la crise agricole de 1880, c'est au métayage qu'il le doit (3) ». Lors de l'effroyable sécheresse de 1893 qui amena la ruine d'un grand nombre de fermiers cultivateurs, dit M. de Fraix : « les

1. De Tourdonnet, *Situation du Métayage en France*, p. 126.

2. P. Leroy-Beaulieu, *Essai sur la répartition des richesses*.

3. Merlin, *le Métayage et la participation aux bénéfices*, p. 40.

domaines soumis au mélayage n'avaient pas été épargnés plus que les autres, mais les effets du fléau avaient été moins rudement ressentis et le relèvement fut beaucoup plus rapide (1) ».

Si l'on considère d'autre part les résultats agronomiques obtenus en Bourbonnais pendant la seconde moitié du xix^e siècle, avec le mélayage, on doit reconnaître qu'ils sont surprenants. Le département se divisait vers 1860 en plusieurs régions agricoles assez distinctes : la région Nord (entre l'Allier et la Loire, couverte de landes et de marais ne produisait que du seigle et des pâturages de très médiocre valeur ; le sud-est entre Cher et Allier, pays granitique et pauvre, battu par les vents, était occupé par de grands bois coupés çà et là de clairières arides où les châtaigniers, les bruyères et les genêts disputaient le terrain à quelques très rares champs de seigle ou de blé noir ; enfin la Limagne elle-même était encore enfouie sous les roseaux des marécages et les propriétaires tiraient leurs principales ressources de la vente des taillis et des peupliers. Seules les rives des cours d'eau étaient à peu près mises en valeur.

Cinquante ans plus tard le Bourbonnais était devenu une des premières régions agricoles de France, ses blés faisaient prime sur les marchés, ses vins s'exportaient dans tous les départements voisins, ses animaux gras

1. De Fraix de Figon, *le Mélayage en Bourbonnais*, p. 99.

remportaient les premiers prix au concours général de Paris. Propriétaires et métayers avaient travaillé de concert pendant ces années pénibles où les produits avaient subi une dépréciation lamentable ; la Nature et la Fortune avaient cédé devant leurs efforts. Dérochements, déboisements, drainages, nivellements, etc. . . tout fut mené de front et les résultats vinrent, splendides. De 1865 à 1892. 20.000 hectares de prairies nouvelles furent engazonnées ; de 1882 à 1907 la surface consacrée au blé gagnait 10.000 hectares avec un rendement moyen de 20 hectolitres. En vingt ans le cheptel s'augmentait de 100.000 têtes et fournissait chaque année au seul marché de la Villette 75.000 bovins, 20.000 porcs et 35.000 moutons ; enfin en 1907 les 13.000 hectares de vigne du département produisaient 564.000 hectolitres de vin (1).

Ces quelques chiffres un peu arides ont cependant leur éloquence, et suffisent à prouver la valeur incontestable de la prétendue « association du travailleur et du capital timide ».

1. Voir Berthault, *Rapport sur la prime d'honneur*, p. 13.

CHAPITRE III

LE MÉTAYAGE AU POINT DE VUE SOCIAL

§ 1^{er}. — Attachement à la Terre

Longtemps délaissés pour les grandes luttes politiques et économiques, les problèmes sociaux, sous l'influence du marxisme et de la propagande de « l'Internationale ouvrière » ont aujourd'hui capté l'attention du public et passionnent les esprits devant le nuageux mirage du Bonheur Universel. Oublié jusque-là dans ce pays du Centre où il s'était développé et perfectionné en silence, le métayage est devenu un exemple curieux d'organisation sociale, combattu par les uns, défendu par les autres, et a eu les honneurs de la grande presse et de la tribune de la Chambre.

Il faut reconnaître avant tout qu'il a intensifié la puissance bienfaisante et moralisatrice de l'agriculture ; au moment où les grandes villes et en particulier la capitale attiraient invinciblement à elles les gens des campagnes, fascinés par le luxe, par l'animation bruyante et fébrile d'une population névrosée, alors que de ce

fait le problème de la main-d'œuvre agricole se posait d'une façon particulièrement angoissante, il devint une sérieuse barrière à l'émigration urbaine. Les propriétaires furent du reste les premiers à bénéficier eux-mêmes de cet état de chose ; après avoir perdu les places grassement payées de fonctionnaires royaux avec les deux révolutions successives de 1830 et de 1848, ils étaient retournés à leurs terres et autant pour augmenter des revenus rendus indispensables par les exigences de leur vie que pour se distraire, ils s'occupèrent de leurs exploitations. Le métayage leur offrait un moyen facile et agréable de répondre à ces nouvelles nécessités, ils s'attachèrent à le propager, à le perfectionner, puis eux et leurs héritiers liés ensuite par ce système continuèrent à habiter le pays ; c'est grâce à cela que l'absentéisme fut si peu sensible en Bourbonnais. M. de Garidel le constatait avec beaucoup de justesse : « Le métayage ainsi compris et appliqué, dit-il, a également contribué à notre amélioration à nous autres propriétaires, il nous force à résider dans nos terres et à ne pas y habiter sans occupation (1) ». Il eut encore l'avantage de les obliger à s'intéresser à tout ce qui touche aux perfectionnements agricoles et contribua à faire d'eux, non plus de simples rentiers, mais de véritables agronomes. Les jeunes gens, qui précédemment, après des études très superficielles, s'empressaient de mener

1. *Bulletin de la Société d'Economie sociale*, 1884, p. 223.

P. Dubost

joyeuse vie, de courir les réunions mondaines et les chasses, sachant l'avenir et les responsabilités qui les attendaient entrèrent dans les Ecoles nationales d'Agriculture ou à l'Institut agronomique. Ainsi les insouciantes viveurs de jadis sont devenus, à part quelques exceptions, des pionniers ardents et résolus organisateurs du progrès dans leur pays. On a fondé une Société départementale d'Agriculture réunissant dans une vaste association tous ceux qui se sont dévoués à la terre ; chaque année elle organise l'hiver à Moulins un concours général d'animaux et de machines, et l'été un concours particulier dans l'un des 29 cantons du département à tour de rôle ; elle publie un bulletin où sont relatées toutes les innovations qui peuvent intéresser les agriculteurs et sait au besoin, grâce à un bureau composé d'hommes éminents, soutenir auprès des pouvoirs publics les intérêts agricoles de la région. Bref dans l'Allier, à part ceux auxquels leur situation rend la chose impossible : les veuves, les orphelins, les hôpitaux, l'immense majorité des propriétaires terriens s'occupaient eux-mêmes de leurs biens.

Cette influence saine et captivante s'est encore fait sentir d'une façon bien plus accentuée sur les cultivateurs. Nos campagnes n'ont point échappé totalement à la crise générale de désertion, le service militaire favorisait chez les jeunes gens cet abandon du pays natal, les administrations comme les maisons bourgeoises offraient aux jeunes filles des places et des salaires trop

tendants. Néanmoins le pourcentage des métayers quittant la terre est resté tout à fait insignifiant ; l'ouvrier agricole, sans lien qui l'attache, poussé par l'appât du plaisir ou d'un gain apparent se laisse facilement attirer ; le colon, lui, est attaché à cette terre qu'il cultive à son gré, où il exerce une parcelle du droit de propriété et dont il recueille lui-même les produits. De plus au bout de très peu de temps, il se trouve à la tête d'un petit capital constitué non seulement par la moitié du cheptel, mais aussi par ses instruments ; la satisfaction d'être propriétaire d'une partie de ce qui l'entoure, comme la difficulté qu'il aurait à réaliser sans perte ce capital, le retiennent. Aussi a-t-il, en général, beaucoup plus de dédain que d'envie pour l'ouvrier des villes qui n'est à côté de lui qu'un simple salarié ; lorsqu'il a conclu son premier bail, on peut dire que le cultivateur bourbonnais est définitivement voué à la terre.

§ 2. — Les familles nombreuses

Dès qu'il a une famille, le colon trouve de nouveaux avantages à sa situation ; et si la population est en décroissance là comme partout, le ralentissement des naissances y a été cependant moins sensible qu'ailleurs. Les maisons de six à sept enfants comme on en rencontrait autrefois sont certes devenues rares, mais la moyenne est restée cependant supérieure à celle de la

France. Le métayage permet en effet au cultivateur d'élever économiquement une famille, les habitations sont suffisamment grandes pour loger les enfants, sans qu'il soit besoin de les entasser dans d'étroites mansardes, et la grande cour de la ferme, les champs qui l'entourent, offrent un air plus pur que les promenades urbaines les mieux ombragées. Ils grandissent tout seuls à l'abri des dangers physiques et moraux qui guettent ceux des villes et sans donner beaucoup de souci à leurs parents. Loin de lui coûter à élever, ses enfants rapportent même au métayer : « dans la plus grande généralité, disait Baudrillart, il regarde les enfants comme une richesse plutôt que comme une charge, parce qu'il les associe à ses travaux et cette disposition n'est pas à dédaigner en présence des habitudes de plus en plus restrictives du fermage en matière de population (1) ». Dès qu'ils ont six ou sept ans, ils sont employés pendant les heures de liberté que leur laisse la fréquentation de l'école, à garder les troupeaux et à certains petits travaux n'exigeant aucun usage de force et cependant indispensables ; ils rendent ainsi autant de service que les grandes personnes. Puis lorsqu'ils ont atteint leur douzième année, ils restent complètement dans la métairie et deviennent d'excellents ouvriers pour seconder leur père. « Plus la famille sera nombreuse, moins il faudra de domestiques, dit Vernaison,

1. *Revue des Deux-Mondes*, 1^{re} octobre 1885, p. 576.

et mieux le métayer pourra faire faire son ouvrage ; mieux obéi, secondé par des enfants qui ont autant d'intérêt que lui à la bonne marche du domaine, il n'a pas à redouter les malfaçons (1) ».

Lorsque le jeune homme se marie, sa situation se consolide, soit qu'il reste avec les siens, soit qu'il aille chez ses beaux-parents, car le métayage a perpétué une coutume très ancienne et très intéressante, celle des communautés familiales. Très souvent au lieu de prendre un domaine à leur compte, les enfants mariés formaient une société avec leur père et leurs frères, et continuaient ensemble l'exploitation sous l'autorité du chef de famille. On trouvait encore en 1914 de ces sortes d'associations patriarcales qui rappellent les mœurs douces et champêtres de jadis ; tout est du reste établi très régulièrement, les droits de chacun sont bien déterminés et quelquefois même les contrats de mariage les mentionnent ; à la fin cependant, comme elles étaient devenues plus instables, les intéressés se contentaient d'un arrangement consigné tantôt sur acte sous seing privé, tantôt sur acte authentique. Quant au propriétaire, il traitait la plupart du temps avec le chef de la communauté seulement.

Enfin lorsque les parents devenaient vieux, ils se retiraient abandonnant leurs droits à leurs enfants et ne conservant qu'une autorité morale des plus utiles du

1. P. Vernaison, *le Métayage en France*, p. 177.

reste pour éviter les discordes entre frères ou beaux-frères. C'est un spectacle vraiment touchant qu'offrent ces vieux métayers passant dans les métairies leurs derniers jours paisibles, entourés des soins respectueux de leurs enfants et petits-enfants. Dans les familles bourbonnaises le culte des vieillards et des morts a été religieusement conservé ; aussi bien souvent les anciens préféreraient ainsi rester jusqu'à la fin au milieu des leurs, dans ces terres qu'ils ont cultivées pendant des années plutôt que d'aller habiter seuls la petite propriété qu'ils ont acquise avec leurs économies.

§ 3. — Avantages de la vie en métairie

Si dur que puisse être le travail des champs, l'existence est cependant rendue dans ces conditions plus facile. Le métayer ne connaît jamais le souci de l'ouvrier attendant souvent la paye pour se rouvrir un crédit chancelant chez ses fournisseurs. La fameuse « prise au tas » idéal des communistes, a déjà été réalisée là avant la lettre ; la production du domaine est un large magasin où peut puiser le travailleur pour subvenir à son alimentation et à celle de sa famille. Les légumes, le laitage, les œufs, base de sa nourriture particulièrement saine, sont à sa disposition ; ils lui suffisent largement puisque souvent il arrive encore à en vendre sur les marchés. Grâce à cela il s'aperçoit beaucoup

moins de la hausse des prix qui se fait toujours sentir plus cruellement sur les denrées nécessaires à la vie.

Mais à côté de cet avantage purement matériel, il en est un autre plus élevé qui prend aux yeux des intéressés une grande importance, c'est leur indépendance. Certains auteurs avaient émis jadis à ce sujet des opinions tout à fait pessimistes ; pour Turgot : « le métayer n'est qu'un simple manœuvre, un valet auquel le propriétaire abandonne une partie des fruits pour lui tenir lieu de gages (1) ». M. de Gasparin dans la suite ne consentait à voir dans le métayage qu'une transition naturelle entre le servage et le fermage (2). Ces idées répétées, par les économistes, enracinées même parfois dans l'esprit des propriétaires vivant loin de chez eux avaient réussi à fausser l'opinion. M. Desboudet déclarait en 1898 que : « lorsque le maître a exprimé sa volonté, le colon doit obéir. » et ailleurs « le mot maître est uniquement employé par les colons eux-mêmes lorsqu'ils s'adressent au propriétaire (3) ». C'était là l'expression théorique de rapports juridiques bien différents de la réalité. Aussi les premiers socialistes agraires bourbonnais s'empressèrent de s'appuyer sur ces affirmations pour discréditer un mode d'exploitation dont l'allure communiste gênait leur propagande de surenchère électorale.

1. Turgot, *Œuvres*, I, p. 344.

2. De Gasparin, *Métayage*, p. 89.

3. Martin Desboudet, *le Métayage en Bourbonnais*, p. 36.

En fait si le manque de capitaux l'oblige à s'associer à un propriétaire et à accepter « sa haute direction », le métayer n'abdique pas pour cela toute liberté d'action ; il se soumet aux clauses du contrat comme tout sociétaire aux statuts de la société, mais peut s'opposer aux actes qui seraient nuisibles à la bonne marche de l'entreprise, exiger les achats ou les ventes notoirement indispensables. Les juges lui reconnaissent des droits réels vis-à-vis du propriétaire dont la gestion doit être celle d'un bon administrateur et non d'un « Maître ». Pratiquement du reste tous les détails d'exécution sont laissés à la complète liberté du colon : « Le propriétaire, dit Merlin, ne doit pas indiquer, jour après jour au métayer sa tâche quotidienne. Il doit s'entendre avec lui sur la succession des travaux à faire en chaque saison, sur le genre de culture de chaque parcelle, et le laisser faire ensuite en se bornant à des visites d'inspection (1) ». Il ne resterait donc que la crainte de perdre sa place qui pourrait enchaîner la libre volonté du métayer, mais si l'on considère les faits, on s'aperçoit que huit sur dix des changements ont lieu sur son désir et malgré le propriétaire qui cherche, et c'est son intérêt, à conserver son personnel le plus longtemps possible.

On a parlé aussi d'une sorte de servage politique ; de l'influence morale dont certains bailleurs auraient abusé

1. Merlin, *le Métayage et la participation aux bénéfices*, p. 191.

au moment des élections. En admettant même que des pressions de ce genre aient pu se produire jadis, et elles n'ont pas été très fréquentes, il est prouvé que depuis 1898, l'influence politique des propriétaires sur leurs métayers est complètement nulle. Ces derniers sont à l'heure actuelle suffisamment instruits et au courant des événements publics, par les journaux pour ne pas aimer suivre des conseils qui leur paraîtront toujours intéressés. Du reste dans le département de l'Allier, dont la majorité de la classe possédante est conservatrice ou modérée, les candidats socialistes unifiés furent élus dans toutes les circonscriptions rurales aux élections législatives de 1910.

A ce sujet ont s'était même demandé dans les hautes sphères économiques et sociales « quelles étaient les raisons de cette brusque apparition de l'idée révolutionnaire dans un milieu en apparence si paisible(1) ». Sans entrer dans les détails de cette affaire il faut cependant se souvenir du tableau sombre de la région que donnèrent alors certains grands journaux parisiens. A les lire on se serait cru transporté au moyen-âge dans un pays dominé par de vastes manoirs au pied desquels s'écrasaient les pauvres chaumières des paysans restés les serfs de toujours. Certes il existe en Bourbonnais de très jolis châteaux entourés de vastes terres, mais cela ne doit pas faire oublier tous les riant villages et les

1. Léopold Bernard, *les Idées révolutionnaires dans les campagnes du Bourbonnais*, p. 9.

innombrables enclos ; déjà avant 1914 la petite propriété avait pris dans le département un développement considérable.

Quant au métayer, bien qu'il ait conservé ses habitudes de sobriété et d'économie, son sort s'est amélioré graduellement en même temps que prospérait l'agriculture. Les habitations autrefois couvertes en chaume ont été en grande partie reconstruites et mieux aménagées ; quelques propriétaires avaient même fait de ce côté de très sérieux efforts ; M. Berthault au retour d'une visite à une métairie modèle de M. Vacher en faisait ce gracieux tableau : « les maisons des métayers bien situées dans une partie surélevée et saine ont sortie par l'arrière sur un jardin où les fleurs alternent agréablement avec les légumes ; leur façade est tapissée de treilles et de rosiers, etc... (1) » Les installations de ce genre étaient, il est vrai, assez peu nombreuses, mais néanmoins on avait fait de grandes améliorations ; beaucoup de chemins empierrés avaient été créés pour accéder à des domaines, autrefois enfouis dans la boue pendant tout l'hiver et la plupart des habitations complètement séparées des étables. Chaque métairie a maintenant cheval et voiture qui appartiennent tantôt au cheptel, tantôt au métayer seul, mais entretenus à frais communs et servant aux courses de la famille. L'alimentation a également changé, la volaille et la viande

1. Berthault, *Rapport sur la prime de culture*, p. 28.

de boucherie apparaissent régulièrement sur la table au moment des grands travaux et les dimanches ; le vin, autrefois boisson de luxe, se consomme journellement et depuis cette amélioration, les gens s'attardent beaucoup moins dans les auberges. L'alcoolisme est du reste inconnu dans ces milieux où le corps formé au grand air, loin des miasmes des villes, conserve longtemps une santé de fer.

En même temps les vêtements se sont modernisés, les hommes, lorsqu'ils sortent, quittent maintenant la légendaire blouse de grosse toile pour la peau de chèvre et le pardessus ; les quenouilles et les rouets ont disparu. Quant aux jeunes filles et aux femmes, elles ont laissé les bonnets et les coiffes de leurs grand'mères et sont maintenant mises les dimanches avec autant d'élégance et de goût que celles de leurs compagnes qui les ont quittées pour la Ville. Les journaux depuis le début du siècle pénétraient dans les foyers, malheureusement les revues agricoles étaient beaucoup moins lues que les feuilles politiques. Malgré ces transformations heureuses, le pays avait cependant conservé un peu de sa couleur locale ; les fêtes foraines avaient toujours lieu et c'était une occasion pour les familles de se réunir ; ces jours-là les transfuges qui ont délaissé la campagne reviennent et sont reçus à bras ouverts par leurs parents et leurs frères heureux d'étaler devant eux leur aisance large et paisible. Les mariages sont aussi l'occasion de grandes réjouissances : « les noces des paysans bour-

bourbonnais durent deux jours et on y fait une énorme consommation de viande, de gâteaux et de denrées de toutes sortes... Tous les parents sont invités à assister au mariage et il faut une raison bien grave pour les empêcher d'accepter, aussi voit-on parfois 60, 80 et même 100 personnes faire cortège au jeune couple » (1).

§ 4. — Rapprochement des classes

La haine de classe fut certainement, pendant longtemps, moins sensible en Bourbonnais qu'ailleurs ; car, bien que la Révolution de 1789 ait proclamé l'égalité de tous les Français, elle n'a fait disparaître ni le dédaigneux mépris du riche pour le pauvre, ni la sourde jalousie du prolétaire à l'égard de celui qui possède ; la différence de vie et de bien-être est trop évidente pour que ce dernier sentiment n'y trouve pas un terrain propice à son éclosion. Le métayage a permis d'atténuer en partie ces causes de division : « la communauté d'intérêt, écrit Seuillet, qui unit le métayer au propriétaire, fait régner la concorde entre eux et permet un rapprochement qui n'existe pas avec le régime du salariat » (2). Dans cette association, l'autorité de l'un s'estompe en se fortifiant des avis de l'autre et le désir du gain les réunit dans un même espoir ; que la récolte

1. De Fraix de Figon, *le Métayage en Bourbonnais*, p. 163.

2. Seuillet, *le Métayage*, Paris, 1903, p. 137.

soit bonne ou mauvaise, la même joie ou les mêmes soucis se peindront sur leurs visages, le bonheur de l'un ne fait pas, comme ailleurs, le malheur de l'autre. « Aussi, disait M. de Garidel, est-on loin de rencontrer dans nos campagnes cette haine sourde et trop souvent ouvertement manifestée, que l'on trouve dans les centres industriels et dans les régions de culture par ouvriers salariés » (1). La confiance mutuelle des deux associés est du reste une condition *sine qua non* de la réussite de l'exploitation, chacun doit agir dans sa sphère sans arrière-pensée, ni égoïsme et accepter avec le même esprit ce que fait son collègue. « Lorsqu'une cause bien constatée de légitime défiance s'est fait jour, a écrit avec raison M. de Lafaie, il n'y a qu'à briser au plus tôt le contrat. »

C'est cette bonne entente réciproque qui explique la persistance de certains colons à rester dans les mêmes métairies ; M. Vacher constatait que généralement « les métayers se succèdent de père en fils, soit dans le même domaine, soit dans les domaines d'une même région... les bons s'attachent au sol qu'ils cultivent, aux choses qui les entourent » (2).

En 1910, lorsqu'on voulut donner un objet d'art au plus ancien métayer du département, on en trouva des quantités dont les baux avaient été renouvelés pendant plus de cinquante ans et finalement on accorda cet

1. Merlin, *le Méayage et la participation aux bénéfices*, p. 49.

2. M. Vacher, *le Méayage dans l'Allier*, p. 5.

hommage à la famille Chalmien, qui exploitait de père en fils une métairie, appartenant à M. de Froment, depuis 1698, c'est-à-dire depuis deux cent douze ans(1). Il faut aller loin pour rencontrer de semblables exemples d'attachement de deux familles ayant une situation sociale si différente. En 1908, les organisateurs des syndicats de métayers essayèrent de provoquer une scission entre les propriétaires et les métayers en voulant opposer leurs intérêts, mais cette tentative, qui troubla cependant un peu l'aménité des relations, ne réussit pas heureusement. Ils se sont toujours, du reste, traités entre eux d'une façon en général très cordiale, et si certaines distinctions inévitables provenant d'une instruction et d'une éducation différentes font que l'un regarde l'autre comme supérieur à lui, cela ne les empêchait pas de conserver dans la pratique de leurs affaires un réciproque estime. Il ne se passait pas de fêtes familiales dans chacune des deux maisons : mariages, baptêmes, ou d'événements plus tristes, maladies, décès, sans que les familles ne prennent également part à ces joies et à ces peines. Ce sont peut-être là les derniers vestiges d'une vie simple et champêtre, difficile à concilier avec les mœurs de l'avenir, mais on doit certainement à des coutumes aussi douces les longues années de tranquillité pendant lesquelles la discorde et la haine ne sont point venues troubler les agriculteurs bourbonnais.

1. *Bulletin de la Société d'Agriculture de l'Allier*, p. 233, juillet 1910.

DEUXIÈME PARTIE

LE MÉTAYAGE ET LA GUERRE

CHAPITRE PREMIER

DIFFICULTÉS RENCONTRÉES PENDANT LA DURÉE DES HOSTILITÉS

§ 1. — Le problème de la main-d'œuvre

La guerre vint en 1914 bouleverser les conditions de la production et de la vie en Bourbonnais, comme ailleurs, mais les faits qui se passèrent dans ce département comme les phénomènes qui suivirent sont assez spéciaux ; aussi cette étude est-elle très particulière et les conclusions qu'on peut en tirer ne s'appliquent pas forcément aux régions voisines où le métayage est également quelque peu employé.

Ce fut au moment des grands travaux que retentit dans les campagnes bourbonnaises, le 1^{er} août 1914, le tocsin de la mobilisation générale. Les moissons étaient menées rapidement, l'air était plein des cris joyeux de ce monde de travailleurs en pleine activité ; à l'annonce

de la nouvelle fatale tout s'arrêta ; les outils tombaient des mains, les machines restaient au milieu des sillons, les hommes, muets et farouches, quittaient lentement ces lieux témoins de leurs efforts, que beaucoup ne devaient plus revoir. Depuis quelques années les affaires marchaient à souhait ; après la crise révolutionnaire de 1908, qui avait fait craindre un instant pour l'existence du métayage, l'ordre s'était rétabli ; les syndicats avaient piteusement échoué dans leur œuvre de désunion, les députés socialistes élus en 1910 venaient de perdre des sièges ; satisfaits de la bonne vente des produits et de l'abondance des récoltes, tous ne songeaient qu'à travailler en paix pour s'enrichir rapidement.

On ne s'occupait que très peu de politique extérieure, et la propagande faite en faveur de la réduction du service militaire avait fini par persuader tous les gens des campagnes de l'impossibilité d'une guerre. Nulle part cette éventualité n'avait été prévue, pas un bail de métayage où il y fut fait allusion, pas un propriétaire qui ait songé aux nécessités nouvelles que pouvait faire surgir, au point de vue agricole, un pareil état de chose. Le gouvernement même ne semblait pas avoir envisagé le problème de la production pendant une guerre ; on devait dès les premiers jours constituer certains stocks pour l'Armée et les places fortes, un plan de réquisition était établi d'avance dans ce but ; quant au pays, il continuerait à vivre naturellement, sans qu'il soit besoin d'intervention de l'Etat. On laissa ainsi nos campagnes

privées de tous leurs travailleurs et de leurs chevaux, à la garde des femmes et des vieillards ; sans l'échelonnement du départ des classes pendant trois semaines, il eût été impossible de terminer la moisson inachevée.

Dès cette époque, du reste, on s'aperçut de la faute capitale commise en mobilisant tous les agriculteurs sans distinction : il était urgent de battre les récoltes et non seulement on manquait de main-d'œuvre, mais les entrepreneurs de battage et leurs mécaniciens étant partis, il devenait impossible de faire fonctionner leurs machines. Les maires et les préfets intervinrent alors, signalèrent l'importance de ce travail dans un pays où les pailles ne sont point engrangées, et enfin l'autorité militaire permit la mise en sursis des conducteurs de machines à battre. Les intendants régionaux, grands dispensateurs de ces faveurs, furent assaillis de demandes et au hasard réclamèrent un certain nombre d'hommes, mais seuls ceux qui étaient encore dans les dépôts purent en bénéficier. L'opération, quoique retardée, put donc s'effectuer quand même dans d'assez bonnes conditions. Cette première alerte ne servit cependant pas de leçon, le cas fut considéré comme spécial, on ne chercha pas davantage à prévoir l'avenir ; peut-être espérait-on encore une guerre de courte durée ; en tout cas, en octobre, les plus vieilles classes étaient parties et il ne restait presque plus personne pour s'occuper des terres.

On a vu au milieu de ces circonstances difficiles, dans

les pays de grande culture, une fermière aidée de quelques vieux domestiques et de jeunes pâtres, arriver à maintenir en assez bon état des exploitations, de plus de 300 hectares parfois. En Bourbonnais, la situation n'était pas la même, chaque domaine forme un tout et réclame une direction et une main-d'œuvre particulière, il était impossible de songer à grouper instantanément, ces métairies isolées faites pour se suffire et être exploitées avec la collaboration d'un propriétaire et d'un métayer. Là où il restait encore soit l'un, soit l'autre des deux associés, on s'efforça de parer à la crise de main-d'œuvre, on sut distinguer entre les travaux urgents et ceux qui n'étaient point indispensables ; mais, lorsque tous les deux avaient disparu, le désordre régna vite et les résultats furent piteux.

Grâce à la belle saison qui avait permis de faire de nombreux labourages avant le commencement des hostilités, les emblavures d'automne purent être terminées à peu près complètement ; du reste, à cette époque, on comptait sur le retour prochain des hommes et les métayères s'étaient courageusement mises à l'ouvrage, voulant que leurs maris trouvent tout à point en rentrant. Mais vint l'hiver avec ses jours tristes et gris, ses nuits longues et mornes, tandis que là-bas la guerre continuait dans les tranchées, plus rude et plus meurtrière que jamais. Chaque jour on apprenait de nouvelles disparitions, de nouveaux décès ; ceux qu'on attendait, pour lesquels on travaillait, reviendraient-ils ? L'enthous-

siasme des premiers mois s'éteignait, l'espérance diminuait et la lassitude s'empara de ceux qui étaient restés.

Dès le début de 1915 commença la décroissance de l'agriculture, on réduisit les labourages au minimum, on évita la culture des plantes sarclées, on conserva les anciennes soles de fourrages qui peu à peu allaient retourner à l'état de jachère. Pendant ce temps-là des conseils de révision successifs enlevaient les rares hommes qui étaient restés comme ajournés ou reformés, puis les jeunes gens des classes 1915 et 1916 partaient à leur tour. Dans de telles conditions, il est certain que la culture allait devenir rapidement impossible et du reste à la fin de cette année les récoltes marquèrent déjà un sérieux déficit. Les pouvoirs publics s'émurent alors de la situation et une série de mesures générales et particulières furent prises pour remédier au manque de bras, l'Allier en bénéficia assez largement.

On est cependant obligé de constater un manque complet de méthode dans l'organisation de ces secours ; ce n'est qu'en 1917, c'est-à-dire deux ans plus tard, qu'une véritable direction fut créée. On confia alors à une « Commission départementale de la main-d'œuvre agricole » le soin de répartir au mieux des intérêts de l'agriculture les hommes que l'armée pourrait abandonner dans ce but. Cette Commission était également chargée de s'occuper de tout ce qui se rapporte à la production de la terre : semences, résultats des récoltes, mise en valeur des domaines abandonnés, etc... Elle

était présidée par le préfet de l'Allier, assisté du colonel commandant les 1^{re} et 2^e subdivisions de Riom ; de MM. Dupont, directeur des services agricoles ; de Garidel, président de la Société d'Agriculture de l'Allier ; d'un certain nombre de notabilités agricoles ou politiques et de quelques officiers. C'est à elle que les maires et toutes les collectivités s'adressaient pour réclamer le personnel dont ils avaient besoin, de son côté elle centralisait toutes les demandes et se tenait en relations constantes avec l'autorité militaire. Cet organisme rendit des services certains au pays, mais vint malheureusement beaucoup trop tard.

Malgré tout, antérieurement à sa formation, une décision des plus heureuses avait été prise en 1916 ; ce fut le renvoi des agriculteurs appartenant aux classes 1888 et 1889, mesure étendue au printemps 1917 à ceux des classes 1890 et 1891, puis aux pères de cinq enfants, veufs pères de quatre enfants et hommes du service auxiliaire jusqu'à la classe 1896 inclusivement. Le nombre d'hommes rendus ainsi à la terre n'était pas considérable, il ne s'élevait guère qu'à 3.000 pour le département, mais cet appoint avait une grosse importance. En effet 500 seulement des sursitaires appartenaient à la série B, journaliers, tous les autres au contraire étaient de la série A : métayers, fermiers et propriétaires exploitants. C'était donc en fait non de simples ouvriers, mais 2.500 chefs d'exploitation qui étaient ainsi rendus à leur travail et autant de domaines dont

la culture était assurée. Aussi en Bourbonnais le renvoi des vieilles classes fit autant sinon plus pour le maintien de la prospérité agricole que toutes les autres mesures qui furent prises. Il est regrettable que les événements n'aient pas permis d'accorder la même faveur aux hommes des classes 1892 et 1893 comme on l'espéra pendant longtemps (1).

Dès 1915, d'autres palliatifs avaient été également essayés ; les Commandants de dépôts furent engagés à accorder des permissions de dix à trente jours aux militaires agriculteurs inaptes aux armées et parfois à ceux des jeunes classes en cours d'instruction ; à partir de 1917 tous les R. A. T. de la zone des armées furent l'objet d'une mesure analogue ; chacune de leurs permissions de détente étant augmentée à ce titre d'une durée de treize jours. Ce système permettait aux métayers de ne pas perdre de vue leurs exploitations et en plus du travail fourni pendant leur séjour, de se rendre compte des ventes ou des achats à faire, des terres à cultiver. En principe on devait les envoyer principalement au moment des grands travaux de chaque saison, malheureusement on n'en tenait pas compte pratiquement et très souvent le permission-

1. M. de Garidel dans une lettre adressée au Ministère de la Guerre proposait de demander un secours en ouvriers américains : « Ces travailleurs, disait-il, seront employés aux travaux (usines, routes, chemins de fer) exécutés actuellement par les hommes de nos vieilles classes, ils prendront leur place et permettront de les rendre à l'Agriculture » (*Journal d'Agriculture pratique*. Année 1917, p. 176).

naire arrivait lorsque tout était terminé. Cette hésitation continue de l'autorité militaire, à se dessaisir même pendant quelques jours des cultivateurs, basée sans doute sur un très légitime souci de sauvegarder la défense nationale, se transformait parfois en une sourde hostilité du plus désastreux effet. Ainsi, en 1916, le Professeur d'Agriculture de l'Allier fut chargé par le Ministre de demander des congés de trente jours pour les R. A. T. dont la présence à la terre serait d'une grande utilité. Après avoir pris tous les renseignements voulus, une liste de quelques 500 noms fut fournie, c'était un minimum dans un département comptant 17.000 métayers et de nombreux fermiers; or on accorda à grand'peine 50 à 60 permissions; le but visé fut donc complètement manqué.

Lorsque la Commission départementale de la main-d'œuvre agricole fut instituée, les choses se passèrent cependant un peu plus régulièrement; des circulaires des 4 et 10 décembre 1917 permirent, naturellement dans la mesure compatible avec les nécessités du service, le détachement temporaire à la terre des agriculteurs de toutes classes, à l'exception : 1° de ceux en services aux armées, 2° de ceux dépendant du Ministre de l'Armement, 3° de ceux à l'instruction. Les métayers qui se trouvaient dans le cas prévu, établissaient une demande où ils s'engageaient à consacrer tous leurs efforts à la production des denrées essentielles pour l'alimentation et l'adressaient avec un certificat du maire au

préfet, président de la Commission départementale de la M. O. A.. Là on proposait un détachement de dix jours à deux mois que le chef de corps de l'intéressé prononçait. C'est évidemment un progrès, mais ce système restait cependant inférieur car les cultivateurs ne se trouvaient pas toujours libres aux moments propices. « Au point de vue de la production, dit le Journal *la Main-d'œuvre agricole*, le détachement continu des hommes à la terre donne des résultats bien supérieurs aux permissions, ces dernières pouvant coïncider avec des périodes d'intempéries (1) ».

L'autorité militaire fut par contre plus large lorsqu'il s'est agi non de laisser les hommes aller travailler chez eux, mais de les envoyer en équipe chez d'autres agriculteurs; cette méthode qui est loin de valoir la première, a cependant permis de secourir utilement certaines métayères surchargées de besogne. Les équipes agricoles étaient mises à la disposition des communes, et les maires faisaient la répartition des hommes entre les différents domaines où l'on en demandait; elles étaient détachées du dépôt pour quinze jours et à la fin de ce laps de temps rentraient pour être remplacées par d'autres groupes d'égale importance. De la sorte il y eut constamment en moyenne environ 300 ouvriers agricoles disséminés dans les métairies, c'était peu; il est vrai qu'en 1916 la classe 1917 fut toute entière

1. *La Main-d'œuvre agricole*, 25 novembre 1917, p. 3.

envoyée aux champs et notre département bénéficia de ce fait pendant un mois de 1.500 travailleurs de plus.

L'Allier se trouva également favorisé pendant un certain temps grâce à la proximité de la station thermale de Vichy ; un centre important de physiothérapie avait été établi dans cette ville où passèrent des milliers de blessés, et les médecins jugèrent que l'emploi des convalescents aux travaux de la campagne aurait une excellente influence sur leur rééducation physiologique. L'agriculture trouva là un renfort précieux ; la répartition avait aussi lieu tous les quinze jours soit à Vichy, soit à l'annexe créée à Yzeure près de Moulins et malgré les obstacles que faisait surgir à chaque instant l'administration, les convalescents rendirent de grands services : on avait même organisé dans le voisinage des camps des entreprises de cultures à prix-fait afin d'utiliser ceux qui ayant encore un petit traitement à suivre ne pouvaient être employés au loin. Malheureusement ce concours ne dura pas très longtemps, dès la fin de 1917, par suite de l'installation des hôpitaux américains, le centre de physiothérapie fut supprimé et les équipes de convalescents disparurent avec lui.

Ces différentes mesures avaient le double inconvénient de fournir en somme peu de bras et de nécessiter un perpétuel changement de personnel ; aussi essaya-t-on de les compléter en utilisant la main-d'œuvre étrangère en particulier les prisonniers de guerre. Les premiers essais ne furent faits qu'en 1916 ; on constitua

alors à Moulins et à Montluçon des camps de prisonniers allemands destinés à fournir des ouvriers à l'agriculture; mais des règlements, peut-être utiles, en tout cas très compliqués, rendirent leurs emploi peu pratique. Ils devaient en effet être groupés par cantonnement de soixante et travailler par détachements de vingt; dans de grandes propriétés on aurait put s'accommoder fort bien de ces conditions, mais en Bourbonnais, dans des métairies de 30 à 50 hectares, comment utiliser vingt hommes à la fois? Quelques rares propriétaires ayant la chance de posséder un certain nombre de domaines contigus purent cependant embaucher quelques détachements des 500 ou 600 Allemands qui restaient inoccupés dans leur camp; à Lapalisse, entre autres, on employa pendant la saison des battages de 1916 une équipe qui fut attachée à une machine à battre. Mais à cette première raison d'incommodité s'en ajoutaient d'autres non moins décisives : il y avait d'abord les difficultés inévitables qu'occasionnaient leur logement et leur alimentation, et surtout un sentiment de répulsion très vif chez les métayers. Ce sentiment irraisonné n'en persista pas moins très longtemps, les gens refusaient d'être ainsi en contact journalier avec ceux qui venaient de combattre les leurs; beaucoup de soldats même écrivirent du front à leurs femmes et à leurs propriétaires pour leur demander instamment de ne pas laisser les Allemands toucher à leurs terres ou à leurs animaux

Devant une semblable obstination il n'y avait rien à tenter, aussi dès la fin de 1916 on tourna la difficulté en substituant aux « boches » des prisonniers d'origine polonaise. En raison de leur nationalité ils rencontrèrent beaucoup moins d'antipathie ; leurs règlements étaient également un peu moins stricts, ils étaient répartis par cantonnement de dix et travaillaient par équipes de cinq ; ils purent même ensuite être employés seuls. La compagnie de prisonniers polonais comprenait 780 hommes disséminés dans tout le département. Leur manière de servir a été très diversement appréciée ; dans certaines propriétés on obtint d'eux tout ce qu'on voulut, on profita même de leur courage et de leur bonne volonté pour leur faire curer des rivières et creuser des tranchées de drainage, travaux cependant pénibles qu'ils exécutèrent de bon gré. Ailleurs au contraire on se plaignit de leur paresse et de leur mauvais esprit, il y en eut même qui refusèrent de travailler et prêchaient le désordre. On impute ce résultat aux conséquences de leurs règlements ; des ménagements avaient été prescrits pour ces hommes appartenant à un peuple ami et que plus tard on enrôla du reste en grand nombre, malheureusement quelques-uns avaient une mentalité plus allemande ou russe que polonaise et profitèrent de ce relâchement de la discipline pour réclamer constamment et produire le moins possible. A la suite de ces incidents le Commandant du dépôt donna des ordres plus sévères : « Des plaintes, écrivait-il, se

sont produites au sujet du mauvais rendement de la main-d'œuvre des prisonniers de guerre. Il importe de porter un remède à cette situation d'autant plus inadmissible que les travailleurs nationaux font défaut et qu'il est impossible de tolérer chez les prisonniers de guerre de l'inertie ou de la paresse dans le travail (1) ». Il proposait en outre de supprimer les centimes de poche des plus récalcitrants. En dehors de cela, les Polonais devaient ne travailler qu'à certaines heures fixes, rentrer chaque soir dans un cantonnement spécial et être nourris d'une façon particulière, toutes choses considérablement gênantes à la campagne où on consomme beaucoup de laitage et de légumes et où le travail nécessite une main-d'œuvre très souple. De plus leur ignorance de la langue française les rendait encore plus difficiles à diriger. En 1918, un grand nombre d'entre eux s'engagèrent dans la légion polonaise, mais ils furent remplacés nombre pour nombre de sorte que la compagnie resta au complet et les derniers ne partirent qu'en août 1919.

Le département de l'Allier fut également doté en 1919 d'un groupe de prisonniers Alsaciens-Lorrains régis par des instructions encore plus larges que les Polonais. Il était interdit d'employer ces deux catégories de travailleurs dans les mêmes domaines par

1. Instruction n° 1210 du 7 mars 1917 du Chef d'escadron commandant le Dépôt de P. G. de Montluçon.

craintes de jalousies ou de dénonciations. Les Alsaciens-Lorrains furent bien reçus par les gens du pays et à part de rares exceptions donnèrent par leur travail entière satisfaction. Certains parlaient assez bien le français et beaucoup avaient des parents en France, on les installa donc sans difficultés dans les métairies où ils furent admis à la table commune, se lièrent d'amitié avec les enfants de la maison et remplacèrent avec assez de succès le métayer absent dans la direction de la culture. Lorsqu'au 11 novembre 1918 ils partirent dans leurs pays, ils furent vivement regrettés; quelques-uns même, des jeunes, après avoir revu les leurs, demandèrent à revenir travailler dans les domaines où ils étaient restés pendant la guerre, comme domestiques libres.

Il y eut aussi un essai d'utilisation des travailleurs Kabyles; ce sont des hommes qui en groupe fournissent peut-être un certain rendement, mais isolés ainsi et abandonnés souvent à leur simple initiative, ils ne donnèrent pas de bons résultats et furent du reste peu employés. Enfin on disposa de quelques internés civils dont la valeur était très variable; les réfugiés du Nord et de la Belgique qui n'étaient pas très nombreux et ignoraient pour la plupart l'agriculture fournirent au contraire un appoint plus intéressant.

Cette main-d'œuvre étrangère, qui arriva quand même à procurer près de deux mille ouvriers à la terre, avait en même temps l'avantage de ne pas revenir cher. Les

Polonais coûtèrent en moyenne, en plus de leur entretien (nourriture, logement, chauffage, éclairage, etc...) 4 fr. 60 par jour en 1916, 2 francs en 1917 et 3 francs en 1918, y compris les frais accessoires tels que ceux qu'occasionnait par exemple le gardien auquel son allocation réglementaire n'aurait pas permis de vivre. Quant aux Alsaciens, le prix fixé était de 2 francs par jour, mais on leur donnait en général des gratifications qui portaient la somme à 3 francs et même 3 fr. 50.

Là où la configuration du sol et l'étendue des champs le permirent, on suppléa également au manque de main-d'œuvre à l'aide de la motoculture. Dès 1915 le gouvernement s'était préoccupé de remédier à la pénurie de bras et aussi à l'insuffisance des cheptels en vulgarisant l'emploi des appareils de labourage mécanique. Un arrêté du 8 septembre avait décidé d'accorder des subventions aux syndicats comptant au moins sept participants et aux communes. Ces dernières, qui dans les campagnes ne disposent que de faibles ressources, ne voulurent pas entreprendre une affaire aussi importante, les maires ne tenaient pas du reste à ajouter de nouvelles charges à celles dont on les accablait chaque jour. Par contre, en 1915, certains grands propriétaires profitèrent de l'avantage qui leur était offert pour s'associer et acquérir des charrues à tracteur. La chose fit assez de bruit à l'époque et eut le mérite d'attirer l'attention du public sur ce nouveau moyen de culture, mais sans avoir de très grandes conséquences, car l'exemple ne fut pas

suivi ; la dépense restait encore lourde et on ignorait aussi les résultats qui s'ensuivraient ; beaucoup restèrent donc dans une très prudente expectative et il n'y eut ainsi qu'une dizaine d'instruments importés dans le département.

L'année suivante on tenta un effort bien plus sérieux ; deux batteries de dix tracteurs furent organisées dans le Centre ; l'une composée d'appareils du système Caze, l'autre du système Emerson. Chaque batterie comprenait un personnel militaire et civil de 25 hommes payés 15 francs par jour, plus une prime par hectare labouré ; à la tête de chacune d'elle était un régisseur assisté d'un adjoint et d'un comptable. Bien que toute cette organisation ait été très rapidement improvisée on arriva quand même à labourer des étendues appréciables, en moyenne 130 hectares par tracteur, dont 500 hectares dans l'Allier et ce travail facilita énormément dans certains domaines les ensemencements. Mais si l'on examine l'opération en elle-même, ces essais ne sont pas très encourageants ; d'abord le labour est beaucoup moins bien fait qu'avec des animaux, l'inexpérience des hommes employés en est peut-être la cause, car pour faire ce travail, il ne suffit pas d'être mécanicien, il faut aussi avoir certaines notions de culture (1). Les champs

1. Le 28 mars 1916 une démonstration de motoculture organisée par la Société d'Agriculture de l'Allier avait eu lieu à Souvigny, « Qu'il nous soit permis en terminant, disait l'un des assistants, de faire observer « au comptoir « Agricultural » que s'il possède d'excellents ingénieurs « et de bons mécaniciens, il manque absolument de laboureurs. Nous

défrichés à ce moment-là ont conservé pendant plusieurs années des traces de ces irrégularités. De plus les instruments étaient souvent arrêtés, des pièces se cassaient, d'autres se tordaient; il en résultait de perpétuels contre-temps. Enfin au point de vue économique, il est difficile de juger l'entreprise, car on ne prenait au propriétaire que soixante-dix francs par hectare, ce qui était raisonnable, mais on n'a jamais dévoilé le prix auquel le labourage en revenait à l'Etat; les chiffres murmurés permettent de supposer qu'elle fut financièrement désastreuse et c'est probablement pour cela que malgré les demandes des agriculteurs, elle ne fut pas reprise l'année suivante.

Ce sont cependant ces moyens de fortune qui ont permis de maintenir l'agriculture malgré l'absence de la plupart des cultivateurs; les rendements obtenus ne furent certes pas très brillants, mais peu de terres sont restées complètement en friche, Il n'y eut guère dans le département qu'une quarantaine de métairies abandonnées, dans les autres ont dut souvent réduire sérieusement les ensemencements, laisser des pâtures, mais malgré tout on produisait quand même et surtout on pouvait conserver les cheptels.

« avons vu des tracteurs, fonctionnant bien, remorquer des charrues mal réglées, faisant par conséquent un labourage défectueux, ce qui était d'un fâcheux effet. La motoculture demande donc à ce point de vue de sérieux perfectionnements (*Bulletin de la Société d'Agriculture de l'Allier*, mars 1916).

§ 2. — Autres difficultés matérielles

La raréfaction de la main-d'œuvre fut aussi une cause de désarroi dans les métiers auxiliaires de l'agriculture. On a vu comment avait été résolu momentanément et tant bien que mal la crise des battages au début de la mobilisation ; les années suivantes la mise en sursis des conducteurs de machines à battre fut un peu plus régulièrement organisée, sans que cependant rien de précis ne soit jamais prévu à l'avance, et souvent au dernier moment les hommes indispensables n'étaient pas certains d'arriver à temps. Les vieux mécaniciens se remirent à travailler aussi et comme les récoltes furent de moins en moins abondantes, on a pu battre les grains chaque année avant la mauvaise saison.

On éprouva des difficultés beaucoup plus grandes pour la réparation des instruments de culture, le ferrage des animaux, l'entretien des charriots et des harnais. Dès les premiers jours, tous les spécialistes avaient été appelés et le pays était resté dépourvu de tout. Dans les régions de grande culture chaque ferme est suffisamment importante pour être munie de tous les accessoires dont on peut avoir besoin ; on y trouve non seulement les instruments les plus perfectionnés, mais aussi un petit atelier qui permet de faire toutes les réparations légères ; le personnel, habitué à se servir de cet

outillage très simple, ne se trouva donc pas pris au dépourvu. Nos métairies sont trop petites pour être dotées d'un matériel supplémentaire aussi complet et pour la moindre réparation on a l'habitude d'aller au village voisin chez l'artisan voulu. Il fallait donc faire de longues courses pour trouver un maréchal réformé ou trop vieux qui pût forger les socs de charrue ou ferrer les bœufs ; aussi se contentait-on de faire exécuter les choses strictement indispensables, le reste attendait et en même temps se détériorait.

Ce n'est qu'en 1917, que les circulaires ministérielles permirent le détachement à la terre des spécialistes agricoles : forgerons, maréchaux-ferrants, mécaniciens réparateurs de machines agricoles, bourreliers, selliers et charrons. Les catégories énumérées étaient assez restreintes, et naturellement le bénéfice de cette mesure n'était accordé qu'aux intéressés remplissant les conditions prévues pour le détachement des cultivateurs (R. A. T. etc...) De plus, la plupart des gens qui exercent ces métiers sont en général jeunes, ils étaient donc tous soit aux armées, soit attachés comme indispensables à un atelier militaire, et ne profitèrent pas des décisions visant leurs professions.

A côté d'eux, il est également un grand nombre d'ouvriers dont l'agriculture a constamment besoin et qui n'eurent même pas l'avantage de bénéficier de quelques sursis. Ce sont d'abord les maçons, les charpentiers, les couvreurs, les puisatiers, dont la présence est fré-

quemment nécessaire pour l'entretien des bâtiments. Les métairies sont pour la plupart assez anciennes et à chaque instant il faut les réparer pour éviter que les dégâts ne s'aggravent. En outre, le 14 juillet 1917, un ouragan d'une extrême violence ravagea une grande partie du département de l'Allier déracinant des quantités d'arbres, et, détériorant toutes les maisons et les étables qui n'étaient pas très solides. Dans beaucoup d'endroits il fut impossible de faire recouvrir les toitures et des granges restèrent à peu près inutilisables jusqu'à la fin de la guerre.

Enfin les terres souffrirent beaucoup de l'absence des draineurs. Lorsqu'il y a une cinquantaine d'années les propriétaires bourbonnais entrèrent résolument dans la voie des améliorations, on fit de grands travaux pour dessécher les étangs et assainir les marécages. Grâce à cela, certaines régions, comme celle de Varennes-sur-Allier en particulier, dont le sol très dense est incultivable, lorsqu'il est pénétré d'humidité, ont été rendues très fertiles ; on y a créé de petites rivières, élargi d'anciens ruisseaux et établi d'innombrables tranchées de drainage, d'un immense marais on a fait de riches champs de céréales ; mais chaque année il faut entretenir soigneusement ce réseau de canalisations. Or tous les ouvriers draineurs furent mobilisés et peu à peu les rivières se sont comblées, les tuyaux de drainage se sont obstrués et ces champs, d'où l'eau ne s'écoulait plus, se couvrirent de joncs ou de hautes herbes et ne

furent plus travaillés. On réclama plusieurs fois des sursis temporaires pour quelques chefs draineurs, mais ils n'étaient pas classés comme spécialistes agricoles, on n'obtint rien. Ainsi en 1917, le syndicat des propriétaires du bassin du « Valençon » petit cours d'eau affluent de l'Allier, aménagé depuis de longues années de façon à assurer l'écoulement des eaux de la plaine de Voudel, décida d'insister auprès des pouvoirs publics pour obtenir les hommes strictement indispensables au curage et à la remise en état de ce ruisseau collecteur. On demandait notamment un sursis de soixante jours pour l'entrepreneur qui assurait auparavant chaque année l'exécution de la plus grande partie de cet important travail ; mais ce fut peine perdue, l'autorité militaire resta inflexible. Quelques gens dévoués aidés de prisonniers polonais firent ça et là les déblaiements les plus indispensables, mais néanmoins d'assez grandes étendues sont restées incultes et marécageuses.

Bref pendant ces années terribles les métayères et les vieux métayers restaient donc dans leurs domaines, isolés et privés de la plupart de leurs secours habituels ; les vétérinaires même étaient très clairsemés et lorsqu'un animal était malade, on hésitait à faire 25 ou 30 kilomètres pour aller les chercher.

La crise des transports contribua aussi à accroître les difficultés contre lesquelles ils eurent à se débattre. Il était impossible d'obtenir des wagons pour les foires et au début de la guerre surtout le commerce s'en trouva

énormément entravé ; les marchands n'osaient acheter des animaux qu'ils ne pourraient expédier et on était réduit à vendre pour la consommation locale, à bas prix. D'autre part, on devait se contenter du bétail élevé sur place, les propriétaires ne pouvaient plus, comme les années précédentes, aller chercher en Charolais ou en Nivernais le complément de cheptel à engraisser ; enfin les métayers étant absents, il était difficile de trouver des ouvriers sérieux pour conduire les bêtes au loin, on préférait les vendre à l'écurie à un marchand de bestiaux, même pour un prix inférieur. Cependant, lorsque la raréfaction générale des produits les fit rechercher, ces ennuis s'atténuèrent, les commerçants purent avoir de temps en temps des wagons pour approvisionner les grandes villes et consentirent des prix plus rémunérateurs.

Par contre, pour les tourteaux, les engrais, la chaux, les semences et toutes les autres matières utilisées dans les domaines, telles que le sel gemme, la ficelle pour les moissonneuses, le soufre et le sulfate pour la vigne, etc..., la situation ne s'améliora guère. Malgré les promesses, à chaque instant renouvelées des pouvoirs publics assurant aux agriculteurs qu'on leur réserverait des wagons, soit pour les engrais, soit pour les semences, il n'y eut jamais de sérieuse mise en pratique de ces décisions. De temps en temps, grâce à la bienveillance d'un employé de chemin de fer, un commerçant en gros réussissait à faire venir quelques marchandises,

mais c'était tout à fait insuffisant; aussi tout était enlevé très rapidement et à n'importe quel prix.

Il n'y eut d'organisation sérieuse que pour le transport du charbon nécessaire aux battages. Chaque année, les maires devaient envoyer à la préfecture, quelques mois à l'avance, un état de prévision des quantités de charbon indispensables pour leur commune; puis, lorsque le stock accordé arrivait, ils en assuraient la répartition entre les métairies. Mais les envois étaient toujours inférieurs aux demandes, le combustible parvenait souvent trop tard, où il était très mauvais, il fallait alors le mélanger au bois ou n'employer que du bois, procédé qui avait le double inconvénient de coûter très cher et d'être assez dangereux, car les flammèches s'échappant de la cheminée de la locomobile retombaient dans le voisinage et risquaient de mettre le feu aux pailles. Seules les régions voisines des centres miniers de Commentry, Noyant, Buxières, Bert, furent un peu moins deshéritées, on pouvait aller prendre le charbon sur place et malgré le coût très élevé du transport par chevaux on préférait s'assurer sa provision de cette façon pour être certain de pouvoir battre.

Cette crise des moyens de locomotion fit décider également la suppression des concours généraux, qui avaient lieu à Moulins au mois de février, et dont l'influence était des plus heureuse, aussi bien sur l'amélioration des races et des méthodes d'engraissement que sur l'instruction pratique des agriculteurs. On se contenta donc

de choisir les étalons dans les écuries les plus rapprochées où on savait qu'il existait avant la guerre un bon cheptel, mais le sélectionnement des animaux était à peu près négligé. Cette lacune aurait pu avoir des conséquences rapidement désastreuses pour la conservation de la qualité du cheptel ; aussi en 1917, la Société d'Agriculture de l'Allier, ne pouvant rétablir le concours, car son hall spécial avait été réquisitionné par l'intendance, organisa en février une foire primée pour les reproducteurs de la race bovine. C'était une excellente mesure et cette foire eut assez de succès, mais à tous les points de vue elle fut loin de donner les résultats de l'ancien concours général. Quant aux comices agricoles cantonaux, ils ont complètement disparu pendant la guerre pour les mêmes raisons.

§ 3. — La crise morale. — Ses causes — Ses résultats

Malgré toutes ces difficultés matérielles, on aurait réussi à conserver quand même le métayage et évité la décadence de l'agriculture, si à une certaine époque une véritable panique n'était venue décourager les plus braves. Jusqu'en 1917, malgré les flottements du début, les esprits étaient restés assez calmes, on espérait toujours en une offensive victorieuse suivie d'une paix rapide, mais l'hiver de 1916-1917 particulièrement rude affaiblit la résistance morale et l'échec du 16 avril

ruina les dernières bonnes volontés. En même temps il était fait dans les campagnes, une active propagande aux origines assez indécises, en faveur de la paix à tout prix. La suppression des récoltes et la grève de la culture étaient les grands moyens préconisés pour obliger le gouvernement à s'incliner. Peu à peu une rumeur tendantieuse se répandit. « si vous semez du blé vous contribuez à la prolongation de la guerre et au massacre des vôtres » ; beaucoup de métayères en furent vivement impressionnées ; le désir de produire subsistait toujours, mais sérieusement émoussé par cette idée démoralisante, d'autant plus que certains permissionnaires, eux-mêmes lassés par la longueur des hostilités, n'engageaient plus leurs épouses ou leurs parents à entretenir leurs terres, mais au contraire à les abandonner. La jalousie contribuait aussi à aigrir les caractères, les femmes des mobilisés protestaient contre ceux qui pour une raison ou pour une autre étaient restés dans les dépôts ou dans les usines ; toutes ces causes de nervosité et de mauvaise humeur rendaient plus difficiles les bonnes relations entre propriétaires et métayers.

C'est à cette époque de la guerre que le métayage bourbonnais traversa peut-être la phase la plus critique : beaucoup de métayères ne voulurent plus tenir les engagements du contrat réclamèrent d'importantes modifications, et refusèrent parfois de s'occuper de la main-d'œuvre : elles ne consentaient plus qu'à assurer

l'entretien des animaux et encore souvent s'opposaient-elles plus ou moins indirectement, à ce qu'on les employât à la culture. Dans ces conditions délicates tout se compliquait ; mais la situation s'aggrava davantage lorsqu'un certain nombre d'entre elles quittèrent leurs domaines, pour se retirer dans les villages, après avoir réalisé les bénéfices de cheptel, et y vivre du produit de leurs allocations. La région de Gannat, où les petits propriétaires dominant, souffrit peu de cette crise ; dans celle de Lapalisse le mal fut plus grand, mais cependant put y être assez rapidement enrayé ; au contraire dans les arrondissements de Moulins et Montluçon, où l'esprit des gens avait peut-être été mieux préparé à accepter de telles idées par l'active propagande socialiste d'avant-guerre, les effets en furent désastreux. De nombreux domaines délaissés par leurs métayers durent être régis tant bien que mal avec quelques rares domestiques, d'autres furent complètement abandonnés.

La crise agricole de 1917 avait du reste de multiples causes et il faut reconnaître que le gouvernement non seulement n'avait pas prévu ces conséquences de l'état de guerre, mais les avait encore favorisées par une politique des plus fâcheuses. La situation critique n'était pas spéciale au Bourbonnais et M. Méline, alors Ministre de l'Agriculture, reconnaissait qu'on ne venait pas assez en aide aux agriculteurs : « Ceux qui sont restés à la terre, disait-il, les vieillards, les enfants, ont déployé un véritable héroïsme pour remplacer les absents ; ils

ne sont pas à bout de force, mais ils commencent à s'inquiéter en face des difficultés qui se multiplient sous leurs pas et qui leur font craindre que tous leurs efforts ne soient inutiles pour arriver au but (1) ».

De plus les cultivateurs, qui pendant les premières années de la guerre avaient dû vendre leurs produits assez bon marché, se virent en outre obligés de livrer à l'Intendance des quantités de denrées à des taux qui devinrent de plus en plus inférieurs à ceux du commerce. Or, comme le dit M. Desnier, « l'effet oppressif, injuste et parfois démoralisateur de la réquisition pratiquée au-dessous du cours est indéniable (2) ». La main-d'œuvre extrêmement rare se payait déjà cher, les terrains mal entretenus, privés d'engrais, grossièrement cultivés, donnaient des récoltes de moins en moins fortes ; puis, comme toutes les choses augmentaient en même temps très rapidement il en résultait une compression automatique et progressive des revenus agricoles. Le tableau comparatif des prix payés par l'Intendance dans le département de l'Allier, pendant les différentes années de la guerre et de ceux fixés aux mêmes époques par le commerce libre suffit à montrer l'importance de cette question. (Voir tableau p. 79).

Ainsi l'écart est allé en croissant ; après avoir été légèrement supérieurs au début, les prix sont devenus tout à fait insuffisants, et en 1918, le producteur pou-

1. *L'Economiste français*, 5 février 1916.

2. Desnier, *Prix de réquisition*. Paris 1919, p. 10.

vait essayer une perte de mille francs sur un bœuf, ce qui est énorme. Si l'on faisait le total des réquisitions effectuées dans le département, on s'apercevrait que c'est un véritable et très lourd impôt que les agriculteurs eurent à payer.

Ces prix étaient fixés par le Ministère à la suite de propositions faites par la Commission d'évaluation des réquisitions et de rapports fournis à la fois par la Préfecture et par le Sous-Intendant territorial, mais, en général, pendant leur établissement, leur transmission et leur examen, il se passait toujours un temps assez long, suffisant pour que la hausse s'accroûtât, et lorsque les prix étaient approuvés et les nouveaux tarifs mis en vigueur, ils conservaient un retard sensible sur les cours commerciaux. A certaines époques même, avant qu'on eût essayé l'application des taxes, l'Administration de la guerre crut pouvoir enrayer la marche ascendante des cours, en fixant des prix de réquisition assez bas. Ce système souleva une violente indignation chez les producteurs, et leurs représentants : parlementaires, préfet, présidents de sociétés agricoles et de syndicats intervinrent pour signaler le contre-coup fatal qu'il pourrait avoir sur la production. Pendant toute la durée de la guerre il y eut des discussions à propos de ces tarifs des réquisitions et des méthodes employées pour répartir les contingents réclamés (1) ;

1. « Voici quelques-uns des principaux passages d'une lettre adressée en janvier 1918 par M. de Garidel à ce sujet, au Ministre de l'Agric-

	VOIN LE QUINTAL		PAILLE LE QUINTAL		HARICOTS LE QUINTAL		POMMES DE TERRE LE QUINTAL		VIN L'HECTOLITRE		BOEUF LE QUINTAL		PORC LE QUINTAL		MOUTON LE QUINTAL	
	Commerce	Intendance	Commerce	Intendance	Commerce	Intendance	Commerce	Intendance	Commerce	Intendance	Commerce	Intendance	Commerce	Intendance	Commerce	Intendance
1914.	6 fr.	6, 50	4 fr.	5 fr.	38 fr.	45 fr.	7 fr.	9 fr.	30 fr.	40 fr.	90 fr.	100 fr.	90 fr.	80 fr.	100 fr.	100 fr.
1915.	9	7	5	5	60	60	40	40	75	58	105	105	120	400	120	110
1916.	9	7	5	5	100	80	43	11	400	75	130	118	170	170	140	105
1917.	10	7	8	5	150	100	15	12	425	90	160	140	260	490	160	125
1918.	20	18	10	6	160	135	32	25	150	120	300	180	420	350	350	250

mais on ne réussit pas à provoquer de sensible amélioration.

Les commissions de ravitaillement auraient été vite impuissantes à obtenir, dans de telles conditions, les quantités d'animaux ou de denrées que leur demandait chaque mois l'Intendance ; aussi se déchargèrent-elles sur les maires d'une partie de leurs attributions. Elles prévenaient les communes des livraisons qu'elles auraient à faire et celles-ci devaient prendre les mesures nécessaires pour fournir ce qu'on leur demandait ; aussi afin d'éviter que l'impartialité des maires ne soit journellement contestée et pour donner plus de poids à leurs décisions on créa dans chaque commune une Commission de répartition des réquisitions. Cette institution

culture : « Les Commissions départementales d'évaluation sont trop souvent composées de membres peu au courant du régime du bétail spécial à chaque région ; elles ne tiennent pas compte des époques où chaque département peut livrer facilement des animaux d'âge et de préparation suffisants et de celle où au contraire il n'en a plus... En outre les décisions des Commissions d'évaluation sont presque toujours retardées par des formalités longues, avant que l'application en soit faite et elles ne répondent plus alors aux conditions et au prix du moment... Cette élévation des cours commerciaux au moment même où les cours de réquisition sont abaissés prouve qu'il n'y a pas entre ces deux ordres de cours la relation que leur attribue M. le Ministre... »

Dans une réponse à M. Le Rouzic Commissaire de la production agricole en France M. de Garidel faisait également remarquer que : « Les Commissions de ravitaillement d'après les instructions qu'elles reçoivent ne tiennent pas compte du régime actuel du bétail en Bourbonnais... à partir du commencement de l'hiver elles en ont réclamé un nombre au-dessus de nos ressources et ont abaissé leur prix de telle manière qu'en ce moment il se produit des écarts considérables entre ces prix et ceux du marché, écarts qui arrivent souvent jusqu'à 700 fr. 800 fr. et même 1000 fr. sur une paire de gros bœufs » (*Bulletin de la Société d'Agriculture de l'Allier*, Janvier 1918, p. 8 et 10).

régularisa les prestations et calma un peu les récriminations ; mais, en 1917, la résistance prit une forme plus régulière ; chaque fois que l'écart avec le cours commercial était par trop sensible propriétaires et métayers refusaient les prix. Il en résultait une procédure assez longue qui avait l'inconvénient de suspendre le paiement, mais tandis que les fermiers cultivateurs, ne disposant pas de nombreux capitaux, préféraient accepter plutôt que d'attendre, les propriétaires poursuivaient l'affaire devant les tribunaux et très souvent obtinrent gain de cause, ce dont profitaient leurs métayers. Parfois aussi les gens refusaient d'exécuter les livraisons demandées et devant cette hostilité, l'Intendance en vint même à pratiquer la réquisition en foire et à l'étable ; ces derniers procédés portèrent à son comble l'exaspération des agriculteurs qui se voyaient ainsi souvent contraints de laisser prendre des animaux de cheptel.

La perturbation fut également jetée dans le commerce des produits agricoles par les taxations, ces dernières ont été surtout généralisées en 1918 ; néanmoins différents essais avaient été faits au cours de la guerre, sur les céréales et principalement sur le blé.

Après en avoir laissé la vente libre en 1914, le gouvernement acheta les blés à 32 francs le quintal en 1915, puis en juillet 1916 fixa officiellement le cours maximum à 33 francs, taux qui fut porté successivement à 36 francs en janvier 1917 et à 50 francs au mois de juillet de la même année. Malgré ces augmentations

successives, les étendues semées dans le département allaient toujours en décroissant, phénomène explicable d'abord par les difficultés matérielles dont il a été question, mais aussi et surtout par le résultat peu rémunérateur de cette culture. Alors que la hausse était déjà de 100 0/0 pour les autres marchandises, le prix des blés n'avait monté que de 30 0/0 ; le paysan, obligé d'acheter lui-même tout très cher, préférait laisser les champs en pacage où les animaux pourraient s'élever sans frais et rapporter de plus gros bénéfices. On s'émut bien en haut lieu de cette situation, mais on crut qu'il suffirait d'édicter des pénalités pour contraindre les gens à ensemençer les mêmes étendues qu'auparavant. Les projets de lois déposés à la Chambre montrent la parfaite ignorance des choses agricoles et de la mentalité paysanne de ceux qui les conçurent ; car, pour que la semence répandue dans le sol donne une récolte satisfaisante, on oubliait qu'il faut en outre la réunion de multiples conditions de labour, de fumure, d'engrais, et aussi de température.

En réalité le seul moyen efficace, était de relever le moral en excitant l'intérêt ; « les cultivateurs ont été trop longtemps mal impressionnés, écrivait M. Edouard Payen, en 1918, par le fait qu'une limite était mise, par la taxation, aux prix de leurs principaux produits, alors qu'il n'y en avait aucune pour tout ce dont ils avaient besoin (1) ». Le décret du 21 mai 1918 en portant à

1. *L'Economiste français*, 20 avril 1918. p. 486.

75 francs le prix du blé fit beaucoup plus pour le maintien de cette culture et la prospérité agricole, que toutes les injonctions possibles.

La réforme fut cependant incomplète pour les métayers bourbonnais. Pour éviter que cette augmentation n'amenât la hausse inévitable du pain, hausse qui aurait pu soulever de violentes récriminations dans les milieux ouvriers, l'Etat procédant par voie de réquisition générale achetait tous les blés à 75 francs, puis les livrait aux minotiers à 43 francs, en les obligeant à remettre la farine aux boulangers à un prix proportionnel. Cette opération, qui permit le maintien du pain à bon marché coûtait à l'Etat 32 francs par quintal de blé et se chiffrait par milliards ; néanmoins comme les blés achetés à l'étranger lui revenaient encore plus cher, il était juste en même temps que de bonne politique qu'il encourageât ainsi le producteur français. Mais le métayer nous l'avons vu, se nourrit de ses produits, il n'en vend que l'excédent ; il fait moudre son grain et chaque semaine cuit son pain chez lui ; or, avec ce système de « ristourne » il fut donc le seul à payer le pain à sa valeur réelle. C'était là, non seulement une injustice criante, mais même une omission maladroite, puisque la catégorie de citoyens en vue de laquelle la loi avait été faite, était privée d'un de ses principaux avantages.

On réclama, pour que les gens faisant leur pain chez eux bénéficient de la prime de 32 francs au même titre

que les boulangers, mais ce fut sans résultat. Le mouvement de mécontentement se calma du reste assez rapidement, car lorsque fut inaugurée la carte de pain, les métayers préférèrent abandonner ce bénéfice et pouvoir manger du pain blanc et à peu près sans limitation, le contrôle du blé conduit par eux au moulin étant très élastique.

Voilà donc une série de mesures vexatoires : taxations, réquisitions, injustices, inquisitions etc... qu'eurent à subir ceux qui étaient restés dans nos métairies pendant que les leurs faisaient leur devoir au front, y payant largement la dette du sang. Cependant, malgré quelques défaillances aux heures pénibles de lassitude générale, il faut rendre hommage à la courageuse résistance de la femme bourbonnaise qui, pendant près de cinq ans, a été à peu près seule pour assurer l'exploitation des domaines. Son endurance patriotique et son dévouement à la terre et au foyer sont d'autant plus admirables qu'elle était moins préparée à tenir ce rôle.

Dans certaines régions agricoles de la France, en particulier dans le Nord et la Beauce, les fermières comme les ouvrières, chacune dans leur sphère participent aux travaux des champs et s'occupent de la marche des affaires ; aussi pouvaient-elles, dans une certaine mesure, suppléer à l'absence de leurs maris sans avoir beaucoup à changer leur mode d'existence. En Bourbonnais, il est loin d'en être ainsi, les femmes des propriétaires terriens et des fermiers généraux, non seulement sont

pour la plupart totalement ignorantes des connaissances techniques qu'exige la profession de leurs époux, ce qui est très admissible, mais elles affectaient même un certain dédain des choses agricoles. Ceci tient du reste en grande partie à un défaut d'éducation des jeunes filles de la bourgeoisie des campagnes, qui reçoivent une préparation à la vie diamétralement opposée au rôle qui les y attendrait. Le temps passé au pensionnat ou au lycée est naturellement consacré à leur instruction, mais aucune place n'y est réservée à l'enseignement des devoirs pratiques que peut avoir à remplir la femme d'un agriculteur. On songe de plus en plus à leur faire obtenir des brevets, même le baccalauréat, à leur apprendre des langues vivantes quand ce n'est pas encore le grec ou le latin, bref au lieu de maîtresses de maison on risque de former de jeunes précieuses. Quant aux arts d'agrément, on cultive principalement la musique, la peinture, beaucoup moins les sports et pas du tout le goût des fleurs, du jardinage et surtout de la vulgaire cuisine. Certes l'agriculteur absorbé par la direction de ses exploitations, fatigué par le brouhaha des foires et des marchés est heureux de trouver chez sa femme l'intelligence ouverte et cultivée, la grâce souriante et légère qui reposent l'esprit et le charment ; mais il faut aussi un peu de sens pratique, aujourd'hui comme du temps de Molière :

« Faire aller son ménage, avoir l'œil sur ses gens,
« Et régler la dépense avec économie,
« Doit être son étude et sa philosophie. » (1)

M. Vacher avait déjà constaté les inconvénients de cette mentalité : « Il faut avouer pour être franc, disait-il, que le plus souvent la jeune fille ne rêve que toilette et parade, deux choses que ne procure pas la campagne, mais que la ville encourage. Rien dans leur éducation, n'est fait pour leur donner le goût de la vie rurale, tandis que tout y vient favoriser le penchant vers la vie de ville » (2).

C'est donc dans ces conditions, que la majorité des jeunes filles bourbonnaises arrivaient au mariage ; et ce sont elles qui se sont subitement trouvées, par suite de la guerre, placées à la tête de leurs métairies et obligées de s'occuper de toutes ces choses communes qu'elles avaient jadis dédaignées. Cependant elles ont su être à la hauteur de leur tâche et la ténacité dont elles ont fait preuve pour remplacer leurs maris n'en est que plus méritoire. On en vit non seulement tenir la comptabilité, faire les achats de tourteaux, surveiller les battages, parcourir les terres, mais même commander tous les travaux et aller aux foires. Grâce à leur énergie, elles ont soutenu le courage de leurs métayères et conservé la prospérité de leurs domaines. Aussi dans sa séance de mai 1916 la Société d'Agriculture de l'Allier décidait

1. Molière, *les Femmes savantes*. Acte II, Scène VII.

2. M. Vacher, *l'Agriculteur et la main-d'œuvre*, p. 69.

que : « le titre de membre honoraire de la Société serait offert à Mme la Comtesse de l'Estaille et à Melle Bes de Berc pour reconnaître l'énergie qu'elles ont déployée en continuant seules la culture de leurs exploitations et le bon exemple donné par elles aux femmes des cultivateurs mobilisés » (1). Cet hommage ne soulignait pas des exceptions, mais s'adressait, en la personne des plus méritantes, à toutes celles qui les avaient imitées.

Les femmes des métayers n'étaient du reste pas beaucoup mieux préparées à assurer le travail qui leur incombait ; on ne peut évidemment leur reprocher une instruction trop poussée ou une éducation trop précieuse, l'une ou l'autre et surtout l'enseignement ménager seraient plutôt insuffisants dans nos campagnes, mais elles avaient perdu l'habitude de travailler aux champs. Dans l'Allier les toutes jeunes filles et les grands-mères vont encore garder les troupeaux, mais de quinze à cinquante ans elles restent à la maison. Elles aidaient jadis aux foins et aux moissons ; depuis l'introduction des instruments agricoles, elles se confinent de plus en plus dans les soins du ménage, l'élevage de la volaille et des porcs ; quant au gros bétail, aux ventes et aux achats, le métayer s'en occupait exclusivement. Nos paysannes se virent donc seules pour assurer la culture des champs, les soins à donner aux animaux, n'ayant comme aide que des ouvriers de passage ou des prison-

1. *Bulletin de la Société d'Agriculture de l'Allier*, juin 1916.

niers et comme conseillères leurs propriétaires aussi inexpérimentées qu'elles. La Société d'Agriculture voulut aussi récompenser leur courage et leur zèle ; elle ouvrit une souscription pour recueillir les fonds nécessaires, puis après avoir fait une enquête dans tout le département, elle distribua 48 médailles de vermeil, 90 médailles d'argent et 9 médailles de bronze « aux femmes et aux mères de métayers et de fermiers laboureurs mobilisés qui ont courageusement continué seules l'exploitation de leurs domaines » (1).

Enfin quelques propriétaires et métayers trop âgés pour être mobilisés étaient restés au pays, ils se multiplièrent pour venir en aide à leurs parents et à leurs voisins ; certains agriculteurs arrivèrent ainsi à gérer jusqu'à trente domaines. Et ce sont les efforts persévérants de tout ce monde de femmes, d'enfants et de vieillards qui sauvèrent la terre des ronces et de la ruine.

§ 4. — Sacrifices consentis par les propriétaires

Néanmoins à travers toutes ces vicissitudes on craignit par moments que le métayage ne s'effondrât définitivement et pour le maintenir quand même, propriétaires et fermiers généraux durent consentir de nombreux sacrifices. Découragés par les difficultés de tout genre qui s'accumulaient beaucoup de métayers avaient voulu se

1. *Bulletin de la Société d'Agriculture de l'Allier*, juin 1916.

retirer et ils n'ont consenti à rester devant l'insistance de leurs associés, qu'en exigeant la satisfaction de leurs principales revendications d'avant-guerre. Il faut ajouter du reste que tous n'avaient pas attendu les réclamations, et dès les débuts de la guerre de nombreux propriétaires avaient prévenu ces désirs en faisant toutes les concessions que paraissait demander la nouvelle situation.

La première fut d'abord la suppression de l'impôt colonique qui depuis si longtemps soulevait des polémiques interminables ; s'appuyant sur la dénomination commune de « loyer » qu'on lui donne, les métayers mobilisés se prétendirent bénéficiaires de la loi sur le moratorium des loyers et refusèrent de continuer à se le laisser retenir sur leur compte de fin d'année. L'assimilation était-elle légale ? Cela dépend évidemment de la cause de l'impôt colonique ; or les avis restent à ce sujet très partagés. Sans entrer pour l'instant dans cette discussion, il suffit de constater que la chose se passa sans trop de difficultés, et que la justice n'eut pas à intervenir pour trancher le différend.

D'autre part les métayers devant, d'après les conditions de leurs baux, fournir toute la main-d'œuvre, ceux qui se trouvaient mobilisés auraient donc été obligés de louer un domestique pour les remplacer. Mais le cas de guerre n'avait pas été prévu dans le contrat et devant les prix déjà élevés demandés par les rares ouvriers disponibles, les métayères ne voulurent pas s'en

procurer alléguant, qu'avec cette charge supplémentaire, l'exploitation se terminerait pour elles par un déficit. Un grand nombre de propriétaires offrirent alors de payer le salaire d'un domestique partout où le métayer était mobilisé. C'était prendre à leur charge une grosse dépense, mais en assurant de cette façon la culture, ils continuaient d'abord à produire, et servaient aussi judicieusement leur intérêt en se conservant pour l'après-guerre des terres en bon état et des métayers. Cette solution, appliquée telle qu'elle est exposée ici, n'allait cependant pas sans inconvénient, car les métayers utilisaient bien le secours mis ainsi à leur disposition par le propriétaire, mais par économie, elles évitaient de prendre des ouvriers supplémentaires quand les travaux le nécessitaient ; elles ne fournissaient donc plus aucune main-d'œuvre et la culture restait très imparfaite. Pour remédier à cette tendance, on décida dans bien des cas de payer la moitié du salaire de tous les hommes étrangers employés dans la métairie, la seconde moitié et la nourriture restant à la charge du colon, les deux associés conservaient ainsi un intérêt sensiblement égal au bon entretien de l'exploitation. La plupart des baux passés en 1917 et en 1918 contenaient des conditions analogues prévues pour la durée des hostilités ; beaucoup de propriétaires continuèrent même à participer à ces frais pendant toute la dernière année de la guerre (1918-1919) ou au moins jusqu'à la démobilisation du métayer. A ce moment-là du reste la hausse considéra-

ble des produits facilita le retour aux anciennes conditions.

Pour faciliter la culture et remplacer la main-d'œuvre, on acheta aussi à cette époque des instruments perfectionnés sans que le colon eût à y participer. Il y eut également d'autres concessions variables faites suivant les lieux et les circonstances, et ainsi modifié, déformé, le métayage a pu traverser la grande tourmente de 1914-1919. Cependant on est obligé de constater cette dernière année une sensible diminution des exploitations soumises à ce régime, diminution que le manque de statistique ne permet pas de déterminer très exactement, mais qui peut être évalué approximativement à 18 0/0.

Malgré cela, la production, qui a subi une baisse importante pendant la guerre, reste encore assez satisfaisante ; les cheptels malgré les continuelles réquisitions ont pu être conservés et, d'après l'avis de M. Dupont, directeur des services agricoles du département de l'Allier, comptent à peu près le même nombre de têtes qu'en 1914 ; mais l'âge moyen des animaux s'est abaissé, le poids total est donc inférieur. Les céréales ont souffert davantage du manque de main-d'œuvre et de l'appauvrissement des terres accentué par les livraisons de foin et de paille exigées par l'Intendance, les étendues semencées ont été constamment en diminuant, ainsi que le prouve la statistique suivante (1) :

1. Statistiques du Ministère de l'Agriculture.

Années	Blé	Avoine	Pommes de terre	Totaux
—	—	—	—	—
1913..	118.840 hect.	55.900 hect.	40.330 hect.	215.070 hect.
1915..	109.560	52.100	36.650	198.310
1916..	96.000	49.000	31.760	176.760
1917..	91.870	39.840	31.620	163.330
1918..	90.000	45.187	25.990	161.177

Il en ressort donc, pour ces trois denrées principales, une décroissance de 54.000 hectares, soit de 25 0/0.

CHAPITRE II

SITUATION CRÉÉE PAR LA GUERRE

§ 1. — La Main-d'œuvre

Dès la signature de l'armistice, il se produisit en Bourbonnais une raréfaction subite de la main-d'œuvre provoquée par le retrait des équipes agricoles de toutes sortes. Ce phénomène, très imprévu au mois d'octobre même, surprit les métayers en pleine période de semailles, déjà retardées par un temps désastreux et compromit leurs travaux. Fréquemment pendant la guerre, nous l'avons vu, les femmes avec l'aide des prisonniers polonais ou alsaciens-lorrains avaient pu pourvoir avec succès à l'exploitation de leurs métairies. Leur départ fit donc un grand vide, d'autant plus que la démobilisation, très lente à cette époque, ne permit pas aux hommes des vieilles classes de venir les remplacer aussitôt. On s' alarma un peu de cette situation et les pessimistes craignirent un instant, qu'avec la paix, les difficultés ne s'accroissent au lieu de s'atténuer ; leurs prévisions furent heureusement fausses et l'état de chose, bien que

restant encore délicat, s'est progressivement amélioré.

Dans l'Allier, comme ailleurs, c'est la classe paysanne qui a le plus souffert de la guerre ; la plupart des cultivateurs étaient incorporés dans les régiments d'infanterie qui ont toujours subi de grosses pertes. D'après les renseignements obtenus jusqu'ici les trois quarts des tués sont, dans le département, des gens des campagnes. Quant aux métayers environ 20 0/0 manqueraient sur les 17.000 que donnait le recensement de 1912 ; la proportion est un peu moins grande chez eux que chez les ouvriers agricoles, car beaucoup ne prennent un domaine à leur compte que lorsqu'ils ont trente ou trente-cinq ans et se trouvèrent en raison de leur âge dans les régiments de réserve ou de territoriale. Par contre leurs enfants faisaient partie de l'armée active et la brèche faite dans leur rang se fera sans doute sérieusement sentir dans quelques années.

Actuellement on assiste cependant à une nouvelle éclosion de métayers qui va permettre jusqu'à un certain point de combler les vides et qui déjà à la fin de 1919 a rendu possible le repeuplement de beaucoup de domaines abandonnés pendant la guerre. En effet, lorsque la démobilisation eut rendu à la liberté un plus grand nombre de classes, des anciens métayers dont les femmes avaient quitté les métairies en 1916 et 1917, revenus chez eux et toujours munis de leur outillage, ont préféré reprendre leur situation de jadis plutôt que de rester simples journaliers. D'autre part les commu-

nautés familiales qui existaient avant la guerre se dissolvent et se font de plus en plus rares ; les frères se séparent pour prendre chacun une exploitation, soit parce qu'ils ne s'entendent plus, soit que leurs enfants leur permettent de cultiver plus grand, soit simplement qu'ils espèrent de cette façon gagner davantage. Il en résulte malheureusement une désagrégation des familles, mais aussi un accroissement fort utile du nombre des chefs d'exploitation. La cherté de la vie et les importants bénéfices réalisés par les métayers en 1917, 1918 et 1919 sont les principales raisons qui attirent aujourd'hui les cultivateurs vers ce système d'amodiation. Ils y voient le double et précieux avantage, à l'heure actuelle, de ne pas avoir à acheter la plus grande partie des denrées nécessaires à leur nourriture et en même temps de vendre très cher tous leurs produits. Aussi d'anciens ouvriers agricoles et même des hommes qui exerçaient auparavant d'autres métiers : des maçons, des charpentiers, des bûcherons, demandent à prendre des domaines. D'autre part, l'extension des régies et la vente des propriétés en détail diminuant le nombre des métairies, il est vraisemblable que toutes celles qui restent pourront trouver preneur. Mais jusqu'au 11 novembre 1919 au moins, les demandes étaient insuffisantes et comme du reste les conditions générales de la production se trouvent énormément modifiées, en particulier par la hausse de tous les prix, les colons ont exigé dans leurs baux une série de transformations

au régime du métayage tantôt justes, mais souvent exagérées, qui pourraient en amener rapidement l'abandon.

Cette question de la main-d'œuvre est du reste la première difficulté à laquelle se heurte le métayer lui-même, car il ne peut généralement assurer seul tout le travail. M. de Soultrait dans un rapport sur la situation du métayage en 1912, estimait que « la proportion habituelle du personnel d'une métairie peut être évaluée à un homme pour 15 hectares et une femme pour 30 hectares, sans compter le porcher et le berger » (1). M. Vacher donnait des chiffres analogues : « Pour une métairie moyenne, dit-il, ayant de la prairie en suffisante quantité, on estime qu'une famille qui compte trois hommes forts, un petit domestique et au moins deux femmes pour les travaux de la maison et de la basse-cour, est suffisante pour assurer la bonne marche de l'exploitation » (2).

Aujourd'hui les familles sont loin de fournir un pareil contingent, la dépopulation moins rapide que dans les autres professions a aussi exercé ses ravages : la moyenne du nombre d'enfants est de deux : lorsqu'on en rencontre quatre, c'est déjà une exception. De plus, dès qu'ils se marient, ils veulent souvent se mettre à leur compte, le métayer est donc obligé de louer un ou deux domestiques, sans compter les ouvriers supplé-

1. De Soultrait, *Enquête sur la situation du Métayage en France* (Bulletin de la Société d'Agriculture de la Nièvre, déc. 1912, p. 207).

2. Vacher, *le Métayage dans l'Allier*, p. 7.

mentaires qu'il doit prendre de temps en temps, Or leur nombre est certainement moins restreint que pendant la guerre, mais l'est beaucoup plus qu'en 1914, alors qu'on se plaignait déjà de leur rareté. M. Vacher prévoyait cette diminution dès 1916 : « dans un effectif où chaque jour les vides s'élargissaient, disait-il, il est facile de penser que les absences trop nombreuses dont la guerre sera la cause, réduiront la main-d'œuvre rurale dans une proportion plus que critique. La situation sera d'autant plus difficile qu'il ne sera plus permis d'escouter le concours efficace de la main-d'œuvre étrangère » (1). En vertu de l'éternelle loi de l'offre et de la demande, les domestiques de ferme ont profité aussitôt de la circonstance pour demander des gages de plus en plus élevés, bien qu'ils soient nourris, logés, chauffés et bien souvent blanchis à la métairie, c'est-à-dire dispensés des dépenses sur lesquelles la hausse est le plus sensible. Il est difficile de donner les taux exacts de ces salaires, car, à la suite de la démobilisation générale, les ouvriers agricoles se sont trouvés très inégalement répartis dans le département ; il est des régions où l'on en manque totalement, tandis qu'ailleurs des quantités restent sans travail. Il est probable que cette situation ne durera pas et qu'il s'opérera graduellement un tassement général, mais pour le moment les salaires présentent des différences énormes. En décembre

1. Vacher, *l'Agriculture et la Guerre*, p. 6.

1919 les domestiques de même force sont payés 1.200 fr. dans le canton du Montet et 2.500 francs dans celui de Cosne d'Allier, l'exemple est typique ; néanmoins, en moyenne ceux qu'on louait avant la guerre de 600 francs à 800 francs ne s'engagent maintenant que pour 1500 fr. ou 1.800 francs ; les journaliers qui recevaient, sans être nourris, 2 fr. 50 l'hiver et 6 francs l'été veulent 7 francs l'hiver et de 12 à 15 francs l'été. Le colon obligé de céder à ces exigences supporte donc une charge importante. Et quel remède envisager à une pareille situation ? On se plaint communément de la diminution des familles nombreuses, mais ces regrets continuels ne fournissent pas une solution, et ne feront pas naître un enfant de plus. Il serait souhaitable aussi qu'elles restent plus unies ; or des causes profondes, datant déjà d'avant la guerre, devaient fatalement amener ces divisions. M. Souchon les a très clairement exposées en 1914 dans son ouvrage sur la crise de la main-d'œuvre agricole, il constatait d'abord la diminution de l'autorité morale du chef de famille et les velléités d'indépendance des enfants même avant leur mariage. « Le temps n'est plus, dit-il, où les jeunes gens fournissant un gros travail, se tenaient pour satisfaits du vivre, du couvert, du vêtement avec au mieux une piécette pour les dimanches. Ils demandent à leurs pères de véritables salaires et les exigent aussi hauts que ceux des ouvriers étrangers à la famille » (1).

1. Souchon, *la Crise de la main-d'œuvre agricole en France*, p. 256.

La guerre n'a fait qu'accentuer cet état d'esprit et il n'y a pas à espérer d'amélioration de ce côté-là.

Jadis, lorsque la culture, en se développant, avait nécessité de nouveaux bras, ou avait scindé les domaines de façon à ce qu'une famille moyenne pût y suffire, mais actuellement aux prix de la construction la chose est financièrement impossible. D'après les devis fournis ces temps derniers par les entrepreneurs, les bâtiments nécessaires à l'exploitation d'une métairie ordinaire : la maison, la grange et la bergerie-porcherie, reviendraient, suivant la facilité du transport des matériaux à une somme variant entre quatre-vingts et cent mille francs. Devant de pareils chiffres, pas un propriétaire n'osera envisager cette éventualité.

On espère aussi un afflux des ouvriers chassés des villes par la vie chère ; se produira-t-il ? C'est peu probable, car les salaires y sont progressivement élevés, la durée du travail réduite, et les nombreuses distractions qu'ils y rencontrent les retiendront toujours. On craint même qu'à Moulins, à Montluçon, à Varennes-sur-Allier de nouvelles usines ne s'installent dans les nombreux ateliers créés pour les besoins de la guerre, et n'attirent encore à elles des hommes et même des femmes de nos campagnes. Beaucoup de jeunes filles avaient en effet quitté la terre pour les usines de guerre et les servantes de fermes sont devenues elles aussi très clairsemées. Contre cette attraction provoquée en grande partie par le taux élevé des salaires, il n'y a évidem-

ment que l'augmentation parallèle de ceux de la campagne qui puisse agir avec succès. Un agriculteur bourbonnais auquel on demandait dernièrement son avis sur la crise de la main-d'œuvre agricole dans la région, l'attribuait uniquement à la modicité des prix offerts aux ouvriers. Il y a là une exagération certaine et en réalité le problème est plus complexe, mais néanmoins il est impossible qu'on retienne des gens à la terre si on ne leur offre pas une situation avantageuse.

Avant la guerre on avait également eu recours à la main-d'œuvre étrangère ; les Belges qui venaient pendant l'été et prenaient à prix fait l'entretien d'un certain nombre d'hectares de betteraves, ont laissé un renom d'hommes courageux, sobres et travailleurs ; les ouvriers polonais au contraire avaient la réputation d'être buveurs paresseux et n'avaient pas donné satisfaction. Quoi qu'il en soit, ces pays ont eux aussi souffert de la guerre et leurs nationaux trouvant un emploi sur place n'émigreront plus. Quant aux travailleurs indigènes : annamites, malgaches ou kabyles, il paraît très difficile de les introduire dans la vie de famille, telle quelle est organisée en métairie. De toute façon, du reste, cet appel aux étrangers ne doit être fait que dans le cas d'absolue nécessité, car en dehors des perturbations que leur présence pourrait occasionner dans le pays, cette concurrence précipiterait l'émigration urbaine des ouvriers français.

Bref, nos métayers se trouvent actuellement en pré-

sence d'un risque assez sérieux ; ils craignent que le jour où le prix de vente des produits fléchira le paiement de la main-d'œuvre salariée n'absorbe tous leurs bénéfices. Cette éventualité a peu de chance de se réaliser au moins avant quelques années ; mais en prévision de cela, certains réclament déjà la participation du propriétaire à la main-d'œuvre et notamment la mise à frais communs des salaires payés aux ouvriers supplémentaires au moment des grands travaux : fenaison, moissons, battages. Le secours accordé dans ce but pendant la durée des hostilités avait sa raison d'être, et il se peut que sa suppression lorsqu'elle a été brusque, ait produit un certain désappointement, mais pour l'avenir il est indispensable que le métayer reste seul chargé de la main-d'œuvre. La base du métayage repose précisément sur cette heureuse combinaison du capital de l'un et du travail de l'autre ; en outre le rendement sera bien supérieur si le colon dirige des ouvriers qu'il a payés lui-même, car il a un double intérêt à obtenir le maximum de cette main-d'œuvre qui ne dépend que de lui ; enfin ce serait encourager les enfants de la maison à quitter le domaine et donner une prime à l'emploi des étrangers. Néanmoins il évite déjà de prendre des domestiques même lorsqu'il en trouve, par économie, et le travail des terres est fait plus grossièrement : la production se ressentira vite de ces négligences volontaires si l'on ne réussit pas à les enrayer.

§ 2. — Le prix de la Vie

Le métayer, à première vue, semble être l'un des très rares privilégiés qui n'ont pas eu à s'apercevoir de l'augmentation du prix de la vie, puisque, comme nous l'avons vu, il trouve dans le domaine gratuitement les principales choses dont il se nourrit. Mais il faut se rendre compte que maintenant des denrées jadis insignifiantes, ont pris une valeur appréciable et que tout ce qui n'est pas consommé est facilement vendu. Sans doute lorsqu'on a abandonné au métayer les petites volailles, les œufs, le laitage c'était pour subvenir à ses besoins et non pour qu'il en fasse un commerce ; mais il avait l'habitude d'en vendre l'excédent et avec le temps, il a fini par le considérer comme sa juste propriété ; aujourd'hui il ne peut s'empêcher de songer au prix que représentent toutes ces choses absorbées par sa table.

Cependant si ses dépenses se bornaient à ce simple manque de gain, elles n'auraient encore rien d'exagéré, mais dans une métairie l'alimentation ne se réduit plus à cela ; la prospérité a amené des améliorations qui sont du reste un heureux progrès et un signe de richesse. Les domestiques ont aussi parfois des exigences excessives et comme tout le monde vit à la même table, ces suppléments finissent par peser lourdement sur le bud-

get du colon. Le temps n'est plus où la soupe et le lard formaient tout le menu, il faut fréquemment de la viande ; le cidre est toujours utilisé comme boisson rafraichissante mais ne remplace pas le vin dont on fait au moment des battages en particulier une consommation qui va dans certains pays jusqu'à deux litres par homme et par jour. Puis il faut encore acheter l'huile, le pétrole, l'épicerie, le bois souvent et tout cela coûte énormément cher. Il n'est donc plus vrai de dire que le métayer et sa famille sont nourris par le domaine, la « prise au tas » existe bien encore, mais elle ne suffit plus. Voici la comparaison de ce que pouvait coûter la vie dans une métairie moyenne en 1914 avec son prix de revient aujourd'hui, sans tenir compte naturellement des denrées dont le métayer a la jouissance gratuite.

Quantités	1914		1919	
	Prix de l'unité	Totaux	Prix de l'unité	Totaux
10 hectol. de vin....	35 fr.	350 fr.	125 fr.	1.250 fr.
10 hectol. de cidre ou boisson.....	15	150	35	350
250 kil. de porc.....	1	250	5,50	1.500
12 stères de bois....	8	96	22	264
500 fagots.....	5	25	10	50
150 doubles décalitres de blé.....	4	600	11	1.650
150 kil. de viande de boucherie.....	1,50	225	5	750
Epicerie.....		200		500
50 litres de pétrole..	0,35	17,50	0,75	37,50
50 litres d'huile....	1	50	5	250
		<u>1.963,50</u>		<u>6.601,50</u>

Soit donc une augmentation de 230 0/0.

Ce n'est évidemment là qu'une évaluation moyenne qui ne correspondrait probablement pas très exactement à la réalité dans n'importe quelle partie du département ; dans les régions pauvres on vit beaucoup plus économiquement que dans les pays de « forte terre » où le travail pénible exige une nourriture plus substantielle. Mais quoi qu'il en soit, la proportion entre les dépenses de 1914 et celles de 1919 reste toujours la même.

Aussi beaucoup de métayers sont effrayés de tous les frais qu'ils doivent faire pour nourrir leur personnel, d'autant plus que le résultat de cette véritable avance de fonds reste aléatoire comme le sont les récoltes elles-mêmes. Autrefois, en cas de mauvaise année, ils ne risquaient guère de perdre que le fruit de leur travail, aujourd'hui leur épargne est également engagée. En présence de cette situation, une tendance encore superficielle, mais qui menace de se développer, s'est faite jour ; le colon réclame, sous une forme plus ou moins détournée, une nouvelle participation du propriétaire. Il demande d'abord la suppression complète de l'impôt colonique et des redevances en nature de toutes sortes ; l'abandon de la petite volaille et des fruits ; puis la libre disposition des arbres morts et, dans les pays où il n'y a pas de haies, l'achat en commun des fagots nécessaires pour la cuisson des pommes de terre.

D'autre part comme la base de la nourriture dans la

métairie est le porc, et que le prix de la viande de cet animal a haussé dans des proportions particulièrement extraordinaires (il est passé de 1 franc à 6 franc le kilo), le métayer voudrait pouvoir consommer gratuitement ceux des porcs, élevés dans le domaine qui lui sont nécessaires, ou au moins ne les payer qu'aux cours d'avant-guerre. La plupart des propriétaires ne comptent pas ces animaux à leurs métayers au prix du commerce et leur font à ce sujet d'importantes concessions qui varient du reste avec chaque contrée ; mais il est difficile d'admettre le principe de la gratuité ou même du cours d'avant-guerre, car les plus honnêtes seraient tentés de revendre ensuite du lard pour encaisser le bénéfice, et le résultat de la réforme serait complètement détourné.

Enfin pour les battages qui sont l'occasion de repas généralement très copieux et très coûteux, on propose une modification aux usages en vigueur jusqu'ici. Le propriétaire fournissait le charbon et la batteuse, tantôt en ayant une lui-même, il payait seulement les mécaniciens nécessaires pour en assurer le fonctionnement, mais le plus souvent il traitait avec un entrepreneur moyennant une somme fixe par jour ; le métayer devait procurer tout le reste du personnel et le nourrir ainsi que les mécaniciens ; les charges étaient de cette manière, à peu près également réparties. Actuellement et malgré l'augmentation des prix des entrepreneurs de battage, il semble que la part du métayer soit la plus

lourde, aussi désire-t-il une complète mise en commun de toutes les dépenses faites à cette occasion. Dans certains cantons des entrepreneurs de battage fournissent tout : personnel, nourriture, charbon et matériel ; le partage des frais est alors très simple et s'impose même, mais cette méthode est encore loin d'être généralisée.

Ces diverses réclamations auxquelles s'en ajoutent d'autres moins importantes, mais basées sur les mêmes causes, ne sont plus les simples manifestations d'un appétit insatiable, mais les résultantes du malaise réel causé par la cherté de la vie.

§ 3. — La hausse des cheptels

Cependant la plus grande perturbation qui ébranle le métayage est certainement provoquée par l'énorme augmentation du prix des cheptels, due non seulement à l'inflation monétaire, mais aussi à la raréfaction du bétail. Depuis longtemps les prix étaient restés stationnaires, les petites fluctuations de 0 fr. 10 à 0 fr. 30 par kilo, n'étaient que la répercussion momentanée de la plus ou moins grande abondance de fourrages. Au début de la guerre la hausse fut assez lente mais à partir de 1917 elle s'accéléra dans des proportions surprenantes. Le bœuf sur pied, par exemple, qui se vendait 0 fr. 90 le kilo en 1913 est passé à 1 fr. 05 en 1915, 3 francs en 1918, pour atteindre au printemps 1919 jusqu'à 4 fr. 50. Les cours ont ensuite subi une assez forte

dépression provoquée par la sécheresse de l'été ; mais on peut se faire une idée néanmoins de la répercussion que de telles variations devaient avoir sur la valeur des cheptels. La comparaison des estimations successives faites dans une métairie d'étendue ordinaire, aux époques extrêmes, fait ressortir des écarts surprenants ; on a pris comme type une métairie de 40 hectares en bonnes terres et où on engraisse les animaux, dans celles où on ne fait que l'élevage la composition du cheptel varierait quelque peu mais les totaux seraient encore plus élevés.

Composition du Cheptel	VALEUR EN		
	Avril 1914	Avril 1919	Novembre 1919
4 bœufs.....	3.200	12.000	9.500 fr.
12 vaches à veau.....	11.000	33.000	22.000
12 jeunesses de 15 mois.	4 200	18.000	10.000
2 genisses et 4 châtrons.	3.000	11 000	9.500
2 truies avec porcelets.	300	2.000	1.800
12 porcs à l'engrais.....	600	6 000	5.000
3 porcs gras.....	300	2.500	3.000
30 brebis.....	1.400	6.000	5.000
30 agneaux.....	1.000	3.600	3.600
1 jument.....	1.000	3.000	3 000
Totaux.....	26.000	97.100	72 400
Fond de cheptel...		4.000	
Reste.....	22.000	93.100	68.400

La part de cheptel de chacun des associés était donc de 11.000 francs en 1914, de 46 500 en avril 1919 et de 34.200 au 11 novembre de cette même année (1).

1. Les betteraves qui sont comptées en même temps que les excédents de cheptel, valaient 1 fr. 60 le quintal en 1914, elles sont esti-

Les chiffres intermédiaires (avril 1919) ont été cités, bien qu'ils paraissent exagérés et correspondent à une période assez courte, pour montrer d'abord l'influence que ces prix ont pu produire sur l'esprit des métayers et aussi parce que les estimations de novembre 1919, faites après la baisse occasionnée par la vente précipitée des « bêtes d'herbe », sont relativement basses et très probablement fort au-dessous de la valeur moyenne du bétail pendant l'hiver 1919-1920.

Bref, on constatait donc en avril 1919 une augmentation de près de 400 0/0; il y a évidemment de quoi bouleverser les bases d'une association comme le métayage. Les métayers se sont vu subitement devenus possesseurs de sommes importantes représentées par leurs animaux et cette richesse inattendue produisit un trouble profond chez ces hommes économes inaccoutumés aux fluctuations des entreprises. La crise a débuté en 1917 et s'est accentuée en même temps que la hausse elle-même. A cette époque, ayant quelque peu perdu confiance dans l'avenir et l'issue de la guerre, beaucoup s'empressèrent de quitter leurs domaines pour réaliser leurs bénéfices de cheptel; dans la seule commune d'Ygrande, d'après M. Dupont, professeur d'Agriculture, 20 métayers abandonnèrent leurs métairies dans ce seul

mées en novembre 1919, 7 francs le quintal. Un domaine de l'importance et de la catégorie de celui cité en produit en moyenne 100 tonnes, soit pour une somme de 1.600 francs en 1914 et 7.000 en 1919. Le total du cheptel en est accru d'autant...

but, puisque un certain nombre d'eutre eux après avoir retiré et placé leur argent consentirent à rester comme domestiques. M. Vacher avait même constaté ce phénomène dès 1915 : « Cette spéculation sur la plus-value du cheptel, écrivait-il, dans un compte rendu à l'Académie d'Agriculture, est une des raisons déterminantes du départ des fermiers et des métayers en plus de la sécurité qu'ils ont de toucher, sans travailler, l'allocation de l'Etat ». Il proposait comme remède momentané ; « un moratorium permettant à tout propriétaire, lorsque son fermier ou son métayer le quitte, sans avoir trouvé un remplaçant, de faire à la justice de paix une déclaration par laquelle il pourra ne payer qu'à la fin des hostilités le supplément de cheptel dû au fermier ou au métayer (1) ». C'eût été un moyen énergique d'enrayer les départs, mais aussi un peu arbitraire, il ne fut pas admis en haut lieu.

Cette situation n'était pas spéciale au Bourbonnais ; elle s'est manifestée dans la plupart des régions de métayage : « L'élévation anormale des cours du bétail qui s'est produite dans les dernières années de la guerre, dit M. Reclus, directeur des services agricoles de la Haute-Vienne, a eu des conséquences regrettables en provoquant de très nombreuses sorties de fermiers et surtout de métayers, qui n'ont pas résisté à la tentation de réaliser en quittant l'exploitation l'énorme plus-value

1. *Bulletin de la Société d'Agriculture de l'Allier*, nov. 1915, p. 65.

de leurs cheptels résultant des cours exceptionnels du moment » (1). Mais l'aggravation du mal était facilitée dans l'Allier par la coutume des baux annuels. Cependant après la crise de 1917, il semble qu'il y ait eu un temps d'arrêt dans ce mouvement ; les cours ayant continué à hausser, ceux qui étaient partis ont regretté leurs décisions, quant aux autres, comme ils continuent à faire de gros bénéfices, ils attendent d'avoir économisé des sommes importantes, avant de se retirer. Mais il est à prévoir que le jour où une tendance très nette à la baisse s'établira, surtout si elle se manifeste selon une progression rapide, beaucoup de métayers quitteront leurs domaines pour consolider leur capital ; il pourra se produire alors une crise beaucoup plus profonde que celle de 1917.

Actuellement même, bien qu'elle paraisse avoir une influence momentanément atténuée sur le départ des colons, la hausse du bétail pose un problème troublant pour les métayers rentrants ; ils montrent une hésitation bien compréhensible à prendre en charge des cheptels importants au cours actuel. Si quelques-uns espérant que la durée des hauts prix sera suffisante pour leur permettre d'amortir leur mise de fonds consentent encore à conclure des baux aux anciennes conditions, la plupart demandent l'augmentation des cheptels de fer et des rabattements sur le montant total de l'estimation,

1. L. Reclus. *Nouvelle base d'estimation des cheptels*. (*Journal d'Agriculture pratique*. Année 1919, p. 260).

ou l'évaluation du bétail au poids. Certains propriétaires ont consenti ainsi des réductions allant de 10 à 25 0/0 sur le prix fixé par les experts, réductions qui sont faites une fois pour toutes et ne seront pas renouvelées à la sortie, afin d'accorder en quelque sorte une assurance contre la baisse à leur nouveau colon. Mais cette concession qui témoigne d'un esprit très conciliant, est à rejeter totalement, car elle n'apporte pas une solution réelle au problème, c'est une simple prime pour attirer le métayer qui l'encourage après en avoir bénéficié à partir l'année suivante, pour renouveler l'opération ailleurs ; et si elle se généralisait, elle aboutirait à une surenchère des propriétaires, sorte d'impôt colonique renversé. De si fâcheuses conséquences suffisent à en démontrer l'insuffisance et la nocivité.

L'estimation des cheptels au poids qui a attiré l'attention des agronomes et des économistes mérite une étude spéciale. Elle a, au début surtout, recueilli l'approbation de certaines notabilités, mais d'autres et avec elles l'immense majorité des propriétaires l'ont toujours vivement critiquée. Dans les arrondissements de Moulins et de Montluçon on emploie de plus en plus ce procédé depuis deux ans ; au contraire, il n'a encore été que rarement mis en pratique dans celui de Lapalisse. Au lieu d'estimer, comme auparavant, chacun des animaux à sa valeur réelle et pécuniaire, d'après le cours moyen de l'année, on les classe en catégories distinctes, suivant leur espèce, leur sexe, leur âge et leur qualité,

puis on les pèse, enfin on fixe pour chaque catégorie le prix du kilo. Le procès-verbal d'estimation présentera donc une allure analogue à celle-ci :

Qualité extra. — 2 bœufs de 3 ans, 1.300 kil., 3 fr. 20 le kil. ;
2 vaches de 4 ans, 1.100 kil., 3 fr. 10 le kil. ; etc...

Première qualité. — 2 bœufs de 6 ans, 1600 kil., 3 fr. le kil. ;
2 vaches de 3 ans, 1.200 kil., 3 fr. le kil. ; 4 vaches avec veau,
5 ans, 2.900 kil., etc.

Deuxième qualité. — Etc.

Ainsi le métayer en rentrant ne reçoit plus une valeur financière, mais un certain nombre de kilogrammes de viande soigneusement étiquetés. A sa sortie il devra rendre un cheptel identique à tous les points de vue ; comme cette condition est difficile à réaliser exactement, les excédents ou les déficits dans chaque catégorie sont estimés au cours du jour ; de cette façon les variations de prix, s'il en survient pendant le bail, ne porteront que sur des quantités apparemment restreintes.

Voilà, en quelques mots, la nouvelle méthode que, dans sa séance du 16 avril 1919, l'Académie d'Agriculture a approuvée « et dont elle a décidé de recommander l'adoption dans les conventions à intervenir entre propriétaires et métayers (1) ». M. Convert dans un article sur l'estimation des cheptels de bétail déclare que « ce serait une tâche singulièrement simplifiée que n'auraient pas grande peine à remplir des experts ordi-

1. *Journal d'Agriculture pratique*, 1919, p. 261.

naires (1) ». Enfin certains agronomes bourbonnais y voient la seule solution possible à la crise du métayage.

En réalité, les multiples inconvénients de tout ordre que soulève l'application de ce nouveau procédé, justifient les appréhensions de ceux qui vivant plus près de la réalité, s'y sont opposés avec force. Ce serait d'abord faire une grave erreur que de considérer le cheptel de nos métairies bourbonnaises comme un capital fixe, immeuble par destination, cette conception, qui est celle du cheptel de fer (2), ne peut être étendue au bétail d'élevage et d'engrais qui ne fait que passer dans les domaines et qui constitue en somme une sorte de stock commercial en continuelle transformation. Une partie des animaux évalués à l'entrée du colon *un tiers environ* sont vendus dans l'année même et par conséquent la somme qu'ils représentent est déjà mise à l'abri de la baisse ; au bout de trois ans, tout le cheptel est ainsi normalement liquidé, par conséquent il paraît inadmissible, de ne pas estimer à sa valeur marchande un bétail qui est destiné à être mis presque aussitôt sur le marché. On aboutit autrement à cette anomalie en laquelle se résume le principe de l'estimation du cheptel au poids : le métayer achète sa part des animaux à

1. F. Convert. *L'Estimation des Cheptels de bétail* (*Journal d'Agriculture pratique*, 1919, p. 324).

2. Voir III^e partie. *Augmentation des Cheptels de fer*, p. 182.

l'entrée, mais payable au cours de la sortie ; car il est économiquement impossible de faire complètement abstraction de la valeur d'échange du cheptel commercial. Pratiqué dans de telles conditions, le métayage n'est plus une « société de gains et pertes » mais une spéculation à double face, le propriétaire spéculant à la hausse, le métayer à la baisse, et leurs intérêts, au lieu d'être de même sens, comme le veut cette association, sont directement opposés.

Du reste en dehors de ces inconséquences théoriques, il y a dans ce système la source de sérieuses difficultés pratiques, de discussions et de litiges continuels que n'ont sans doute pas prévus ceux qui l'ont préconisé. Comment maintenir identique un cheptel dont la qualité, l'âge, le nombre et même le sexe des animaux qui le composent varient inévitablement suivant les besoins de la culture ou l'abondance des fourrages ? Lorsque le métayer quittera le domaine, il faudra donc opérer une série d'achats ou de ventes, souvent à des périodes désavantageuses, pour reconstituer le cheptel original, sinon on s'exposera à avoir au moment de l'estimation de grosses différences en excédent ou en déficit qui devront se solder au cours et par conséquent feront disparaître en grande partie les avantages de la méthode.

De plus, actuellement, et bien que le bétail soit estimé d'après le cours moyen ; que les experts tiennent surtout compte des formes et de l'avenir de l'animal, les

métayers sortants s'efforcent de rendre leur cheptel en très bon état, afin de le mieux faire valoir.

Il est absolument certain que le jour où la question de poids sera prépondérante, il sera complètement gras au moment de l'estimation. Le propriétaire et le métayer rentrant seront donc obligés de tout conduire immédiatement en foire à une époque où il y a généralement affluence de marchandise, pour racheter ensuite des animaux de travail ; opération d'autant plus désavantageuse que souvent il faudra sacrifier ainsi un cheptel amélioré par une longue sélection pour le remplacer par du bétail venant de n'importe où, sans origine, ni garantie. Celui qui voudra éviter d'en venir à cette extrémité, laissera ses animaux maigrir et perdre progressivement la graisse inutile payée naturellement au métayer sortant. Différents moyens ont bien été proposés pour prévenir ces inconvénients, notamment l'introduction dans le bail de clauses interdisant qu'il ne soit consommé la dernière année plus d'une certaine quantité de betteraves, de paille et de fourrages, mais ceux qui connaissent le fonctionnement du métayage, savent que malgré toute la surveillance voulue, il est pratiquement impossible d'éviter ces abus. On peut en dire autant des conditions qu'il faudrait imposer pour que le labourage et l'entretien des terres soient assurés, car le métayer fera travailler de moins en moins ses animaux pour mieux les engraisser.

Enfin la pesée elle-même soulève plusieurs difficul-

tés ; comment évaluer au poids des reproducteurs, des chevaux ou des animaux de choix dont la forme fait la principale valeur ? Où peser le cheptel lorsqu'il n'y a pas de bascule près du domaine ? On en sera réduit à tout conduire à la bascule publique quelquefois distante de 5 ou 6 kilomètres à moins de s'en remettre à la sûreté d'appréciation des experts, toujours sujette à caution lorsqu'il s'agit simplement de poids. L'heure même de la pesée devra être minutieusement fixée, si l'on veut éviter que les bêtes ne soient conduites à la bascule aussitôt après avoir mangé. Ces détails ont leur importance et pour diminuer les chances de fraude, ceux qui ont adopté dans l'Allier le principe de l'estimation au poids, n'en font l'application qu'aux bovins à l'exclusion des autres catégories d'animaux ; certains même considérant le pesage à jeun comme trop difficile à obtenir, font exécuter l'opération l'après-midi afin que le colon, à son entrée comme à sa sortie, sache que le cheptel peut être gavé à ce moment-là. Pour éviter les discussions et les litiges toujours très ennuyeux, que cette méthode fera naître forcément, on doit avoir aussi la précaution de spécifier que le colon rentrant est libre de refuser tel ou tel animal qui lui déplairait, clause dont il pourra supporter la conséquence lorsqu'il partira. Bref, c'est tout un système de sauvegardes substitué au régime de confiance mutuelle qu'était le métayage.

Il serait à prévoir du reste que le jour où les prix

auraient acquis une certaine stabilité les métayers. demanderaient eux-mêmes à revenir à l'estimation pécuniaire de beaucoup la plus pratique, si la méthode nouvelle ne leur avait permis d'obtenir une modification beaucoup plus importante au fond même de leurs contrats. Ils acceptent bien de prendre en charge le poids du bétail estimé, mais ne veulent plus rembourser leur part de sorte que le propriétaire fournit ainsi le cheptel en entier. Ce sera donc pour lui un capital double et improductif immobilisé dans la propriété, et désormais sans aucune garantie, car les sommes que certains colons consentent à remettre dans ce but sont insignifiantes par rapport à la valeur des animaux (quatre à cinq mille francs pour un cheptel valant quarante mille francs) ; l'immense majorité ne versent même absolument rien.

Lorsque les deux associés possèdent les animaux par moitié, l'intérêt de chacun se trouve également engagé ; et si par hasard un colon mal intentionné ou paresseux était tenté de négliger ses étables il en serait toujours retenu par ce sentiment de propriété qui fait la grande supériorité du métayage. Quelle valeur aura désormais la responsabilité d'un métayer qui n'a rien à lui dans l'entreprise ? Du jour où à la suite d'une mauvaise année, ou d'une épizootie il se trouvera en déficit, il quittera le domaine sans acquitter sa dette et le propriétaire n'aura aucun recours contre lui. On en viendra alors à des extrémités pénibles, à la saisie des instruments ou de la dernière récolte, exécutions qui jettent autant de dis-

crédit sur celui qui les provoque que sur celui qui les supporte, et ne remettent en bon état ni les terres, ni les animaux.

Quelques propriétaires et fermiers généraux emploient déjà pour tourner la difficulté et éviter des conséquences aussi désavantageuses, un subterfuge qui n'est guère plus admissible ; ils réduisent le cheptel, au moment des changements de métayers, au strict minimum et rachètent au cours de l'année le bétail utile. Nous avons vu quels pouvaient être les inconvénients techniques d'une opération de ce genre, en outre c'est alourdir démesurément le budget de la première année et risquer de faire naître des discussions avec le colon qui trouverait exagérées ces dépenses normalement imprévues.

Les agronomes paraissent s'être peu à peu rendu compte des imperfections de l'innovation qu'ils avaient prônée et à la suite de rapports très précis de praticiens, la Société des Agriculteurs de France a émis à sa séance du 16 mai 1919 le vœu : « que les conditions actuelles soient maintenues quant aux clauses relatives au cheptel dans les baux et contrats de métayage » (1).

§ 4. — L'industrialisation agricole

Il ne suffit pas pour l'agriculteur bourbonnais de résoudre ces délicates questions d'ordre intérieur, il doit aussi envisager celles, plus générales, que les évé-

1. *Bulletin de la Société des Agriculteurs de France*, 1919, p. 197.

nements poseront inévitablement dans un avenir assez rapproché. Pourra-t-il dans quelques années produire à un taux suffisamment bas pour résister à la concurrence étrangère ?

Actuellement la production mondiale de denrées alimentaires semble insuffisante pour répondre aux besoins de la consommation ; la Guerre l'a fait diminuer considérablement dans certains pays et la Révolution l'a complètement tarie ailleurs. Dans ces conditions les blés d'Amérique trouveront des débouchés faciles en Europe et en particulier dans les régions jadis approvisionnées par la Russie et la Hongrie. Quant au bétail, il restera encore plus longtemps rare, car avant de vendre, beaucoup de pays devront reconstituer d'abord leurs cheptels et ne pourront exporter avant trois ou quatre ans. Le cours défavorable du change protège en outre le marché français contre un envahissement des produits australiens ou américains et cette situation néfaste au point de vue général ne se modifiera pas radicalement avant longtemps. Nos agriculteurs bourbonnais sont donc assurés de vendre à des prix élevés pendant plusieurs années, mais ensuite que se passera-t-il ? Il est difficile de savoir jusqu'à quel point le gouvernement entendra faire jouer la protection douanière en présence de ces deux éventualités : la vie chère ou la ruine de l'agriculture. On peut cependant supposer dès maintenant que, si certains droits de douanes seront établis, autant dans un but fiscal que protecteur, les nouveaux

rapports internationaux et la création d'organismes, comme la Ligue des Nations tendant à faire adopter une politique de libre-échange, ils ne seront pas très élevés. On doit donc profiter de l'accalmie momentanée de la lutte commerciale pour transformer les moyens de production ; or la réduction de la main-d'œuvre et l'augmentation du rendement, conditions principales de l'abaissement du prix de revient, peuvent-elles être réalisées avec le métayage ?

Il semble d'abord que la division de la propriété en exploitations de 30 à 50 hectares soit un obstacle insurmontable à toute organisation de grande envergure qui permette, par l'emploi du machinisme, une réelle économie de main-d'œuvre. Pour que tout essai d'industrialisation soit prospère il faut qu'il s'étende sur des espaces suffisamment importants pour rendre moins onéreux les frais généraux à l'hectare. Il est impossible d'employer dans les petits domaines les instruments perfectionnés mais coûteux, de faire des installations en même temps pratiques et économiques. Il est d'autre part indispensable de conserver le même nombre de soles pour assurer le cycle des cultures ; et quel remède envisager contre le morcellement des pièces de terre qui complique inutilement le travail, laisse une partie du sol occupée par les haies ou rendue improdutive par leur ombre et leurs racines, enfin oblige à conserver des passages et des servitudes gênantes ?

L'introduction de la motoculture, facteur très impor-

tant de l'avenir agricole, qui simplifiera tant le travail des terres à bras d'homme, est presque impossible dans une grande partie du département, où les champs exigus et disséminés ne permettent pas l'utilisation avantageuse de ces puissants appareils de labourage.

Le métayage a facilité à la fin du siècle dernier la transformation du sol bourbonnais, mais le temps de la culture extensive est passé, toutes les terres incultes ont été défrichées et pour augmenter la production, il faut adopter les méthodes de culture intensive. Or celle-ci exige des connaissances agricoles approfondies, de gros capitaux, et un esprit d'initiative assez audacieux. Il est certain que depuis vingt ans la majorité des propriétaires sont dotés d'une très forte instruction théorique, puisée dans les grandes Ecoles d'Agriculture et dans la lecture des revues techniques, mais du côté des métayers les progrès sont beaucoup moins sensibles. Ce sera donc toute une éducation à faire pour les amener à essayer les procédés nouveaux. La principale difficulté viendra du reste des capitaux ; tous ces terrains épuisés par cinq ans de production sans amélioration, qui manquent de chaux, de phosphate, d'azote, il faudra les fertiliser artificiellement, si l'on veut remonter le courant de diminution de ces dernières années. Au mois de mai 1919 le Président de la Société d'Agriculture constatait cet état de chose et s'inquiétait beaucoup des difficultés rencontrées pour se procurer des superphosphates « d'autant plus nécessaires aujourd'hui,

disait-il, qu'il faut plus que jamais suppléer au fumier, dont la production depuis la guerre, en raison de la diminution du cheptel et de l'extension du pâturage aux dépens de la consommation fourragère à l'étable, a sensiblement diminué (1) ».

Ce sont donc d'énormes avances à faire sous forme d'engrais chimiques, de chaux, et aussi de main-d'œuvre, « sans quoi et malgré les engrais, la terre ne peut produire qu'un rendement de misère » (2). Le métayer voudra-t-il y participer ? Sa qualité principale est l'économie, il préférera produire moins plutôt que de risquer son argent, surtout dans une terre qui ne lui appartient pas. D'après M. Chambron, secrétaire général de la Société d'Agriculture de l'Allier : « le métayage est arrivé à sa limite de production. Il faudra maintenant cultiver par fortes avances : machines, travaux, engrais, etc., que le métayer aujourd'hui ici, demain là, ne peut plus faire. »

Puis ne devra-t-on pas abandonner le système des cultures variées et disséminées ? Les petits champs de sarrazin, de colza, de chanvre, de seigle, les carrés de vigne, la division de la terre en un grand nombre de soles, rendent certainement service au colon, mais compliquent l'exploitation sans grand profit. On reconnaît du reste que dans certaines parties du département, il

1. *Bulletin de la Société d'Agriculture de l'Allier* (mai 1919).

2. Vacher, *l'Agriculteur et la main-d'œuvre*, p. 8.

est des produits qui s'obtiennent beaucoup plus facilement qu'ailleurs ; le blé notamment rapporte moins que l'élevage du porc dans la région de Moulins, tandis que dans les environs de Varennes-sur-Allier et Gannat on constate l'inverse. L'avenir de l'agriculture n'est-il pas dans une spécialisation qui limitée par les lois agronomiques permettrait de produire des marchandises de choix ? L'industrie française a acquis une réputation particulière sur les marchés du monde pour la qualité de ses articles, il semble que l'agriculture employant des méthodes analogues puisse un jour combler de cette façon l'insuffisance quantitative de son rendement (1). Des essais de ce genre ont été déjà faits dans l'Allier par des agriculteurs régissant eux-même et les succès obtenus par MM. Dodat dans l'engraissement du bétail et par M. le comte de l'Estaille dans l'élevage des taureaux sont unanimement reconnus.

Comment obtenir du métayer qu'il veuille ainsi se consacrer uniquement au sélectionnement d'une race, à la culture des blés de semence ou des graines fourragères et ne plus produire, le vin qu'il boit, le pain qu'il mange, son porc et son huile, sa laine et sa plume ?

Enfin une dernière nécessité de l'avenir sera l'association. Le syndicalisme a fait des pas de géant et bientôt dans la société moderne l'individu isolé sera con-

1. Il s'est ainsi fondé sous les auspices de la Société d'Agriculture de l'Allier, en décembre 1919, un syndicat d'exportation de la race charolaise, dans le but d'expédier des reproducteurs de choix en Amérique.

damné d'avance à succomber dans la lutte économique. Jusqu'ici les grands propriétaires se suffisaient à eux-mêmes, mais demain tous les producteurs devront se grouper pour défendre leurs intérêts communs et aussi supprimer les intermédiaires qui réalisent sur eux d'énormes bénéfices (1). Or il est peu probable que les métayers qui n'ont pas pu s'unir entre eux alors que les plus vifs sentiments de jalousie et de haine les y encourageaient, qui gardent le secret de leurs bénéfices, consentent à accepter les décisions et l'immixtion dans leurs affaires de ces vastes syndicats dont ils ne connaîtront pas tous les rouages. M. Lamoureux dans une étude sur le syndicalisme agricole en Bourbonnais attribuait cette hostilité à « l'ignorance du paysan, sa méfiance traditionnelle qui le met en garde contre les innovations et les innovateurs, et son esprit d'économie, qui le fait hésiter à verser une cotisation, alors qu'il n'est pas sûr d'en tirer des avantages compensatoires » (2). Peut-on espérer une transformation rapide de cette mentalité résultant d'habitudes séculaires ?

1. M. Nivière dans une note au sujet de la Taxe de la Viande exposait ainsi les bénéfices réalisés par ces intermédiaires :

« Un boeuf de 800 kilogs à 2 fr. 30 1.840 fr.

« Si nous comptons le rendement à 57 0/0 et le prix de la viande à 4 f. 20 = 2 188 francs.

« Déduction faite de 50 francs pour le transport, le bénéfice est « de 298 par animal, soit près de 3.000 francs pour un wagon complet, « ce qui représente pour l'intermédiaire un bénéfice excessif ». (*Bulletin de la Société d'Agriculture de l'Allier*, janvier 1919).

2. Lamoureux, *les Syndicats agricoles dans le Bourbonnais*, p. 11.

§ 5. — **Etat d'esprit des propriétaires
et métayers**

M. Méline, ces temps derniers, a résumé en quelques lignes une opinion assez juste sur l'avenir social du métayage : « Déjà avant la guerre, dit-il, les rapports personnels de propriétaires à métayers devenaient de plus en plus tendus ; dans les grandes régions de métayage on constatait que cette forme d'association du capital et du travail, si excellente en soi et sur laquelle on était en droit de fonder tant d'espérance, s'altérait tous les jours et s'éloignait de plus en plus de son esprit d'origine. Là où on avait rêvé l'union, la fusion des intérêts, l'harmonie des forces, on ne rencontrait bien souvent que la méfiance sourde, les récriminations et même la haine. Il est juste de dire que la politique, qui avait fini par se glisser entre le propriétaire et le métayer, a été pour beaucoup dans ce déchainement de petites passions ; elle a tout envenimé, tant il est vrai, qu'elle gâte tout ce qu'elle touche, quand elle n'est pas à sa place. Je ne sais si cet état d'esprit s'améliorera après la guerre, car s'il continuait son évolution, ce serait la mort du métayage » (1).

On craignit en effet pendant quelque temps que ces prévisions ne se réalisent ; les agriculteurs revinrent en général de la guerre aigris et fatigués, des malentendus

1. Méline, *le Salut par la Terre*, p. 181.

regrettables pouvaient surgir entre propriétaires et métayers, et saper pour toujours leur concorde et leur mutuelle confiance. Cette première impression n'a heureusement pas persisté et la vie calme et facile qu'ils ont trouvée en rentrant dans leurs foyers a fait renaître bientôt plus d'aménité.

Il y a cependant quelque chose de modifié dans l'état d'esprit général ; le métayer, jusqu'ici confiné sur son coin de terre, sans autre horizon que les foires ou les marchés voisins, s'est instruit, en fréquentant des milieux plus disparates, en parcourant des régions plus riches ou plus industrielles. Il a perdu quelque peu de sa méfiance naturelle et de son entêtement routinier, au contact de gens à l'esprit plus large et plus aventureux ; resté généralement homme de troupe, il a conservé le goût du travail et n'a pas été aveuglé par un orgueil irraisonné, mais il a pris aussi conscience de sa valeur et de son rôle. La vague de paresse n'a pas sévi dans nos campagnes où tout le monde s'est mis à l'œuvre, et les champs délaissés se sont vite transformés. Le métayer est donc toujours disposé à collaborer avec le propriétaire, même avec plus de confiance qu'auparavant, mais il cherchera aussi à améliorer le plus possible sa situation et à obtenir les conditions les plus avantageuses.

Les propriétaires et les fermiers généraux ont également rapporté de la guerre des idées plus larges et plus égalitaires, ils sont décidés à voir grand et à employer les moyens voulus pour intensifier la production. Les

résultats piteux du travail mercenaire et de la morbidité administrative leur ont montré où était la véritable voie du progrès ; ils n'hésiteront pas devant les difficultés et les obstacles, sans se laisser arrêter par de vains préjugés. Ce sont ces gens pleins d'activité et d'espoir qui auront à résoudre le problème posé par la crise de la main-d'œuvre et du métayage ; de la lucidité de leurs connaissances techniques, de leur expérience des affaires et des hommes en dépendront à la fois la solution et l'avenir agricole du Bourbonnais.

TROISIÈME PARTIE

L'AVENIR DU MÉTAYAGE BOURBONNAIS

CHAPITRE PREMIER

LES AUTRES MODES POSSIBLES D'EXPLOITATION

§ 1^{er}. — Le Fermage

Quel est le système d'exploitation qui, répondant le mieux aux circonstances actuelles, va désormais dominer en Bourbonnais ? Jusqu'ici les propriétaires ont hésité, devant l'incertitude du lendemain, à prendre des décisions définitives. Beaucoup restent encore profondément partisans du métayage, qui tout en leur créant une occupation intéressante, leur a procuré si longtemps et sans grand souci des revenus abondants. Mais les autres, en particulier les jeunes, qui ne semblent pas disposés à faire de grandes concessions à leurs colons et d'autre part sont pleins d'énergie et peut-être d'illusions, proposent d'abandonner complètement l'ancien système pour installer à sa place soit de simples régies,

soit des organisations nouvelles calquées sur les entreprises industrielles, telles que des sociétés anonymes de production. Enfin, il en est, qui, désespérant d'en obtenir un rendement suffisant, mettent en vente leurs propriétés que se partagent les cultivateurs.

Avant d'étudier ces différentes conceptions, il est nécessaire d'exposer également la situation dans laquelle se trouve le fermage. C'est un mode d'exploitation qui a toujours subsisté dans l'Allier, à côté du métayage, et à certaines époques, en 1878, par exemple, il avait même une tendance marquée à prendre l'avantage. Depuis la crise de 1880, au contraire, il est resté stationnaire quelques temps pour décroître ensuite. Cependant les propriétaires qui ne peuvent s'occuper de leurs terres eux-mêmes, les femmes, les vieillards, les orphelins, les personnes morales, enfin ceux que leur profession retient loin de leurs biens sont obligés d'y recourir. Certains préfèrent plutôt que d'affermir, conserver le métayage et se faire remplacer par un régisseur ou un homme d'affaire. L'agriculteur qui se trouve à la tête d'un trop grand nombre de domaines, peut avec avantage s'adjoindre ainsi un aide pour le dispenser des travaux de détail ou de peu d'importance : surveillance des battages, transmission des ordres, etc... mais lorsque le régisseur dirige seul les affaires pour un propriétaire qui ne s'en occupe pas du tout, cette méthode est très imparfaite. Il faut d'abord que l'intermédiaire soit scrupuleusement honnête, de plus il manquera toujours de

l'initiative et de la liberté d'action indispensables à un chef d'entreprise. Il ne pourra faire de sérieuses et utiles améliorations sans l'autorisation d'un propriétaire qui, ne se rendant pas compte lui-même des choses, sera toujours tenté de dépenser le moins possible ; enfin, même s'il est intéressé aux bénéfices, il sera moins poussé à obtenir de gros revenus qu'un fermier qui travaille pour lui seul.

Il ne semble pas du reste que le fermage puisse davantage fournir une solution à la crise actuelle, dont il supporte peut-être encore plus les inconvénients que le métayage. En Bourbonnais il existe deux catégories de fermiers bien distinctes : les fermiers cultivants et les fermiers généraux. Lorsqu'un domaine est isolé et de peu d'étendue on préfère traiter avec un individu de la première catégorie ; les petites exploitations trouvent facilement preneur et les propriétaires en profitent pour affermer cher, ils obtiennent ainsi un revenu inférieur à celui que peut donner le métayage mais supérieur au prix qu'aurait accepté un fermier général. Pour le moment, les fermiers cultivants qui jouissent de baux conclus avant la guerre, peuvent payer facilement leurs fermes grâce à la bonne vente des produits. Mais lorsque ces baux vont être échus, les propriétaires réclameront une augmentation au nouveau fermier afin de faire rendre à leur capital un intérêt en rapport avec celui des placements mobiliers ; alors la situation changera complètement.

Au point de vue main-d'œuvre ce genre de fermage ne peut évidemment apporter aucune amélioration ; les fermiers cultivants sont d'anciens métayers et le nombre des uns ne s'accroît qu'au dépens de celui des autres. Ces petites entreprises, en outre, ne permettent pas de réaliser une économie de bras, la charge occasionnée par les salaires élevés des domestiques et des ouvriers sera toujours aussi lourde. Enfin la hausse des cheptels est encore un inconvénient plus important pour le fermier que pour le métayer, puisqu'il doit rembourser le cheptel en entier. Dans de telles conditions, les propriétaires ne peuvent demander des prix de ferme élevés à moins de s'exposer, soit à ne pas trouver de preneur, soit à en trouver un qui affermera au taux maximum, mais à la première mauvaise année ne pourra pas les payer. C'est du reste le grand aléa qui a toujours fait hésiter à traiter avec des fermiers cultivants : « Après les années de prospérité de l'empire, dit M. Léopold Bernard, beaucoup de métayers qui avaient amassé un petit capital, sont devenus fermiers de leurs domaines. La crise agricole est venue, les métayers dont les avances étaient insuffisantes, n'ont pu faire les dépenses nécessaires à la culture et à l'entretien des cheptels et beaucoup de propriétaires impayés ont été obligés de reprendre des domaines souvent ruinés » (1).

1. Léopold Bernard, *les Idées révolutionnaires dans les campagnes du Bourbonnais*.

Néanmoins il semble théoriquement, comme le faisait jadis remarquer M. de Larminat : « que le cultivateur travaillera mieux la terre et marchandera moins ses peines quand il aura la certitude que l'augmentation de produits qu'il obtiendra sera pour lui seul et qu'au delà du prix convenu le propriétaire n'aura rien à prétendre (1). » Les résultats pratiques sont souvent malheureusement loin de répondre à ces espérances ; les fermiers cultivants pour la plupart n'ont qu'une instruction générale et professionnelle semblable à celle du métayer, et n'ayant pas comme celui-ci la direction intelligente et les incitations au progrès d'un associé intéressé à l'exploitation, ils ont beaucoup moins de chance d'obtenir de gros rendements. Aussi ce système déjà de moins en moins employé avant la guerre, tendra vraisemblablement à disparaître, surtout dans les grands domaines, bien avant le métayage.

Quant aux fermiers généraux, il ne semblerait pas, *à priori* que leur existence ou leur disparition puisse avoir une influence sur l'avenir du métayage, puisqu'ils ne font en principe que se substituer au propriétaire et par conséquent ont à résoudre les mêmes problèmes que lui. Mais leur institution a soulevé de si violentes critiques que cette simple assimilation ne suffirait pas à expliquer leur rôle :

Le fermier général affermant en bloc ou séparément

1. De Larminat, *le Métayage dans le département de l'Allier*, p. 76.

des domaines appartenant à un ou plusieurs propriétaires, ne les cultive pas lui-même, mais les fait valoir, soit par domestiques soit, ce qui était le plus fréquent, par métayers. Cette situation d'intermédiaire est la base de la campagne menée contre eux pendant des années et qui prit en 1909 une tournure particulièrement agressive. On leur reprocha à cette occasion un certain nombre de faits dignes de véritables brigands et on les traita de spéculateurs inutiles s'enrichissant aux dépens du propriétaire et des métayers. Sans entrer dans la discussion des actes incriminés, qui même s'ils étaient réels n'en resteraient pas moins isolés, ni dans celle de la légitimité de leur profession car ce n'est point le sujet traité ici ; on doit constater qu'en fait : « on chercherait vainement une différence quelconque entre le métayage consenti par le propriétaire ou le fermier d'un domaine et celui que consent le fermier de plusieurs domaines ou fermier général. Ce dernier a les mêmes droits et les mêmes obligations que le propriétaire, il surveille, dirige, cultive et partage dans les mêmes conditions. Il ne spéculé pas plus que le fermier d'un domaine unique (1). »

Du reste beaucoup de fermiers généraux sont en même temps propriétaires et leurs colons qu'ils soient dans leur ferme ou dans leurs propriétés ont des baux analogues.

1. *Mémoire ampliatif au Conseil d'Etat contre un arrêté du Conseil de préfecture de l'Ailier du 18 juillet 1911*, p. 22.

Il est certain néanmoins qu'en s'en remettant à un fermier général le propriétaire n'aura pas les mêmes avantages que s'il s'occupait personnellement de ses terres. Il en tirera d'abord un revenu inévitablement moindre ; le fermier ne lui paiera que l'intérêt du capital foncier dont on lui donne l'usage, conservant pour lui le revenu de ses fonds de roulement parfois très importants, surtout depuis la hausse du bétail, la rémunération de son travail de direction et aussi une assurance contre les risques qu'il court. Car quoique certains aient voulu prétendre, c'est dans ces trois sources légitimes de revenu et non dans une compression de ceux du métayer que le fermier général puise son bénéfice. Par contre, ayant comme débiteur un homme pourvu de larges avances, le propriétaire est certain d'être toujours payé.

Mais là comme ailleurs on peut rencontrer des gens peu scrupuleux ; sachant que la terre est à sa disposition pour une courte durée, le fermier en tirera le plus possible en y faisant le minimum de dépense. « Quelque honnête qu'il soit, a dit M. de Garidel, il n'a jamais pour la terre la même sollicitude que celui qui en est le possesseur et la soigne comme sa propre chose, il fait moins de dépenses, d'améliorations annuelles et fatigue les champs par des récoltes plus répétées ou mille autres petits moyens qui augmentent le revenu au détriment du capital (1). » Il y a cependant un remède à ces incon-

1. De Garidel, *Lettres sur la pratique du métayage*, p. 7.

vénients, ce sont les baux de longue durée, de douze ou dix-huit ans comme il en existe encore ; le fermier a intérêt alors à faire des avances et des innovations dont il est certain de ne pas perdre le fruit. « Selon le mot de M. Thaer, dit M. F. Bernard, le propriétaire regarde sa terre comme une épouse et le fermier la traite comme une maîtresse. Mais plus cette dernière relation dure, plus elle se rapproche de la situation légitime » (1).

Or dans l'état de chose actuel, les fermiers généraux qui ont devant eux un avenir assuré par un long bail, peuvent rendre des services certains. Ils sont pour la plupart très au courant des questions agricoles et beaucoup sont d'anciens élèves de l'Institut agronomique ou des Ecoles d'agriculture ; ils sont aussi très entreprenants et poussés par un plus vif besoin de gagner que les propriétaires eux-mêmes, ils tenteront dans leurs fermes des expériences devant lesquelles hésiteront ces derniers trop soucieux de leur tranquillité. En cas de pénurie de métayers ils pourront en groupant des domaines réaliser une grande économie de main-d'œuvre et faciliter ainsi la culture de toutes les terres (2). Du reste avant la guerre leur valeur technique était déjà nettement reconnue : « Depuis trente ans, disait M. Couvert en 1910, les pays de fermiers généraux sont peut-être ceux où se

1. F. Bernard, *les Systèmes de culture*, p. 141.

2. Ce serait certainement un moyen de remédier à la dissémination des propriétés et à ses nombreux inconvénients pour l'industrialisation agricole.

sont réalisés les plus grands progrès agricoles (1). »

Ailleurs on déclarait : « Plus d'un tiers du département de l'Allier a été défriché et cultivé par leurs soins, leurs efforts et leurs capitaux. Ils ont introduit les machines et les engrais, ils ont provoqué la substitution de la race charolaise à l'ancien bétail. Ils ont triomphé de la routine, imposé les méthodes nouvelles aux paysans, etc... (2). »

Ces états de service prouvent ce qu'on peut encore espérer de cette catégorie d'agriculteurs, mais en résumé le fermage qui sous cette seconde forme présente pour certains propriétaires le meilleur moyen de s'assurer un revenu fixe et sûr, ne peut apporter par lui-même un remède décisif aux diverses difficultés de l'heure présente.

§ 2. — La régie directe

La régie au contraire permet des transformations beaucoup plus efficaces et en cas de crises restera toujours la dernière ressource. Il y a eu de tout temps en Bourbonnais quelques propriétaires régissant eux-mêmes, ainsi lors de la distribution des primes de culture décernées à l'occasion du concours de Dompierre-sur-Besbre en 1895, M. Bernachez, de Diou, obtenait le premier rang pour sa propriété du Peroyer d'une étendue de 138 hectares exploitée directement à l'aide de 10 domes-

1. M. Lapiaud, *Métayers et Fermiers généraux* (*Le Fermier*, 24 novembre 1910).

2. *Mémoire ampliatif au Conseil d'Etat*, op. cit., p. 3.

tiques (1). Mais cette méthode, pratiquée vers 1850 sur une assez vaste échelle, avait à peu près disparu, remplacée par le métayage. Cependant dans beaucoup de propriétés, le maître conservait pour lui seul certains terrains, en général, des prairies ou des vignes, c'était sa « réserve », qui comprenant rarement des terres en culture n'exigeait donc qu'une main-d'œuvre assez restreinte.

Pendant la guerre on a été parfois forcé, par suite de la pénurie de métayers, de revenir à la régie et en général ceux qui se virent contraints à cette modification, n'espéraient pas en obtenir de très bons résultats. Or leurs avis sont très partagés et si les uns se sont empressés de rétablir le métayage, dès qu'ils ont pu, les autres au contraire se déclarent enchantés de la régie et l'appliquent dans tous leurs domaines. Il est donc difficile de tirer une conclusion très nette de ces différents essais qui ont de plus le tort pour être probants d'avoir été faits pendant une période anormale. On peut réduire actuellement à trois types les modes de faire valoir direct employés dans l'Allier : la régie simple, la régie avec participation aux bénéfices, la grande régie à tendance industrielle.

Bien qu'elles présentent entre elles des différences assez profondes, elles ont des avantages et des inconvénients généraux communs.

1. Rapport sur les primes de culture à l'occasion du concours de Dom-pierre, p. 33.

Aujourd'hui la régie supprime évidemment les difficultés soulevées pour l'évaluation des cheptels ; tout le capital, terre, bétail, instruments, se trouve réuni entre les mains du seul propriétaire qui court les risques de gain ou de perte de l'entreprise, sans les faire partager à ses employés. La main-d'œuvre relève directement de lui, il peut la choisir à son gré (1) et dans certains cas, on le verra, réaliser une grande économie de bras. Il a également le très important avantage de pouvoir diriger à sa guise les travaux et les améliorations, sans être obligé d'obtenir préalablement le consentement d'un associé toujours timide et hésitant. Il fait toutes les transformations qu'il juge bonnes, engage les fonds nécessaires, certain de bénéficier des résultats à quelque moment qu'ils se produisent et d'augmenter en même temps la valeur marchande de sa propriété. Abandonnant la routine que lui imposait ses métayers, il expérimentera les procédés nouveaux, fera mettre les doses d'engrais voulues, exigera les travaux utiles, que les colons négligent assez souvent, les jugeant trop dispendieux, tels que, le sarclage des blés, la culture de la betterave ou l'engraissement des porcs. Il a du reste constamment été admis que les installations agricoles modèles ne pouvaient être réalisées qu'avec la régie et jadis les propriétaires conservaient un domaine pour y

1. Le propriétaire n'hésite pas comme le métayer à prendre les ouvriers nécessaires, car il bénéficie des résultats totaux de cette mise de fond, au lieu de les partager avec un associé auquel elle n'a rien coûté.

faire les premières améliorations et engager leurs métayers à suivre ces progrès en leur montrant les résultats. On reconnaît en outre que le rendement brut obtenu avec le faire valoir direct est nettement supérieur à celui que donne le métayage ; au point de vue général et dans les circonstances actuelles, c'est un avantage appréciable.

Mais il importe aussi de savoir si le produit net est également plus élevé, car selon un vieil axiome : « il faut faire de l'argent avec l'agriculture et non de l'agriculture avec l'argent. » Or, pour qu'une entreprise de ce genre réussisse, la réunion d'un certain nombre de conditions essentielles est absolument indispensable. La personnalité du propriétaire lui-même en est un des facteurs les plus importants et M. de Larminat a énuméré avec une telle perspicacité les qualités requises d'un bon régisseur que son opinion peut être citée aujourd'hui avec autant d'à-propos qu'il y a quarante ans. « Celui qui veut entreprendre un faire valoir direct, écrivait-il, doit posséder des connaissances agricoles très positives et une expérience pratique qui lui permette de diriger lui-même dans tous leurs détails, les diverses opérations de sa régie ; il doit rester constamment sur sa terre où sa présence sera nécessaire en toute saison et à chaque instant ; posséder une activité qui ne soit rebutée par aucune exigence, une fermeté que rien n'ébranle, une supériorité de savoir dont personne ne doute, enfin une qualité fort rare, le talent de se faire

obéir avec affection et dévouement. Il faut de plus qu'il possède un capital assez considérable pour faire face non seulement aux dépenses d'amélioration, mais aussi à toutes celles d'acquisition de matériel, de main-d'œuvre, de salaire et de nourriture, qu'il ait une habitude de comptabilité qui lui permette de se rendre un compte exact de l'emploi de ses fonds, du bénéfice ou de la perte qui résulterait de ces diverses opérations ; qu'il soit enfin doué d'une santé à l'épreuve de toutes les fatigues et des anxieuses émotions toujours inséparables de cette laborieuse et pénible existence (1). »

Actuellement le rôle du propriétaire régisseur est peut être encore plus difficile, et les capitaux nécessaires certainement plus importants. En 1880, la valeur moyenne d'un cheptel était de huit à dix mille francs, celle de l'outillage de mille francs au plus, l'alimentation se tirait toute de la métairie et les salaires étaient très bas. Celui qui aujourd'hui remplace dans ses domaines le métayage par la régie doit, uniquement pour reprendre la part de cheptel de ses métayers, immobiliser un capital d'environ vingt à trente mille francs par domaine, capital dont il doit envisager un rapide amortissement en prévision d'une baisse probable. M. de Garidel dans ses *Lettres sur le métayage* estimait jadis à 400 francs en moyenne à l'hectare le capital d'exploitation engagé par le propriétaire maintenant on

1. De Larminat, *le Métayage dans le département de l'Allier*, p. 86.

l'évalue à 1.800 francs, avec le faire valoir direct il s'élèverait au moins à 2.800 francs. Ce sont là des considérations qui ont leur intérêt et dont il faut rigoureusement tenir compte dans toute prévision budgétaire.

La question de la nourriture n'est également plus négligeable ; le métayer, qui grâce à l'habileté de sa ménagère et à sa relative sobriété vit très économiquement, se trouve lui-même, on l'a constaté, contraint à des dépenses importantes ; avec les exigences des domestiques qui n'ont aucun avantage à ménager, le propriétaire sera entraîné à des frais encore plus élevés.

C'est aussi de l'emploi de cette main-d'œuvre salariée que vient la principale cause d'infériorité de la régie. Les ouvriers ne sont pas très abondants, surtout dans certaine partie du département, ils en profitent pour demander de hauts salaires, mais cet inconvénient serait vite compensé, si leur travail était productif. Or l'intérêt qui poussait constamment le métayer n'existe plus, le salarié non seulement évitera de prendre toute initiative, mais relâchera son activité dès qu'il ne sentira plus l'œil du Maître peser sur lui. Le colon travaillait aux champs avec ses domestiques, les jours de presse ou lorsque le temps menaçait, on s'acharnait à la tâche, s'il le fallait on ne quittait qu'à la nuit tombante et personne n'aurait osé partir avant lui ; lorsque le propriétaire sera seul à commander, à l'heure dite on abandonnera tout, sans se soucier du lendemain, même en laissant un sillon à labourer ou une gerbe à lier.

Puis, que réserve pour l'avenir cette généralisation du salariat ? Pour le moment les ouvriers qu'on a mis dans les domaines sont encore clairsemés, isolés, noyés dans la foule des métayers dont ils ont les mœurs et les habitudes, mais si la réforme prend des proportions plus importantes, ils se grouperont en syndicats et imposeront leurs volontés acceptables ou non aux employeurs. « Je trouve très soutenable, répondait M. Guillaumin, l'apôtre du syndicalisme agraire, à l'enquêteur du *Temps*, la thèse de ceux qui souhaitent la disparition et du métayage et de l'affermage direct. Il n'y aurait plus ainsi en face de la classe possédante que les seuls ouvriers agricoles. Bloc contre bloc. Je ne sais si cela ferait réellement le bonheur du prolétariat rural ; mais je sais très bien que cela ne ferait pas du tout l'affaire des propriétaires et que ces derniers auraient tout à gagner à accorder de bonne grâce les réformes qu'on leur demande plutôt que de risquer cette éventualité (1), » C'en sera fini en effet, probablement des relations encore cordiales, malgré quelques froissements, de propriétaires à cultivateurs ; enfin en dehors de toutes les complications de la législation ouvrière, le salariat amènera cette menace particulièrement terrible en agriculture, la grève.

Le métayer lui-même n'aurait rien à gagner à ce changement de situation qui avec son indépendance lui

1. Joseph Bois, *A travers les campagnes bourbonnaises* (*Le Temps*, 18 novembre 1910)

fera perdre tout espoir d'économiser, qui de producteur libre le transformera en manœuvre. Avant d'adopter la régie, on doit réfléchir à toutes ces conséquences.

Néanmoins il faut s'incliner devant les faits, actuellement elle se développe en Bourbonnais aux dépens du métayage, dont elle continue du reste parfois à conserver l'aspect extérieur. Dans beaucoup de cas le propriétaire loue comme domestiques un ménage d'anciens métayers qui viennent habiter le domaine et reçoivent un salaire fixe à l'année. La femme s'occupe des soins de la maison, du laitage, des volailles et des porcs ; l'homme qui a un rôle de contremaître, soigne les animaux et cultive les terres avec les ouvriers qu'on met à sa disposition ; il n'a plus aucun droit propre de direction, le propriétaire décide de toutes choses en complète liberté, mais le laisse veiller aux détails d'exécution des travaux. Toutes les denrées nécessaires à l'alimentation du personnel de la métairie sont fournies par le propriétaire, auquel appartiennent également les outils agricoles et les harnais.

Ce système a été employé pour remédier au manque de métayers et couper court à toutes les concessions que ceux-ci réclamaient pour les cheptels, la main-d'œuvre, la nourriture, etc... Désormais débarrassés de ces risques, certains de toucher un salaire fixe sans que leurs capitaux soient exposés, il en est beaucoup qui ont préféré cette sécurité, à leur ancienne liberté et ont consenti à entrer dans les domaines sous ce nouveau

régime. D'autre part, ces hommes ont conservé leurs anciennes habitudes, travaillent et s'occupent du bétail avec intérêt et dévouement ; de sorte que débarrassée des causes d'infériorité inhérentes au métayage, dirigée avec science par le propriétaire, l'exploitation donne d'excellents résultats. La hausse des produits agricoles contribue en outre à augmenter les bénéfices d'une façon anormale, aussi serait-il prématuré de porter un jugement en se basant sur les revenus obtenus ces temps-ci. Il est à prévoir que le prix des denrées baissera plus vite que celui des salaires et que plus le souvenir du métayage s'atténuera chez le nouveau domestique moins son travail sera productif : il faut donc que la différence de rendement avec le métayage soit actuellement très sensible, pour qu'on puisse espérer le maintien de cette supériorité dans l'avenir. Or, suivant les propriétaires et les chefs de culture, ce système semble donner un supplément de revenu variant de 10 à 40 0/0 ; il est difficile de conclure sur des données aussi élastiques.

Afin de parer aux conséquences inévitables qu'entraîne l'emploi d'une main-d'œuvre désintéressée, car les « étrennes » et les gratifications plus ou moins variables et problématiques sont insuffisantes à maintenir en haleine l'application du salarié, certains propriétaires voulant en même temps se dispenser d'une surveillance trop absorbante, expérimentent une organisation un peu plus compliquée, mais d'une valeur éco-

nomique bien supérieure. Voici un modèle de ce nouveau contrat de louage :

« Domaine de T..., 68 hectares : 34 hectares de prairies et 34 hectares de terres labourables »

« M. A..., prendra comme domestique pour faire valoir ce domaine M. D... et sa famille : la femme et les quatre enfants dont un fils de quinze ans, une fille de quatorze ans, les deux autres en bas âge ; aux conditions suivantes :

« M. A... paiera une somme fixée à 3.000 francs par an, en outre il donnera 10 0/0 sur les ventes nettes du bétail, la moitié de la volaille, une somme de 800 francs pour l'entretien du matériel et des harnais, ainsi que pour l'achat d'épicerie, savon, nécessaires au domaine. D... recevra en outre 180 doubles décalitres de blé, 330 kilos de porc, 5 pièces de vin, pour sa nourriture et celle de tout le personnel qui pourra être employé. »

« D... fournira les instruments suivants : 2 chars, 2 tombereaux, 2 charrues, 1 herse, 1 voiture avec harnais, 5 jougs garnis. » (1)

Les deux principales innovations sont : la fixation forfaitaire des denrées alimentaires et la participation aux bénéfices. La première est à généraliser dans toutes les régies de ce genre ; en donnant la nourriture sans limite, on arriverait rapidement à des abus qui

1. En passant un contrat par écrit et en stipulant une participation aux bénéfices annuels, on peut éviter les départs brusques sur année des chefs de culture dont on assurerait difficilement le remplacement immédiat.

risqueraient d'absorber une grande partie des bénéfices. Quant à l'idée d'intéresser le salarié aux résultats de son travail, excellente en elle-même, elle est d'autant plus heureuse ici qu'elle atténue la transition entre le métayage et la régie ; rompant moins brusquement avec les antiques habitudes, conservant entre les anciens associés une certaine communauté d'intérêt, ce système mixte sera vraisemblablement bien accepté dans le pays.

Mais la mesure telle qu'elle est exposée là serait incomplète, car dans le contrat cité, la participation n'est prévue que pour les bénéfices faits sur la vente du bétail ; il semblerait indispensable qu'elle fût étendue à ceux résultant de la production des céréales et en particulier du blé qui est une des sources les plus importantes du revenu. Cependant le propriétaire n'a pas cru pouvoir aller plus loin dans cette voie, hésitant devant l'alternative ou de diminuer le salaire fixe, ce que n'aurait sans doute pas accepté le domestique, ou de consentir à sacrifier une nouvelle partie de ses bénéfices. La participation globale peut du reste créer d'autres ennuis, car le patron va être obligé de montrer ses livres à ses ouvriers. Jusque-là, le partage étant égal, les responsabilités communes, le règlement des comptes ne soulevait aucune difficulté ; ici, il n'en sera plus de même. Il est quelque peu anormal que le propriétaire s'oblige à rendre compte à ses domestiques de la marche d'une entreprise dont il est le seul maître. Il en résul-

tera en outre des froissements générateurs de mécontentements plus graves ; si les bénéfices sont élevés, sa part paraîtra énorme, ou lui demandera une augmentation du pourcentage ; s'ils sont faibles, pour une raison quelconque, on sera tenté d'en imputer la cause à sa mauvaise gestion, à son inexpérience ou à sa négligence, on exigera un salaire fixe plus élevé et on se désintéressera des résultats.

Quant à la convention relative aux instruments, elle est évidemment transitoire et a été adoptée dans le but d'utiliser le matériel existant que possèdent ces anciens métayers. C'est en même temps une grosse dépense d'évitée, car on évalue aujourd'hui à dix mille francs en moyenne l'outillage nécessaire pour exploiter un domaine ; mais il est certain que peu à peu le propriétaire devra le fournir, cette charge est donc aussi à envisager.

Que donnera l'application de cette forme assez moderne de salariat ? Il est difficile de le prévoir ; les économistes en ont toujours conseillé le principe : M. Méline disait encore tout dernièrement : « L'essentiel est d'élever l'ouvrier à la hauteur d'un collaborateur en lui donnant le sentiment que plus il travaille pour le patron, plus il travaille pour lui-même parce qu'il a sa part assurée dans les bénéfices de l'exploitation » ; mais jusqu'ici les essais qui furent faits en France dans les entreprises agricoles, n'ont pas réussi. Quoi qu'il en soit en Bourbonnais la méthode exposée présen-

tera les importants avantages de permettre l'utilisation des constructions actuelles et de faciliter en même temps l'emploi des familles de métayers et l'accès des domaines aux ouvriers agricoles sans capital ; mais l'influence qu'aura la participation en elle-même, venant après le partage à moitié, est très incertaine.

A côté de ces conceptions où les cadres du métayage sont conservés, on rencontre aussi dans l'Allier la régie telle qu'elle est pratiquée dans le Nord et dans les pays de grande culture ; son expansion y est moins rapide, car elle ne peut être appliquée dans les domaines isolés et nécessite de très gros capitaux. Il faut en effet une propriété d'une étendue minimum de cent cinquante hectares et autant que possible en terrain inaccidenté et fertile, pour qu'elle puisse être tentée avec chance de succès. Le groupement des champs et l'importance de l'exploitation permettent l'utilisation des machines agricoles de tout genre et par conséquent une économie de main-d'œuvre appréciable ; on l'a évaluée à 40 0/0 environ. Mais c'est tout un matériel nouveau à acquérir et pour que cette mise de fond soit productive il faut qu'elle soit appliquée sur un sol dont on puisse augmenter le rendement. Or le Bourbonnais, à côté de plaines très riches, comprend beaucoup de plateaux plus arides notamment entre Loire et Allier et sur les limites de la Loire et de la Creuse ; dans ces régions la culture intensive semble impossible. On ne paraît pas s'être assez rendu compte de cela ces dernières années.

« C'est vouloir trouver la quadrature du cercle, dit M. Collas ingénieur agronome et propriétaire près de Moulins, que chercher à faire pousser du blé là où il ne peut venir que du seigle et cependant c'est ce que l'on essaie presque partout. » La terre est soumise à la loi du rendement non proportionnel et il est des endroits où les méthodes économiques du mélayage seront toujours plus productives que celles plus scientifiques possibles avec le faire valoir direct. « Adopter prématurément la culture intensive, dit M. D. Zolla, n'aurait engendré que des pertes et ce n'est pas avec des pertes qu'un pays s'enrichit par la ruine des cultivateurs ».

Il ne faudrait cependant pas en conclure que la régie soit impossible ailleurs que dans les « fortes terres » ; elle y est certainement moins avantageuse, mais lorsque à défaut d'améliorations culturales, on peut créer des prairies et intensifier la production du bétail, elle donne quand même des résultats intéressants car elle diminue toujours les frais de main-d'œuvre et fournit soit en quantité, soit en qualité, un maximum de produits.

En outre, bien que la surveillance soit plus facile dans une exploitation d'un seul tenant, il est utile d'encourager au travail le personnel employé, car la tâche de l'ouvrier agricole « est de tous les instants et s'étend aux moindres détails de la production ». Dans une vaste entreprise la participation aux bénéfices nets est encore plus délicate à organiser que dans de petites régies, en raison du nombre des ouvriers et de la diver-

sité des emplois. Aussi afin que chacun ait intérêt à exécuter les ordres rapidement et avec soin sans s'inquiéter ni de ce que fait son voisin, ni des intempéries, ni de l'habileté agricole et commerciale du Maître, le système des primes paraît préférable. On peut baser ces rémunérations supplémentaires sur la tâche journalière pour les travaux de culture et sur le nombre de têtes produites et soignées, pour le bétail. Ce procédé n'aura pas autant de force que la participation intégrale réalisée avec le métayage, mais c'est un minimum indispensable pour obtenir le dévouement du personnel.

Pour être parfaite il faudrait qu'une exploitation de ce type ait tous ses bâtiments groupés au centre des terres; que les ouvriers travaillent autant que possible ensemble afin de faciliter la direction et la surveillance; enfin qu'ils soient logés et nourris sur place pour éviter toute perte de temps. Ce sont des détails importants et qui compliquent l'installation des grandes régies dans l'Allier.

Cependant quelques propriétaires sont arrivés à vaincre les difficultés, et on cite comme un modèle la transformation opérée ces dernières années par M. le comte de l'Estaille, dans sa propriété de Lécluse à Neuilly-le-Réal. A partir de 1909 le métayage y a été progressivement remplacé par la régie et actuellement celle-ci s'étend à sept domaines d'une étendue totale de 426 hectares. L'utilisation de l'ancien personnel, du matériel et des bâtiments a été des mieux com-

prise. Dans chaque métairie on s'occupe d'une catégorie de bétail : ici des vaches à veau, là des bœufs de trait, ailleurs des génisses, des châtrons ou des taureaux ; le cheptel ainsi décentralisé a été logé dans les anciennes écuries préalablement aménagées pour chaque spécialité (1). Un chef de service, généralement ancien métayer, habite le domaine avec sa famille et s'occupe du bétail qui lui est confié ; il reçoit un salaire fixe, annuel et a droit au chauffage ainsi qu'aux gros légumes. Les terres ont été réunies en grandes pièces où des contremaitres, chefs de culture, mènent facilement le travail des ouvriers dont ils ont la direction ; ces derniers sont nourris et logés au centre de l'exploitation.

Les anciens instruments sont peu à peu remplacés par de plus perfectionnés et la nouvelle disposition des soles permettra l'emploi de la culture mécanique. M. le comte de l'Estoille, malgré les gros frais occasionnés par ces modifications, se déclare très satisfait des résultats et des rendements obtenus. Il est parvenu notamment à créer une vacherie de race charolaise qui est universellement réputée dans tout le Centre, et les

1. Grâce à la proximité d'une ligne de transport d'énergie électrique, on a installé une série d'instruments mus par cette force, coupe-racines, concasseurs, pompes, etc... le développement de ces transformations permettra de supprimer de nombreux ouvriers. De plus, les écuries étant éclairées suffisamment ainsi que les granges le pansage des animaux se fait, l'hiver, avant et après le jour. Le grain est également battu pendant la mauvaise saison et les jours de pluie sous de vastes hangars. Cette utilisation intensive de la main d'œuvre permet de la payer presque aussi cher l'hiver que l'été, et de produire beaucoup avec peu de gens.

reproducteurs qu'il expose dans les concours recueillent tous les prix.

§ 3. — Les sociétés anonymes

Ces différentes modifications paraissent encore trop timides à certains, qui niant toute possibilité de remédier définitivement à la crise de la main-d'œuvre agricole, envisagent un remaniement complet non seulement des systèmes d'exploitation, mais de la propriété elle-même. D'après les partisans de cette véritable révolution, dont la nécessité est surtout proclamée par les théoriciens, avant cinquante ans l'augmentation des salaires et la concurrence des produits étrangers réduiront les bénéfices agricoles à un tel point qu'il sera impossible de continuer la production dans les conditions actuelles. Les propriétaires n'ayant ni les fonds, ni les étendues de terrain suffisants, se verront obligés pour maintenir leurs revenus de céder leurs terres à des sociétés anonymes de culture contre la remise d'un certain nombre d'actions. Ils cesseront donc de s'occuper de leurs propriétés et se contenteront d'aller percevoir à époque fixe des dividendes comme les actionnaires de sociétés industrielles, à moins que, désirant conserver une certaine activité et augmenter leur gain, ils entrent également dans la société comme employés appointés. Ces grandes organisations créées sur les ruines de l'ancienne propriété foncière, grande ou petite,

réuniront d'immenses espaces, se procureront des capitaux d'exploitation en émettant une deuxième série d'actions et entreprendront la production sur de vastes bases.

Les parcelles seront groupées, les haies arrachées, le sol nivelé et tous les moyens mécaniques mis en œuvre ; on pourra aussi annexer à l'entreprise suivant les lieux, certaines industries : distillerie de topinambour, sucrerie, abattoirs, fabrique de conserves, etc... Tout un monde de salariés sera embauché et encadré par les plus intelligents et les plus travailleurs qui deviendront chefs de culture, maîtres bouviers, etc... et recevront un salaire supérieur. Au-dessus seront les ingénieurs, les chimistes, les directeurs de service, etc... Bref l'agriculture atteindrait tous les perfectionnements de l'industrie.

Il est probable qu'en réalisant cette conception hardie, on obtiendrait des résultats bien différents de ceux qu'ont pu donner métayage ou régie ; mais pour le moment, elle n'est ni possible, ni souhaitable ; ceux qui la proposent, du reste, donnent eux-mêmes une marge de cinquante ans pour son application. Or l'avenir peut connaître avant la fin de cette période de tels événements qu'il est impossible de se prononcer aujourd'hui. Toutefois sans entrer dans la discussion des difficultés pratiques, soulevées par cette concentration des exploitations agricoles, difficultés qui ont été, en grande partie, exposées à propos de la grande régie, on doit reconnaître la justesse de la critique qu'en a fait M. Méline : « Le système de la propriété terrienne collective, dit-il,

est du nombre de ces sophismes dangereux qu'il faut dénoncer avant qu'ils aient fait leur chemin... l'industrie agricole est précisément celle où l'œil du Maître est tout, et ce ne sont ni des directeurs, ni des contremaitres, ni des employés qui peuvent le remplacer (1) ».

Les conséquences économiques et sociales de ce bouleversement seraient encore beaucoup plus graves. Avec la disparition de la propriété foncière pulvérisée en une infinité d'actions anonymes, c'est la ruine de « l'amour de la terre », ce sentiment si profondément enraciné dans l'âme de l'habitant des campagnes qui maintient toujours chez lui le goût de l'épargne, de la vie simple et l'attachement au sol natal. C'est en même temps le divorce définitif entre celui qui travaille la terre et celui qui la possède, l'introduction de toutes les tendances à la révolte et à la débauche qui sévissent parmi les populations ouvrières des villes. L'accession à la propriété sous forme de titres à serrer dans un tiroir, n'aura plus l'attraction moralisatrice que lui donnait l'image d'un champ ou d'un enclos.

Peut-être un jour les nécessités de la vie imposeront-elles l'adoption de cette organisation ; mais ce serait faire un grand pas vers les doctrines collectivistes de nationalisation du sol, et l'étatisme foncier n'est pas à souhaiter. Comme l'a dit M. Zolla : « la transformation de notre territoire et la constitution générale d'immenses

1. Méline, *le Salut par la Terre*, p. 140.

champs, ne peuvent être que l'œuvre du temps, si toutefois elles sont partout désirables, surtout au point de vue social » (1).

§ 4. — La propriété paysanne

Depuis quelques années et surtout ces derniers temps on constate plutôt en Bourbonnais le phénomène inverse, loin de se concentrer la propriété se morcelle de plus en plus et s'individualise. « L'Allier, disait M. Berthault, en 1910, est un pays de grande propriété où la grande propriété diminue (2) ». L'origine de ce mouvement date de la fin du second Empire, mais après s'être ralenti vers 1880, il a repris avec plus d'ampleur dès le début du siècle. Cette accession rapide des cultivateurs à la possession des terres est due en grande partie au métayage, qui en permettant aux colons de faire annuellement des économies et en les forçant à capitaliser sous forme de cheptel, leur procure un jour des sommes assez importantes pour acheter un enclos et y faire construire une maison. Bien rares étaient les métayers sérieux qui, après quinze ou vingt ans de travail, ne pouvaient s'offrir la satisfaction de devenir propriétaire. Déjà en 1881, dans une étude très détaillée sur les bénéfices du colon dans le métayage, M. de Garidel estimait à 10 ou 15.000 francs en moyenne les

1. Zolla, *les Conditions du développement de la production agricole en France* (*Journal des Economistes*, 15 avril 1919, p. 108).

2. Berthault, *Rapport sur la prime d'honneur de l'Allier*, p. 9.

économies que celui-ci pouvait réaliser par période de dix ans (1). Ces chiffres n'ont fait que s'accroître depuis, et le morcellement se poursuivait activement pendant les années qui précédèrent la guerre. M. Pajot, représentant dans l'Allier de la maison Bernheim, dont la méthode ici est d'acheter en bloc pour revendre ensuite au détail, déclarait en 1911 : « L'accession des exploitants à la propriété est très réel, à tel point qu'une propriété qui se morcelle est dans bien des cas achetée par les exploitants fermiers ou métayers de cette terre (2) ». « Je pourrais vous citer, disait à la même époque M. Vacher, un coin du Bourbonnais où depuis quelques années des domaines pour une valeur de deux millions ont été achetés par des métayers. Et je m'en réjouis, rien n'est plus désirable que cette accession du métayer à la propriété (3) ». On conçoit en effet quelle est la force de consolidation sociale d'un système dont les résultats sont aussi satisfaisants pour le cultivateur. Dans un rapport sur les primes de culture, M. Pejoux le constatait avec joie : « Heureuses sont les conséquences du métayage rationnel tel qu'il est pratiqué ici, lorsque le colon ménagé par le maître intelligent et éclairé s'enrichit et devient propriétaire à son tour (4) ». Tout n'était cependant pas parfait, cer-

1. De Garidel, *Lettres sur le Métayage*, p. 31.

2. De Fraix, *le Métayage en Bourbonnais*, p. 120.

3. *Le Temps*, 5 janvier 1911.

4. C. Pejoux, *Rapport sur les primes de culture et améliorations foncières*, 1898, p. 21.

tains, trop pressés de réaliser leur rêve, achetaient avant d'avoir l'argent suffisant et devaient soit se contenter de toutes petites locateries de 1 à 3 hectares, soit emprunter pour payer leur achat. C'étaient là de graves fautes, car l'intérêt de l'argent absorbait souvent le bénéfice de l'exploitation ; s'il arrivait quelque mauvaise année, il fallait entamer le capital et parfois revendre à perte ; de plus, n'ayant pas assez d'étendue pour nourrir deux vaches, les enclos devaient être travaillés à la bêche, méthode particulièrement lente, et n'étaient que très rarement fumés. De sorte que ces petites propriétés ne donnaient pas un revenu en rapport avec leur prix d'acquisition et surtout avec la main-d'œuvre employée ; c'était un luxe pour le métayer retiré des affaires, plutôt qu'un placement avantageux, sauf dans les pays de vignes comme dans les régions de Saint-Pourçain et Gannat où la terre exige beaucoup de travail mais rend en conséquence (1).

Pendant les hostilités le commerce des biens fonciers a été à peu près suspendu au moins jusqu'en 1918 ; à partir de cette date, le mouvement d'avant-guerre a continué pour revêtir dès les premiers mois de 1919

1. « La parcelle de terre qu'ils possèdent devient trop coûteuse à faire produire, ils ne peuvent arriver à la production intensive parce qu'ils sont isolés les uns des autres ; parce qu'ils n'ont pas cette conscience sociale qui les ferait s'associer pour leurs travaux, se prêter mutuellement aide et secours. Il en sera de même chez nous quand tout le monde sera devenu petit propriétaire » (*Travailleur rural*, février 1907).

l'allure d'une véritable transformation sociale. La presse signalait le phénomène dans beaucoup de régions et le 17 décembre 1919 on lisait ces lignes significatives dans un grand quotidien du Centre : « Il s'accomplit dans le silence et l'ombre des campagnes une des révolutions les plus profondes qui aient orienté l'histoire de notre pays, révolution si grande qu'il faudra de longues années peut-être avant que ne s'en révèle toute la portée : cette révolution pacifique, c'est l'accession à la propriété d'une masse innombrable de Français. Comme on disait : 1789 a fait de la propriété féodale la propriété bourgeoise, on dira : 1919 a fait de la propriété bourgeoise la propriété paysanne. » Certains voient même dans un avenir assez rapproché et sous la seule force des événements économiques la réalisation de l'ancienne devise des socialistes révolutionnaires : « La Terre aux paysans » et en même temps la solution radicale de la question du métayage (1).

Quelque séduisante que soit cette perspective, il est certainement prématuré de l'envisager déjà comme un fait acquis ; néanmoins la propriété subit actuellement dans l'Allier des transformations rapides dans ce sens. Devant la puissance des capitaux amassés par les fermiers et métayers, les grandes propriétés s'effritent et s'effondrent.

Les propriétaires les plus enclins à vendre sont en

1. *La Tribune*, 17 décembre.

général ceux qui ne s'occupaient pas de leurs terres et les avaient affermées. Ils supportent, en effet, les conséquences inattendues de ce divorce entre le capital foncier et le capital d'exploitation ; la hausse du bétail, des instruments et de toutes les denrées a, comme nous l'avons remarqué déjà, considérablement augmenté le capital d'exploitation qui représentant autrefois 15 0/0 environ de la valeur totale, y entre maintenant pour près de la moitié. Ceux qui le voudraient sont dans l'impossibilité presque absolue de reprendre leurs domaines par suite des sommes énormes qu'il leur faudrait verser ; d'autre part, les fermiers hésitent devant la possibilité de la baisse à risquer l'entreprise, où s'ils le font, c'est après avoir calculé avant de donner un prix les intérêts et l'amortissement des capitaux qu'ils engagent. Aussi, alors que la généralité des marchandises ont augmenté de 300 0/0, le prix des fermes n'a haussé que de 25 0/0. Le revenu du propriétaire, par rapport au coût de toutes choses se trouve donc très sensiblement amoindri.

Deux faits très caractéristiques se sont passés vers la fin de 1919 ; le 11 octobre les Hospices de Moulins affermaient aux enchères leurs domaines de la propriété de Fontaine ; les sept métairies situées en bon terrain avaient été adjudgées en 1907 pour la somme annuelle de 22.000 francs, cette année elles le furent pour celle de 27.000 francs. Ce chiffre peut être considéré comme un maximum, attendu que le fermier général sortant,

qui depuis près de trente ans dirigeait cette exploitation et par conséquent devait en connaître l'exacte valeur, abandonna les enchères, considérant évidemment qu'en poussant plus loin, il risquait de ne pas équilibrer son budget. Quelques mois après, les domaines de l'Hospice de Gayette étaient également mis en adjudication, mais individuellement et au rabais ; les preneurs furent tantôt des fermiers généraux, tantôt des fermiers cultivants, or l'augmentation moyenne a été également de 25 à 30 0/0. On peut donc tirer des conclusions assez générales de ces deux opérations, où les procédés de mise à prix furent très dissemblables et les résultats identiques.

Bref, le capital foncier en lui-même a relativement perdu de valeur ; mais il entraîne en plus des charges très lourdes communes à tous les propriétaires. Les prix de la construction ont augmenté dans des proportions exagérées, le mètre cube de maçonnerie qui coûtait en moyenne avant la guerre 15 francs revient à 80 francs, le mètre carré de couverture en tuiles du pays est passé de 3 francs à 16 francs, le mètre cube de charpente de 150 francs à 400 francs, le carrelage de 2 fr. 50 à 10 francs (1), etc... Les moindres réparations nécessitent une dépense considérable et quand il faut rebâtir une grange ou une maison on comprend qu'un propriétaire hésite. Aussi ceux dont les propriétés sont mal cons-

1. Chiffres donnés par M. Générmont architecte diplômé à Moulins et particulièrement occupé ces temps-ci à la réfection des bâtiments ruraux.

truites ou pourvues de bâtiments insuffisants, préférèrent vendre plutôt que d'immobiliser un capital important et improductif. Il est malheureusement beaucoup de propriétaires bourbonnais qui, par une économie mal comprise, négligeaient l'entretien de leurs domaines et aujourd'hui se trouvent devant une situation aggravée.

Certaines familles apparemment très riches sont aussi obligées de liquider leurs terres pour des raisons plus sérieuses. Il arrivait fréquemment que par suite du nombre d'enfants certaines grosses fortunes étaient divisées en plusieurs parts, chaque héritier disposait donc d'un revenu notablement inférieur à celui du père ; cependant pour conserver leur rang dans le monde les fils tenaient à garder le même train de maison et s'astreignaient aux mêmes dépenses. Au bout de peu de temps, il fallait attaquer le capital pour soutenir la réputation du nom. Cette nécessité de paraître, de sauver la façade a conduit beaucoup de propriétaires terriens à emprunter et à hypothéquer leurs terres, sans compter ceux qui y étaient contraints par suite de spéculations maladroites ou de dettes de jeu. Ensuite, chaque année une partie du revenu était absorbé par le paiement de ces intérêts ; malgré tout les liquidations étaient assez rares et souvent un mariage riche permettait de se libérer de ces engagements.

Pendant la guerre, le moratorium a tout suspendu, mais maintenant les créances sont échues, il faut payer, ou renouveler à 7 0/0 des emprunts faits à 3 0/0 ; or,

en présence de cette éventualité, les propriétaires dont la situation est obérée sont obligés de vendre leurs terres qui ne leur rapportent que 4 0/0 environ. Continuer à vivre dans les mêmes conditions serait courir rapidement à la ruine complète.

Enfin, il est des gens qui n'ont point besoin d'argent, mais veulent cependant se défaire de leurs biens fonciers, soit pour faire des placements mobiliers plus avantageux, soit aussi dans le secret espoir d'échapper plus facilement à l'impôt sur le revenu. Il en est d'autres que les difficultés occasionnées par la crise du métayage et l'obligation de rembourser de grosses sommes aux métayers sortants détournent également de la Terre et de l'Agriculture.

Le commerce de la propriété prend donc ces temps-ci une extension extraordinaire ; les notaires, les marchands de bien, font des affaires considérables et les droits de mutation perçus dans le département ont déjà quintuplé. Les acheteurs sont la plupart du temps des fermiers ou des métayers ; quelques fermiers généraux ont pu faire des économies pendant la guerre, mais la généralité a souffert du manque de main-d'œuvre et leurs nombreux frais ont absorbé une partie de leurs bénéfices ; les fermiers cultivants au contraire, surtout ceux qui n'étant pas mobilisés, se sont occupés eux-mêmes de leurs travaux, ont réalisé des capitaux disproportionnés avec leurs fermages ; presque tous actuellement peuvent acheter leur domaine. Cependant

ce système d'exploitation étant peu employé en Bourbonnais, la totalité des terres acquises par eux restera inférieure à celles qui vont passer aux mains des métayers. Moins favorisés que les fermiers cultivants, ces derniers ont dû partager l'accroissement de revenu donné par leurs métairies avec les propriétaires, et ne bénéficient que de la moitié de la plus-value prise par les cheptels. Néanmoins grâce aux concessions des bailleurs qui pendant la guerre ont supporté une partie de leurs charges et à l'énorme augmentation des prix des denrées à partir de 1917, les colons ont économisé depuis 1914 des sommes variant entre 20.000 et 30.000 francs sans compter leur part de cheptel qui peut être évaluée à 20.000 francs en moyenne. Comme déjà avant la guerre beaucoup possédaient, soit en terres, soit en argent, environ 10.000 francs, il en ressort que le métayer qui actuellement quitte son domaine, se trouve à la tête d'un capital voisin de 50.000 francs; quelques-uns moins économes ou manquant de famille n'atteignent peut-être pas ce total, mais d'autres par contre ont une fortune notablement plus importante (1).

Jusqu'ici cependant cette richesse était restée ignorée du public et elle commence seulement à se montrer,

1. Les chiffres cités ne représentent que des moyennes. Les économies réalisées sont très différentes suivant la nature des domaines et l'intelligence des colons. Il est des métairies où ces derniers ont pu gagner de 10 à 15.000 francs par an, dans certaines on a vendu annuellement pour plus de 25.000 francs de porcs, ailleurs au contraire et surtout quand le Chef était mobilisé, on n'a fait que des bénéfices insignifiants.

sans qu'il soit possible encore d'en déterminer la puissance exacte. Pendant les hostilités, en effet, le cultivateur a rempli son bas de laine sans en rien laisser paraître, la vente des terrains était arrêtée et les placements mobiliers ne lui inspiraient pas confiance. Peu à peu néanmoins les gros intérêts attachés aux emprunts d'Etat le tentèrent et à la dernière émission de 1918 les campagnes bourbonnaises fournirent un sérieux appoint. On se cachait pour souscrire, apportant l'argent à la tombée de la nuit, mais d'après des renseignements certains il y eut de grosses sommes versées entièrement en or et en argent ; dans une petite commune rurale 1.400.000 francs furent déposés la même semaine.

Aujourd'hui le paysan a perdu un peu confiance dans ces placements ; la dépréciation du billet de banque lui fait secrètement redouter une banqueroute générale et il préfère transformer son capital en un objet plus concret. N'osant, en affermant un domaine, risquer ses fonds dans des cheptels élevés et dont il redoute la baisse, il veut acheter de la terre et travailler désormais pour son compte. Ce sont là les principales raisons qui expliquent le mouvement social de ces temps derniers. Il n'est du reste qu'à ses débuts, beaucoup de métayers attendent d'avoir encore grossi leurs réserves avant d'abandonner les domaines, et les prix de la construction paralysent la vente de certaines propriétés.

Les petites locateries de 3 à 5 hectares s'enlèvent

rapidement, ainsi que celles de 5 à 10 hectares et les métairies de 20 hectares. La valeur de ces exploitations est très variable suivant la nature des terres qui sont évaluées en moyenne de 2.000 à 4.000 francs l'hectare et peuvent atteindre jusqu'à 8.000 ou 10.000 francs lorsqu'elles sont en bonnes prairies. L'augmentation par rapport à l'avant-guerre est d'environ 30 0/0.

La vente par parcelles est spéciale à certaines régions, en particulier aux pays de vignoble ; elle se pratique également dans le voisinage des villes où la hausse est beaucoup plus sensible ; enfin certains propriétaires s'agrandissent en acquérant les terres qui les bordent. Mais cette méthode a sensiblement moins de succès que jadis, car elle suppose en général que les acheteurs ont l'intention de se faire construire une maison au milieu de leurs terres, or actuellement on cherche avant tout une propriété bâtie.

C'est également le principal obstacle au morcellement des grandes propriétés ; les domaines de 50 à 60 hectares sont trop importants pour un seul et les diviser nécessite inévitablement une construction nouvelle. Comme d'autre part ce sont ces propriétés qui sont le plus mises en vente depuis la fin de la guerre, le prix à l'hectare n'a pas sensiblement varié, il est toujours de 1.800 à 2.500 francs ce qui représente une hausse de 10 à 15 0/0, encore serait-elle inférieure, si certains industriels et des commerçants enrichis n'avaient profité de ces circonstances favorables pour acheter en bloc quelques

grandes propriétés de 200 à 500 hectares et des métairies de 60 à 70 hectares.

Bref actuellement, la capacité moyenne d'achat du métayer qui se retire étant de 50.000 à 60.000 francs, comme il doit se réserver sur ce total un capital d'exploitation de 20.000 à 25.000 francs, il dispose de 30.000 fr. pour le capital foncier et achète donc surtout les petits domaines de 12 à 15 hectares. Il est néanmoins probable que si les cours des denrées agricoles se maintiennent élevés pendant quelques années, cette capacité moyenne s'augmentera suffisamment pour que la vente au détail par métairie de 30 à 50 hectares puisse se faire couramment. A ce moment nous assisterons sans doute à une hausse générale de la propriété en Bourbonnais. Quoiqu'il en soit l'accession des cultivateurs et en particulier des métayers à la propriété prend une envergure beaucoup plus vaste que précédemment, et sans que les caisses de crédit agricole, qui ne prêtent du reste que des sommes bien trop faibles pour les opérations actuelles, aient besoin d'apporter leur concours. Où s'arrêtera ce mouvement, il est difficile de le prévoir, et à côté d'avantages sociaux indéniables ne présente-t-il pas de graves inconvénients économiques ?

Les raisons qui nous faisaient craindre pour l'avenir des propriétés divisées par petites métairies sont aussi sérieuses dans ce cas. L'agriculture intensive peut évidemment être réalisée là, car le petit propriétaire cultivera sa terre avec courage et amour, et n'hésitera

pas à l'améliorer par des engrais de toutes sortes. Mais l'agriculture scientifique, industrielle, l'économie de bras ne seront-elles pas choses impossibles ?

D'après M. Lucien Lamoureux, député de l'Allier, qui s'occupe spécialement des questions d'économie rurale dans le département, le développement de la propriété paysanne est une assurance de paix sociale (1), mais en outre il y voit un régime très productif. « Le petit propriétaire faisant valoir son bien travaille intelligemment et énormément, dit-il, il vise à un double but, obtenir un gros revenu et maintenir constamment son fond en bon état ». Il estime également qu'en multipliant les expériences agricoles, les conférences, en décentralisant les concours et surtout en organisant des associations et des syndicats on peut efficacement palier aux lacunes économiques inhérentes au morcellement de la propriété en même temps que le remembrement des parcelles faciliterait l'emploi des instruments perfectionnés.

Le syndicalisme dépouillé des tendances agressives qui furent en grande partie la cause de son échec en 1908, fera vraisemblablement de rapides progrès dans ce milieu de producteurs autonomes où il n'est plus question de partages de bénéfices entre deux forces parallèles : capital et travail, mais seulement de mutualisme et de libre coopération. On peut donc sans se

1. L'échec des candidats socialistes, qui, aux élections législatives de 1919, ont perdu la majorité dans la plupart des circonscriptions rurales du département en est déjà une preuve.

leurrer fonder des espérances sur les bienfaits qu'on est en droit d'attendre de son développement.

Mais l'association ne suppléera que très imparfaitement au manque de main-d'œuvre, et à moins que les divisions ne s'opèrent par domaines entiers ce qui n'est pas encore le cas, la multiplication des exploitations raréfiera les bras disponibles; les 17.000 métayers bourbonnais devenus petits propriétaires ne pourront plus faire valoir le même nombre d'hectares de terre, la somme de travail dépensée à l'hectare sera bien supérieure et il est peu probable que le produit brut, si élevé soit-il, compense cet écart.

Il est donc à souhaiter que l'accession du métayer à la propriété s'opère graduellement et par morcellements importants, par domaines entiers autant que possible, afin que l'agriculture n'ait pas à souffrir d'un brusque tassement de la main-d'œuvre et d'une dispersion *désordonnée de ses forces vives* (1).

1. D'après M. Pajot, représentant de la Société Bernheim dans l'Allier, sur cent propriétés vendues actuellement dans le département, 10 sont achetées par des industriels ou des capitalistes étrangers à la région, 20 par des négociants ou industriels locaux et 70 par les fermiers et métayers.

CHAPITRE II

LA RÉFORME DU MÉTAYAGE

§ 1. — Le Rétablissement de l'Equilibre

Malgré les sombres prévisions des pessimistes qui prononcent déjà la condamnation définitive du métayage, et le juvénile enthousiasme des promoteurs d'organisations inédites ou de transformations sociales, il semble encore prudent et possible à beaucoup d'agriculteurs bourbonnais de faire survivre longtemps le vieux contrat qui fit la tranquillité et la richesse de leur pays.

Mais on admet également que la situation s'est modifiée depuis la guerre et commande d'importantes modifications. Souvent des réformes avaient été demandées et principalement en 1910 au moment de la crise provoquée par la formation des syndicats de métayers. Le programme de leur organe « le Travailleur rural » exigeait : « Plus d'impôts coloniques, suppression des corvées et redevances qui, supprimées légalement par la Révolution, existent encore en fait ; des bâtiments

d'habitation plus confortables, des bâtiments d'exploitation en rapport avec les conditions de la culture moderne, l'amélioration de nos chemins et de nos cours ; n'être jamais inquiétés pour les actes de notre vie privée ; bénéficier des mêmes avantages que nos frères des usines » (1). Ces réclamations, parfois malheureusement justifiées, étaient présentées avec une violence haineuse, à un moment où rien de spécial n'avait changé dans la condition de chacun ; aussi furent-elles repoussées en bloc par les propriétaires qui voyaient surtout en elles la manifestation d'un esprit intransigeant et révolutionnaire.

Aujourd'hui, il n'en est plus de même et ce qui paraissait inadmissible ou injuste, il y a dix ans, s'imposera normalement à tout le monde sans agitation, ni contrainte. « Si vous voulez que le contrat prospère, faisait observer M. Laborde au Sénat, au moment du vote de la loi de 1889, c'est à condition de respecter l'équilibre des droits et des intérêts. » Cette phrase trouve une nouvelle application ; un fait est indéniable, les charges du métayer ont été énormément augmentées par suite de la hausse excessive de la main-d'œuvre, du prix de la vie, des instruments et des cheptels. Ses recettes ont sans doute suivi une progression analogue et beaucoup de colons se sont enrichis rapidement ; mais le propriétaire a vu lui aussi les siennes s'accroître ; ses charges

1. Léopold Bernard, *les Idées révolutionnaires dans les Campagnes du Bourbonnais*, p. 41.

se sont, il est vrai, alourdies, il lui faut des fonds de roulement plus importants et les réparations coûtent très cher. Cependant ces fonds ont quelque peu bénéficié de la hausse par leur continuelle transformation et il est souvent possible de réduire les frais d'entretien au strict indispensable; le métayer, lui, ne peut restreindre les dépenses qui lui incombent, car d'elles dépend directement le résultat de la production. Si l'on comparait en prenant comme base de répartition l'ancien contrat, les bénéfices nets en fin d'année du propriétaire et du métayer en 1913 et en 1919 on s'apercevrait, dans les conditions normales, que l'équilibre est rompu par suite des circonstances actuelles, au dépens de ce dernier. Les propriétaires peuvent donc, tout en tenant compte de l'augmentation du taux de l'intérêt et de la valeur de la propriété, faire les concessions indispensables au rétablissement de cette égalité, principe du métayage bourbonnais, sans dépasser la marge que leur laissent les bénéfices supplémentaires. On aurait du reste tort pour faire ce calcul de se baser sur les cours de cette année, les prix exagérés subiront sans doute une certaine baisse; mais on peut prévoir dès maintenant une juste moyenne établie d'après les expériences du passé et les probabilités de l'avenir et c'est dans les limites ainsi fixées qu'on devra agir. Il faut, en effet, se garder autant d'une prudence exagérée qui en marchandant les réformes leur enlèverait leur caractère de généreuse justice que d'un optimisme irrai-

sonné, car les concessions de ce genre sont toujours définitives.

A) *L'Impôt colonique et les redevances*

Cette question toujours soulevée et inséparable du métayage va-t-elle disparaître des discussions ? C'est probable, car, d'après l'avis général, l'impôt colonique n'est plus qu'un souvenir que certains propriétaires maintiennent encore en principe, par respect d'une vieille tradition, sans en exiger le paiement, tandis que beaucoup d'autres l'ont réduit à une somme insignifiante et même complètement supprimé. Cette redevance pécuniaire due par le métayer et variant suivant l'étendue et la fertilité des domaines a provoqué depuis cinquante ans des débats passionnés dans le monde agricole bourbonnais. On a cherché à la justifier et parmi les multiples raisons qui furent données, si les unes étaient très valables, d'autres l'étaient beaucoup moins ; en tout cas, il semble aujourd'hui que celles qui plaident encore en sa faveur sont à leur tour insuffisantes pour en expliquer le maintien. La cause même de l'impôt colonique, d'après les principaux économistes de la région, qui ont écrit sur ce sujet, MM. Meplain, de Larminat, Turlin, etc... « est l'écart qui existe entre l'effort du travail exigé par les différents domaines pour produire une même somme de valeur » (1). C'est certaine-

1. Meplain, *le Bail à portion de fruits*.

ment d'après cette conception d'apparence très scientifique que la prestation a été le plus souvent déterminée ; or, il y a là une criante anomalie dans un contrat de société et une porte ouverte à tous les abus. On prétendait que l'apport du colon n'équivaut pas toujours à celui du maître et que l'impôt colonique était un moyen compensateur. Mais l'appréciation *a priori* de la valeur-travail fourni par le métayer par rapport au capital que représente le domaine est forcément arbitraire, il peut y avoir autant de différence entre les rendements fournis par un bon et un mauvais métayer que par un bon et un mauvais domaine. Pour rester dans la logique, il aurait alors fallu exiger un énorme impôt du mauvais métayer cultivant un bon domaine et par contre accorder une prime au bon métayer travaillant une mauvaise métairie. De telles distinctions sont pratiquement impossibles. On négligeait donc par principe la valeur propre du travail qu'on évaluait d'après le taux moyen du salaire dans la région ; mais le métayer n'est plus, dans ce cas, l'associé encourant des risques communs de perte ou de gain, c'est un simple domestique auquel, par un savant dosage, on permet de prendre son salaire en nature. Le développement de cette opinion permet d'aboutir aux pires conclusions ; seule la métairie qui produit juste assez pour nourrir son colon sera exempte de l'impôt qui, augmentant en même temps que la fertilité des terres, réduit automatiquement tous ceux des autres domaines à la même situation. On réalise évi-

demment ainsi l'égalité entre les métayers, mais l'égalité dans la misère et par une brutale application de la loi d'airain. « La prestation colonique, dit M. Rambaud, joue le rôle d'un instrument de compensation et d'équilibre parfait nivelant les salaires des colons autant que la mobilité de ceux-ci peut le permettre (1)... instrument de compensation mais aussi de pressurage (2) ». On était donc arrivé à fixer la quotité de l'impôt colonique à raison de 5, 10 ou 15 francs par hectare en se basant uniquement sur le plus ou moins grand nombre de demandes qu'avait la métairie ainsi mise aux enchères. De là à abuser de la situation il n'y avait qu'un pas qui fut quelquefois franchi par des propriétaires ou des fermiers sans scrupules. Ce sont les conséquences fâcheuses d'une conception, à la rigueur soutenable, lorsque le métayage à ses débuts se distinguait mal du louage, mais qui, depuis longtemps, n'était plus en concordance avec la réalité.

Il est une autre raison également souvent invoquée, mais aussi fort discutable, qui légitime l'impôt colonique en tant que participation à l'impôt foncier. Il semblerait normal que celui qui bénéficie d'une partie des revenus de la propriété, supporte également sa part des charges fiscales qui la grèvent. Cependant, même autrefois, le colon devait-il, équitablement, quelque chose de cette rançon imposée au propriétaire, selon les termes de M. Vernai-

1. Rambaud, *la Question des fermiers généraux*, p. 154.

2. Rambaud, *la Question des fermiers généraux*, p. 179.

son « à ce titre même de citoyen détenant à sa fantaisie
« la plus étendue, la plus complète, une partie du sol
« national, dont il peut faire ce que bon lui semble, sur
« laquelle il a, suivant l'expression latine, le *jus abu-*
« *tendi* » (1)? Aujourd'hui, avec l'impôt sur les revenus,
l'assimilation serait encore plus inconcevable, le métayer
étant lui même taxé personnellement pour ses bénéfices
agricoles, c'est-à-dire pour les seuls avantages qu'il
tire de la propriété. En répercutant l'impôt sur lui, par
un moyen détourné et immoral, le propriétaire échap-
perait aux charges qu'il doit au pays et les ferait peser
doublement sur son associé.

Enfin on vit aussi dans la prestation colonique une
rente servie par le métayer et destinée à amortir les
grosses avances faites par le propriétaire pour mettre
la terre en valeur : constructions, déboisements, drai-
nage, etc... On a dépensé en effet des sommes impor-
tantes au moment de la transformation des méthodes
de culture opérée de 1850 à 1880 environ. Mais depuis,
grâce à ces versements répétés pendant des années,
l'amortissement s'est fait ; et il semble difficile, à l'époque
actuelle, où la production est le résultat normal de tra-
vaux annuels, d'admettre que le métayer continue indé-
finiment à payer les intérêts d'un capital depuis long-
temps récupéré.

Il ne faudrait pas croire cependant que pendant un

1. P. Vernaison, *Lettre aux métayers sur l'impôt colonique*, p. 16.

de mi-siècle, tous les propriétaires et fermiers généraux bourbonnais ont exigé l'impôt colonique simplement parce que le monopole des terres permettait cette fantaisie à leur bon plaisir. Il était en fait la compensation d'avantages certains dont le colon bénéficie seul ; c'étaient d'abord les œufs, le laitage, les petites volailles, dont le partage égal est pratiquement impossible et qu'on lui abandonnait en totalité ; puis l'usage personnel d'un jardin, le bois de la taille des haies, le prix des saillies des étalons, et enfin la liberté de puiser dans le domaine la quantité de pommes de terre nécessaires à son alimentation.

De plus il était logé, ainsi que toute sa famille même, si certains membres de celle-ci, enfants, vieillards n'étaient d'aucune utilité. On a contesté cependant la valeur de cet argument. « Il est logique, disait M. Bernard en 1910, d'écarter ce facteur, car il est naturel que les propriétaires logent ceux qui font valoir leurs terres ; aucun loyer ne leur est dû pour cela. N'auraient-ils pas à loger leurs domestiques, s'ils remplaçaient le métayage par le faire valoir direct (1) ». Cette assimilation du colon à un salarié fausse complètement la portée du raisonnement ; le logement est un avantage supplémentaire dont jouit l'un des associés, une compensation pécuniaire pouvait être justifiée. Du reste, en se plaçant au point de vue de M. Bernard, on devrait reconnaître

1. *Le Temps*, 29 novembre 1910.

que les ouvriers logés sont payés moins cher que ceux qui ne le sont pas et que par conséquent le salaire en nature que perçoit le métayer en conservant la moitié des récoltes peut correspondre à celui d'un ouvrier non logé (1).

Quoi qu'il en soit, il semble juste maintenant d'abandonner à titre gratuit aux colons ces différents avantages en raison des charges nouvelles que leur a créées l'augmentation du prix de la vie ; l'écart entre leurs dépenses d'avant-guerre et celles de ces temps-ci sera encore loin d'être comblé par cette concession. Evidemment, certains domaines seront plus demandés que d'autres, cependant la différence entre eux, comblée jadis par la prestation colonique, ne sera pas aussi grande actuellement qu'on pourrait le croire. En effet, les terres les plus fertiles sont souvent les plus difficiles à cultiver, et pour cela exigent plus de main-d'œuvre ; les métairies qui comprennent beaucoup de prairies rapportent des revenus élevés, avec un travail réduit, mais le cheptel y est très important, le remboursement plus lourd et l'aléa plus grand. De sorte qu'en définitif les métayers n'auront guère de raison de se jalouser ; actuellement on remarque déjà que les domaines de terres légères et à faible rendement, où jadis on ne faisait payer qu'un impôt colonique insignifiant, trouvent plus facilement preneur que

1. Ces différentes explications ne sont du reste que le développement de la première raison et aujourd'hui comme jadis le problème se réduit à déterminer l'exact partage de la production entre ses deux facteurs : Capital et travail suivant leur valeur réciproque.

les riches domaines de « forte terre » où on exigeait facilement de fortes prestations des colons. Toute cette question se réduit donc en somme à un problème d'équilibre dont la solution varie avec les époques et les contingences économiques.

Le principe des redevances en nature est intimement lié à celui de l'impôt colonique, avec lequel celles-ci feraient même double emploi si l'on adopte la théorie qui voit en lui la compensation des produits dont le métayer jouit seul. Il était en effet tenu, d'après la plupart des baux, de fournir non seulement un certain nombre de douzaines d'œufs, de livres de beurre, de paires de poulets ou de kilos de pommes de terre, mais parfois aussi un ou deux chars de paille, de foin ou de betteraves. Ces dernières redevances sont parfaitement condamnables, car portant sur des denrées utiles à la métairie, elles n'en sont distraites qu'au détriment de l'exploitation et du rendement total. Quant aux autres, elles ont pu être justifiées autrefois, mais les mêmes raisons, qui plaident pour la suppression de l'impôt colonique, en amèneront aussi l'abandon. Elles ont en outre le grand tort de rappeler par certaines analogies, le souvenir de temps passés et de coutumes abolies, et ont permis à M. Brizon de soutenir en 1910 à la tribune de la Chambre des députés que nos régions « sentent encore le poids de la féodalité » (1). C'est là beaucoup plus une

1. *Journal officiel* du 20 décembre 1910, p. 3472.

exagération oratoire qu'un tableau de la réalité et si l'on songe aux sommes modiques, par rapport au revenu total d'une métairie, que représentent ces fameuses « servines », on s'étonne que les propriétaires les aient maintenues si longtemps.

Le caractère néanmoins un peu vexatoire de ces conditions se retrouve dans les charrois improprement baptisés « corvées » qu'ils se réservaient également. On doit les diviser en deux catégories : d'abord ceux qui se rapportent directement à l'exploitation du domaine : roulage du charbon pour les battages, des matériaux nécessaires à l'entretien des bâtiments, des tourteaux et engrais, des blés et autres produits vendus dans le commerce. Ces travaux accessoires de l'entreprise, exécutés avec les chevaux ou les bœufs communs profitent aux deux associés, l'un fournit l'homme, l'autre la nourriture, il n'y a rien à retoucher à cette organisation qui ménage les droits et sert les intérêts de chacun. Il y a eu malheureusement certaines exagérations, on s'est servi de ces stipulations justes en elles-mêmes pour faire exécuter des travaux dépassant le service de l'exploitation : transport des matériaux pour la construction d'un domaine ou la création d'un chemin et aussi pour exiger des charrois en compensation de ceux que le métayer peut faire pour son usage personnel. On retrouverait ainsi dans les baux des prescriptions qui paraîtraient abusives, si l'on ne remarquait qu'elles datent de cinquante ou soixante ans et ne sont plus exécutées ; telles

que celle-ci : « Le preneur devra faire tous les charrois que le bailleur jugera utiles pour son service ou celui du domaine, dans un rayon qui ne dépassera pas 30 kilomètres » (1). Sans aller jusque-là, des propriétaires usaient cependant de cette faculté, pour faire transporter des matériaux pour leur utilité personnelle, charbon, bois, sable, etc... Ces habitudes, qui avaient en plus l'inconvénient de fatiguer le bétail, doivent être définitivement délaissées, c'est le meilleur moyen d'éviter que le métayer ne cherche sournoisement à se dédommager en faisant en cachette des charrois pour des étrangers, c'est aussi une condition du retour à l'égalité parfaite qui doit être la base du métayage.

La raréfaction des colons a déjà contraint beaucoup de propriétaires à accepter ces réformes, il est à souhaiter que tous comprennent leur nécessité et ne cherchent pas à sauvegarder pour de vaines questions de principe des coutumes économiquement désuètes et financièrement négligeables. Car si dans les baux nouveaux on tient compte de la situation actuelle, on ne cherche pas à modifier ceux en cours, et dans la même propriété il y a les métayers derniers venus qui ne payent pas l'impôt colonique, ne fournissent aucune redevance, et les anciens les plus fidèles qui y sont encore soumis. C'est un très mauvais calcul de fausse économie ; cette inégalité de traitement fera naître des mécontentements dont

1. *Le Temps*, 2 novembre 1910.

le propriétaire sera le premier à supporter les conséquences.

B) *Augmentation des fonds de Cheptel*

« Le cheptel de métairie, dit Auroux des Pommiers, consiste dans les bestiaux que le propriétaire d'un domaine donne à son métayer à la charge de prendre soin de leur nourriture, de les garder, de s'en servir pour la culture et amélioration des héritages à la condition d'en partager le profit et le croît (1). » C'est la véritable définition du cheptel de fer, tel qu'on le concevait au début du métayage, et tel qu'il devrait être encore aujourd'hui ; il représente les animaux indispensables à la culture du domaine et qui doivent y rester attachés en qualité d'immeubles par destination. L'excédent donné par le croît est, comme il a été dit, une marchandise dont la quantité et la qualité varieront suivant les circonstances. Or, par suite de l'augmentation progressive de la valeur productive des domaines, puis ces dernières années, en raison de la hausse énorme du bétail, hausse sans précédent dans l'histoire économique, le cheptel cultural a pris une valeur tout à fait imprévue. M. Vacher dans une monographie de métairie montre comment un cheptel évalué 7.800 francs en 1880, en valait 16.000 en 1900 et 20.500 en 1908 (2) ; aujourd'hui il atteindrait vraisemblable-

1. Auroux des Pommiers, *Coutume du Bourbonnais*, t. XXXV, p. 363.

2. Vacher, *Monographie d'une métairie*, p. 7.

ment 60.000 francs. Mais en 1880 ces 7.800 francs étaient divisés en deux parties : 3.500 francs représentaient le cheptel de fer et 4.300 francs le bétail commercial, seule cette seconde partie était fournie à part égale par les deux associés ; dans ces conditions les choses étaient normales. Malheureusement tandis que le prix des animaux augmentait le cheptel de fer constitué par une simple valeur pécuniaire restait indentique et aujourd'hui il est de 3.500 francs pendant que le croit est de 56.500 francs.

Cet exemple montre l'anomalie, cause de toutes les difficultés que soulève la question des cheptels ; pour y remédier il faut se mettre au diapason général et établir des fonds de cheptel qui correspondent à ce qu'ils doivent être en réalité. Certes c'est une nouvelle et importante mise de fonds qui va incomber aux propriétaires ; mais en régularisant la situation, elle permettra d'éviter l'adoption de l'évaluation du cheptel au poids et de ses innombrables inconvénients. Du reste, si le fonds de cheptel continue à n'être qu'une valeur pécuniaire, la charge et les risques ne seront pas aussi grands qu'on pourrait se l'imaginer. C'est la consolidation d'une partie du capital engagé, désormais mis à l'abri de toute chance de baisse.

Supposons un propriétaire qui, ayant dans dix domaines pour 400.000 francs de bétail, dont 20.000 fr. en cheptel de fer, décide de porter ces derniers à 60.000 francs ; il n'a que 20.000 francs à verser à ses

métayers puisque sur ces 60.000 francs les deux tiers lui appartiennent déjà. Le premier résultat de l'opération sera de les satisfaire car ils seront heureux d'encaisser de l'argent, et si dans cinq ans le bétail a perdu la moitié de sa valeur, la situation du propriétaire qu'il ait engagé plus ou moins de fonds dans la transformation n'en sera pas plus mauvaise dans un cas que dans l'autre ; celles de ses colons à son égard ne changera pas non plus. Dans le premier état de chose on aurait eu :

PART DU PROPRIÉTAIRE

$$\frac{400.000}{2} - 20.000 : 2 = + 90.000$$

$$210.000 - 110.000 = \text{Perte } 100.000$$

PART DES COLONS

$$\frac{400.000}{2} - 20.000 : 2 = + 90.000$$

$$190.000 - 90.000 = \text{Perte } 100.000$$

et dans le second on aura :

PART DU PROPRIÉTAIRE

$$\frac{400.000}{2} - 60.000 : 2 = + 70.000$$

$$210.000 + 20.000 = 230.000 - 130.000 = \text{Perte } 100.000$$

PART DES COLONS

$$\frac{400.000}{2} - 60.000 : 2 = + 70.000$$

$$190.000 - (70.000 + 20.000) = \text{Perte } 100.000$$

Tout se réduit finalement à une perte d'intérêt du propriétaire au profit de ses métayers, perte qui ne

porte que sur les 20.000 francs versés. Or ce sacrifice est nécessaire, car le colon ne doit pas avoir à fournir ce capital fixe qu'est le cheptel de fer. On a commencé déjà dans beaucoup de propriétés à augmenter les fonds de cheptel, mais on y procède encore timidement souvent par manque de capitaux. Cependant cette réforme devrait être beaucoup plus radicale pour enrayer définitivement la crise actuelle et en rendre le retour impossible; il serait utile, sinon immédiatement, du moins dès que les cours seront un peu plus stables, de substituer au fond de cheptel évalué financièrement, le fond de cheptel à « la tête ».

C'était du reste le vieux système employé en Bourbonnais au début du ^{xix}^e siècle et qui s'est même perpétué, notamment pour les ovidés, jusque vers 1850. M. Convert propose une méthode analogue en usage dans les baux à métayage des Dombes et de la Bresse, c'est le cheptel constitué à « la toise » ou « au mètre » « incontestablement plus logique, dit-il, que le cheptel à l'estimation en argent. Ce que désire en effet un propriétaire qui crée un cheptel de bétail, c'est de donner à son domaine des ressources spéciales, jugées nécessaires pour assurer tout ou partie de son exploitation. Quand il remet avec sa ferme quatre bœufs et six vaches, c'est parce qu'il considère que ces quatre bœufs et ces six vaches doivent aider à la culture » (1). Dans chaque

1. F. Convert, *l'Estimation des Cheptels de bétail* (*Journal d'Agriculture pratique*, 22 mai 1919).

métairie on désignerait « les animaux attachés à la culture » dont parle l'article 524 du Code civil, en les classant par catégorie suivant leur sexe, leur âge et leur qualité.

Cette immobilisation effective du cheptel cultural seul et sans intervention de pesée, échappe à tous les inconvénients pratiques et aux inconséquences relevées à propos de l'évaluation des cheptels au poids ; enfin les métayers délivrés de l'appréhension que leur causait la prise en charge de cheptels énormes, accepteraient plus facilement l'estimation financière des excédents et continueraient à en rembourser leur part réduite à ses justes proportions. Il n'y a qu'un écueil sérieux à la mise en application de cette méthode, en dehors de l'avance de fonds momentanément assez aléatoire, c'est la transformation progressive que peut subir le bétail par suite de l'amélioration des races, et qui rendrait difficile au bout d'un certain temps la reconstitution d'un même cheptel. Mais rien n'empêche de procéder à une révision tous les dix ans avant que n'ait disparu tout terme de comparaison.

Quant aux autres questions de détail, elles sont peu importantes et seraient facilement résolues dans la pratique.

Il est évident que l'on ne doit jamais perdre de vue, en les constituant, la véritable nature des cheptels de fer ; ils devront être surtout élevés dans les régions à culture intensive, plus faibles dans celles de terres

légères et réduits encore là où les prairies dominent, car il faut dans ce dernier cas moins d'animaux pour cultiver. L'élevage et « l'embouche » étant des opérations à tendance commerciale, le bétail utilisé est alors surtout une marchandise et doit être pris en charge à leurs profits et pertes à la fois par le propriétaire et par le métayer.

Certains juristes, argumentant sur les textes, ont été jusqu'à prétendre que le cheptel cultural bien qu'estimé en valeur devait être remis quand même en nature, sous prétexte que le fermier ou le métayer ne peut laisser la ferme dé garnie des « animaux nécessaires à la culture » (1) et que la convention initiale se trouve faussée par les événements. Ce raisonnement est juridiquement inacceptable; l'article 1821 du Code civil est formel et ne parle que d'« une valeur égale au prix de l'estimation ». Les propriétaires devront donc adopter la seule solution possible et racheter cette partie de leur capital que, soit par négligence, soit par imprévoyance, ils ont laissé passer entre les mains de leurs métayers.

C) *Les Instruments et les Améliorations*

Le colon était aussi chargé de fournir les instruments de travail; or actuellement le prix en a augmenté dans des proportions extraordinaires: les charrues, tombe-

1. *Bulletin de la Société des Agriculteurs de France*, août 1919, p. 206.

reaux, chars ; etc... ont plus que quadruplés de valeur. Il en résulte une aggravation sensible de ses frais, accentuée encore par la nécessité de remplacer le matériel primitif en usage par des instruments perfectionnés qui permettent de suppléer au manque de main-d'œuvre. Beaucoup de métayers doivent se munir de faucheuses, râteleuses, moissonneuses, charrues de brabant, quelquefois de semailles, sans compter les outils moins importants tels que les herses américaines, bineuses, etc... Ceux qui s'en étaient pourvu avant la guerre peuvent les entretenir sans s'obliger à de trop grandes dépenses ; mais il est matériellement impossible au métayer qui veut s'établir maintenant de se les procurer avec les ressources dont il dispose. Puis on sera amené à utiliser les tracteurs pour le labourage, entreprise qui dépassera encore davantage les forces du colon. Cette question du machinisme agricole est cependant capitale et il semble que les propriétaires devront par une sage intervention venir en aide à leurs métayers et contribuer par ce moyen aux dépenses nouvelles occasionnées par le coût de la main-d'œuvre.

Dès l'apparition des machines perfectionnées, certains agriculteurs en avaient acheté quelques-unes à leurs frais, à titre d'exemple, afin de convaincre leurs colons et de les engager à s'en procurer. M. Vacher en 1899 approuvait vivement ces initiatives : « pour aboutir plus sûrement et plus rapidement, écrivait-il, il importe « que les propriétaires provoquent et facilitent les achats

« d'instruments comme déjà ils ont facilité et encouragé « l'achat des animaux de choix (1) ». Tout le monde reconnaît aujourd'hui leurs grands avantages, mais la plupart du temps ce sont les fonds qui manquent. En ce qui concerne les outils individuellement nécessaires à chaque domaine, on a imaginé ces temps derniers une méthode assez heureuse ; ils sont achetés en commun par le propriétaire et le métayer, et mis en cheptel au même titre que le bétail. La somme à immobiliser ainsi divisée est beaucoup moins lourde, et le colon étant chargé des frais d'entretien et sachant qu'à sa sortie les instruments seront estimés à tout intérêt à les ménager et à les conserver en aussi bon état que possible. Cette combinaison est plus difficilement applicable aux machines qui atteignent des prix trop élevés pour être utilisées économiquement par une seule métairie notamment aux moissonneuses, rouleaux, semoirs, etc... Vraisemblablement les propriétaires seront obligés de les acheter eux-mêmes pour les louer ensuite à leurs métayers ou simplement les leur prêter en répartissant entre eux les dépenses d'entretien.

Enfin la Motoculture qui certainement va se généraliser dans toutes les parties inaccidentées du département, dès que les tracteurs seront au point et d'un emploi facile, soulèvera également, pour les mêmes raisons, certaines difficultés. Comment répartira-t-on

1. M. Vacher, *les Machines agricoles dans les pays à métayage.*

les frais de labourage ? Bien que chargé de fournir la main-d'œuvre, le métayer ne voudra pas les supporter seul. Actuellement certaines sociétés encore rares et quelques particuliers entreprennent des labourages à prix faits et cette année les déchaumages étaient effectués moyennant 130 à 150 francs à l'hectare. Cette somme un peu élevée était supportée en commun par le propriétaire et le métayer : mais le système n'est pas très pratique, car on ne dispose pas du tracteur quand on le désire, on l'attend souvent des mois et la bonne saison des travaux se passe pendant ce temps-là. Il est donc à prévoir que d'ici peu tous ceux qui ont une propriété suffisante, 200 hectares au moins, achèteront un tracteur pour eux. Dans ces conditions, il serait normal que l'amortissement incombât au propriétaire fournisseur naturel du capital, le salaire et la nourriture des conducteurs au métayer fournisseur de la main-d'œuvre et que l'entretien et le combustible correspondant à l'économie réalisée sur le bétail soient partagés à frais égaux. Pour l'instant les propriétaires qui ont fait l'acquisition de ces appareils tentent surtout des essais, aussi la participation du métayer est très variable suivant les lieux, mais il faut dès maintenant envisager l'extension de la motoculture et la solution proposée paraît être la meilleure. Dans ce vaste problème de l'outillage, ils s'étaient contentés jusqu'ici d'intervenir en apportant certains encouragements sous forme de secours bénévoles et passagers ; ces habitudes si généreuses soient-elles ne

suffisent plus, l'avenir réclame une organisation plus rationnelle d'un facteur aussi important de la production.

La réalisation des améliorations foncières nécessite également une délimitation nette des droits et des charges de chacun. Les terrains s'épuiseraient rapidement si on ne leur rendait sous une forme ce qu'on leur prend sous une autre et après les déficits de ces dernières années, il y a beaucoup à faire pour rétablir la fertilité du sol. Qui supportera ces dépenses ? Le propriétaire a de tout temps payé certains travaux de premier établissement tels que les déboisements, irrigations, drainages, etc..., qui tous sont perpétuels. Il n'en était pas de même pour les améliorations semi-permanentes dont les résultats se font sentir pendant quelques années seulement, comme le curage des fossés et rivières, les créations de prairies, l'entretien des chemins de propriété, le chaulage. Jadis le métayer y contribuait pour moitié, mais aujourd'hui il soulève de nombreuses objections et d'autant plus vivement que rien n'ayant été exécuté pendant la guerre, les dépenses à faire sont considérables ; cette perspective est parfois la cause secrète de son départ. Il semble que le propriétaire doive aussi sur ce point faire de sérieuses concessions, car lorsqu'il remet une terre au colon, et bien que l'état des lieux soit consigné sur un procès-verbal, il faut qu'elle soit cependant suffisamment fertile pour qu'en la travaillant il puisse immédiatement gagner sa vie, or lorsque le sol

est complètement épuisé, que les ronces et les mauvaises herbes ont envahi les champs, que l'eau ne s'écoule plus, la terre n'est plus dans son état normal. Il est juste que le métayer fournisse la main-d'œuvre nécessaire à l'entretien du capital mais non celle qui crée ce capital.

Sa contribution financière s'impose au contraire pour les achats d'engrais annuels ; fumiers, superphosphates, nitrates, dont on retrouve aussitôt les résultats ; la proportion de cette contribution peut varier, suivant les terrains, entre le tiers et la moitié, car il reste toujours quelque chose à la terre. Parlant des améliorations en général, M. de Larminat disait : « Chaque améliorations, si les opérations sont bien conduites, doit augmenter graduellement la fertilité du sol et le doter au bout de quelques temps, d'une richesse qu'il ne possédait pas auparavant. Il y a là une bonification qui reste au possesseur du sol et comme son association avec le métayer peut se dissoudre pendant cette période, il ne serait pas juste que celui-ci eut participé aux dépenses pour une part égale à celle du propriétaire puisqu'il lui laisserait une partie de ses avances » (1).

C'est qu'en effet la question délicate de la plus-value des terres est intimement liée à celle des améliorations foncières. En Bourbonnais, sans tenir compte des phénomènes spéciaux de hausse postérieurs à la guerre, la

1. De Larminat, *le Métayage dans le département de l'Allier*, p. 26.

propriété a pris une valeur considérable depuis soixante ans ; c'est même une des rares régions où elle ait ainsi subi sans arrêt une hausse rapide et constante qui a été approximativement évaluée à 140 0/0. Or ce résultat a été obtenu non par suite de l'accroissement automatique de la rente du sol, mais grâce à l'augmentation de sa productivité, conséquence à la fois des mises de fonds du propriétaire et du travail du métayer. M. Berthault en 1909 citait un propriétaire qui avait dépensé dans ses terres 194.258 francs, mais, avait vu en revanche la valeur en passer de 336.088 francs à 1.190.201 francs, et bénéficié ainsi d'une plus-value de 854.113 francs. Commentant ces chiffres M. Rambaud ajoute : « Nous voulons bien croire que les métayers ont été pour quelque chose dans cette hausse exorbitante du prix de la terre (1) ». Cependant lorsque le colon quitte le domaine, tout cet accroissement de valeur, il l'abandonne. A moins d'adopter les suggestions collectivistes et de soumettre les domaines à une estimation à l'entrée et à la sortie du métayer, ce qui est inadmissible, car dans le métayage le propriétaire doit seul courir les risques de gain ou de perte du capital, sa chose propre, et impraticable, car les métayers qui ne veulent déjà plus encourir les possibilités de baisse du cheptel, accepteraient encore moins de prendre en charge celles de la pro-

1. Rambaud, *la Question des fermiers généraux*, p. 135.

priété beaucoup trop dangereuses pour leur capacité financière, il faut que celui qui bénéficiera de la plus-value en fournisse seul les principales causes.

La création des prairies et leur clôture, le défrichage des haies, le curage des ruisseaux, le chaulage ou le marnage des terres doivent donc en grande partie être l'œuvre des propriétaires dont le capital est accru d'autant. Le travail supplémentaire que ces améliorations occasionneront toujours au colon ne sera pas trop rémunéré par l'augmentation des récoltes.

Ces différentes considérations, suggérées en partie par la situation présente, ne doivent pas être jugées comme les seules anomalies qui puissent naître du fonctionnement du métayage. Son rôle d'entrepreneur de culture peut à chaque instant créer des charges nouvelles au colon et pas conséquent modifier l'équilibre réalisé dans le contrat initial. Il en a été ainsi notamment lorsqu'ont été votées les lois sur les accidents du travail, puis sur les retraites ouvrières ; ces deux aggravations du prix de revient de la main-d'œuvre lui seul les a supportées. Que se passerait-il maintenant si la journée de huit heures était imposée à l'agriculteur ? Le métayer devrait-il en souffrir encore tous les inconvénients ? Quiconque a tant soit peu vécu à la campagne, écrit M. Brillaud de Lajaurdière, sait que la durée du travail quotidien est subordonnée aux exigences des saisons et aux caprices du baromètre. Que la pluie tombe, impossible de rentrer le foin ou de faire la moisson ; mais le soleil

brille-t-il le lendemain, il faudra mettre les bouchées doubles » (1).

Le propriétaire pourra-t-il se désintéresser des difficultés pratiques provoquées par l'application de cette loi en même temps que des frais supplémentaires qui en seront la conséquence ? A chaque sérieux changement des conditions économiques doit correspondre une modification parallèle de celles qui servent de cadre à l'association.

§ 2. — Amélioration du métayage

A) *Les baux à long terme*

A coté des réformes essentielles et urgentes dont nous venons de parler, il est un certain nombre d'améliorations moins importantes dont la réalisation serait cependant souhaitable pour la régénération du métayage. La première serait la conclusion de baux de longue durée. Jusqu'ici les contrats étaient faits pour un an et se renouvelaient par tacite reconduction, pratiquement ils se poursuivaient très souvent pendant des années quelquefois pendant plus de cinquante ans. Le bail annuel a l'énorme avantage de ne pas enchaîner la liberté des contractants qui peuvent ainsi se séparer très facilement, faculté d'autant plus appréciable que le métayage

1. *Bulletin du syndicat central des Agriculteurs de France*, 1^{er} octobre 1919, n° 736, p. 244.

suppose une mutuelle confiance : « un bon maître et un bon métayer auront toute raison de continuer le bail et les mauvais ne se sépareront jamais trop tôt » (1). Il résulte néanmoins de cette situation une incertitude du lendemain nuisible à tout essai de culture progressive et rationnelle ; c'est cette instabilité qui rend la gestion du fermier toujours inférieure, et cause encore plus les hésitations du métayer devant beaucoup de travaux. « C'est vous propriétaires inconscients, disait M. Bernard dans *le Travailleur rural*, qui avez fait de lui un être routinier. Quelles améliorations peut-il entreprendre pendant un an ? Pourquoi dépenserait-il pour vos terres alors que l'année prochaine il sera peut-être ailleurs ? (2) » Cette possibilité de partir six mois après avoir prévenu, facilite d'un autre côté les abandons de domaine sans raison ou pour des motifs futiles ; en cas de crise ce peut être une porte ouverte à la panique ; nous avons vu comment en 1917 et 1918 un certain nombre de métayers en avaient profité pour spéculer sur les cheptels, des phénomènes analogues peuvent se représenter. Or les changements de métayers, si parfois ils s'imposent, sont toujours des occasions de perturbation dans la culture et l'élevage. La dernière année le colon s'oppose naturellement à toute amélioration, s'occupe de ses terres à blé, néglige les autres, et, malgré toutes les clauses.

1. Ratouis de Limay, *le Métayage dans le département de l'Indre*.

2. Rambaud, *la Question des fermiers généraux*, p. 154.

préventives pour éviter l'épuisement du domaine : terres à semer, fourrages et paille dont l'usage est seul permis au sortant, et la confection d'un état des lieux, on peut être certain qu'il en résulte un appauvrissement final. Quelquefois ces départs sont même l'occasion de vengeances perfides : « Ici, dit M. Léopold Bernard, un métayer sortant pour se venger de celui qui le remplace ne fait pas saillir les vaches quoiqu'il paie la saillie, là un autre jette en partant de la chaux dans les mares ou du verre dans les puits (1) ». Heureusement il n'en va pas toujours ainsi et les gens ne sont pas aussi haineux dans tout le département. Néanmoins avec la coutume actuelle et bien que certains demeurent très longtemps au même endroit, chaque année 15 à 20 0/0 changent de métairie.

Les baux de longue durée permettraient une plus grande stabilisation de l'association. Sans entrer encore résolument dans cette voie, on emploie déjà de plus en plus un moyen détourné pour éviter les départs brusques ; on a porté dans beaucoup de baux, de six mois à un an, le délai de dénonciation, de sorte que, après avoir réglé les comptes le 11 novembre, si aucune décision n'a été prise, chacun a deux ans devant soi d'assurés. C'est un palliatif ingénieux mais insuffisant : pourquoi ne pas conclure comme dans le fermage des baux

1. Léopold Bernard, *les Idées révolutionnaires dans les campagnes du Bourbonnais*, p. 49.

de trois, six, neuf et douze ans résiliables à la fin de chaque période et pouvant se renouveler par tacite reconduction de trois ans en trois ans. Il semble anormal que dans un bail rural la durée minimum ne comprenne même pas un assolement triennal ; l'article 1774 du Code civil est beaucoup plus logique : « le bail des terres labourables, y est-il dit, lorsqu'elles se divisent par soles ou saisons, est censé fait pour autant d'années qu'il y a de soles. » Il est évidemment toujours à craindre que les deux associés ne s'entendent pas, aussi serait-il peut-être imprudent de conclure dès la première rencontre un contrat d'une portée trop longue, mais lorsque propriétaires et métayers ont travaillé ensemble depuis deux ou trois ans ils se connaissent et s'apprécient suffisamment pour savoir s'ils peuvent sans inconvénient consolider leur association. « Si on songe, dit M. Souchon, que bien souvent dans l'Allier les métairies sont concédées pour un an, il y a là un germe de réforme considérable » (1). Cette innovation serait du reste généralement bien accueillie par les métayers, car dans les réclamations de leurs syndicats en 1908, il était spécifié que les baux devraient avoir désormais une durée minimum de six ans (2).

1. Souchon, *la Crise de la main-d'œuvre agricole*, p. 277.

2. *Le Travailleur rural*, novembre 1908.

B.) *L'extension des prairies. —¹⁵ Les bâtiments*

A côté de cette amélioration purement juridique du métayage, il en est d'autres d'ordre agricole ou social qui sont aussi importantes. Il ressort de l'exposé de la situation créée par la guerre, que la réduction de la main-d'œuvre est indispensable à la conservation de cette institution ; or les machines à grand rendement ne sont pas utilisables partout, quant à la division des métairies il ne faut plus y songer ; il reste une dernière solution qui loin d'être parfaite, est cependant intéressante : c'est l'extension des prairies. D'après l'avis d'un agronome bourbonnais très expérimenté « les terres difficiles à travailler doivent être mises en gazon et il ne faut garder pour la culture que les plus fertiles et les plus faciles à cultiver. » Cette opinion est partagée par un grand nombre de propriétaires, qui engagés par les hauts prix du bétail ont déjà créé de nombreuses prairies naturelles ; les métayers ressentent les heureux effets de ces transformations qui diminuent leur travail. Elles méritent d'être poursuivies et dans certaines régions pourront réduire d'un tiers l'étendue des terres labourables. Il faut toutefois éviter les exagérations, tous les terrains ne permettent pas la réussite de l'opération, les prés exigent pour être productifs certaines conditions de sol, d'irrigation et d'exposition très caractérisées, d'autre part il est des terres qui rendent beau-

coup plus en céréales ; enfin si cette méthode était employée sur une vaste échelle elle pourrait avoir de graves répercussions sur la population. L'herbe chasse l'homme, l'Angleterre en a fait la dure expérience ; et M. Hitier parlant de la crise de la main-d'œuvre agricole disait : « Quant aux transformations dans les systèmes de culture et la substitution de l'herbe aux céréales, il se peut que l'agriculteur y trouve son avantage, mais il est moins sûr que la collectivité n'ait point à s'en inquiéter » (1).

Il est aussi à souhaiter que les propriétaires pourvoient leurs terres de clôtures artificielles. Quelquefois les haies ont été arrachées, et où elles subsistent elles occupent un terrain considérable qui pourrait être rendu à la production ; le métayer tient à elles moins à cause du bois qu'elles lui procurent que parce qu'elles lui évitent de louer des bergers et des vachers pour garder ses troupeaux. En les remplaçant par des clôtures en fil de fer on lui conservera cet avantage et le supplément de récoltes obtenu aura vite fait de payer les frais, d'autant plus qu'on évitera en même temps les continuels relevages de drainages.

Les bâtiments nécessitent des dépenses bien supérieures pour être remis en état. Bien que de sérieuses améliorations aient été faites depuis 1900 surtout, les

1. Hitier, *la Crise de la main-d'œuvre agricole* (*Revue politique et parlementaire*, 1914, p. 97).

élicitations que, lors des concours, on adresse aux propriétaires qui obtiennent les primes d'honneur, sont loin d'être méritées par tous les autres. Il en est, notamment ceux qui ne s'occupent pas de leurs métairies et les confient à un fermier, qui ne se rendent pas compte de l'état de délabrement de leurs bâtiments et par économie évitent toute réparation. On trouve encore des maisons et des granges couvertes en chaume, des cours mal pavées et boueuses où le fumier se décompose devant la porte de l'habitation, des chambres étroites, humides et obscures où logent parfois deux ménages ensemble. On a reconnu fréquemment que des cas renouvelés de charbon ou de tuberculose provenaient du mauvais état des écuries rendant impossible toute désinfection sérieuse. L'égoïsme du propriétaire l'a même poussé quelquefois à rebâtir la grange avant la maison : « Nous verrons, dit-on dans *la Revue hebdomadaire*, des maisons de métayers véritables et infâmes taudis s'écraser lamentablement devant de belles écuries neuves. N'est-il pas honteux de loger les hommes moins bien que les animaux ? C'est un fait rare maintenant mais il faut supprimer ces dernières exceptions scandaleuses » (1).

La tâche sera certes beaucoup plus difficile qu'avant la guerre, maintenant que la construction a atteint des prix exorbitants ; néanmoins il est des sacrifices indis-

1. *La Revue hebdomadaire* 21 octobre 1911 : *Métayers et propriétaires bourbonnais*, p. 370.

pensables. M. Maurice Gauthier, ingénieur agricole, auquel sa position de propriétaire dans l'Allier et en Saône-et-Loire permet de comparer la situation dans ces deux départements, nous déclarait : « On sera obligé dans bien des régions bourbonnaises d'aménager les métairies d'une façon plus moderne, pour trouver des métayers et des ouvriers agricoles, attirés de plus en plus vers le luxe des villes ». Pour que les jeunes paysans éprouvent un réel attrait à rester à la campagne ; l'espoir du gain ne suffit pas, il faut qu'ils sachent y trouver un bien-être et un confort qui ne leur fasse pas regretter celui des citadins. Avant de songer au luxe et au décor, à l'installation de bibliothèques scientifiques ou de jardins fleuris, qu'on construise d'abord des maisons aérées et hygiéniques partout où elles n'existent pas encore. « La transformation intérieure, écrit M. Méline, et l'embellissement des habitations dans nos villages apparaît comme une des mesures les plus pressantes, les plus indispensables si nous voulons retenir les générations nouvelles à la campagne et surtout y attirer les habitants des villes » (1).

A un point de vue plus particulier, il serait également très utile de doter les métairies de hangars assez spacieux pour y abriter les instruments perfectionnés dont l'emploi se généralise. Il n'en existe presque nulle part et ces outils délicats restent dehors à tous les temps

1. J. Méline, *le Salut par la Terre*, p. 165.

pendant que la rouille ronge les pièces d'acier et l'humidité pourrit le bois.

C) *Les devoirs sociaux des propriétaires*

Les obligations des propriétaires ne se réduisent pas à ces questions matérielles, il en est de plus délicates et de plus nobles. Certes il est difficile aujourd'hui de faire revivre le métayage sous sa forme patriarcale, les mœurs ont changé d'un côté comme de l'autre, les campagnes de politiciens ambitieux ont troublé la franchise des vieilles relations, les inventions modernes ont tué pour toujours bien des coutumes familiales. Mais rien ne sert de regretter un passé qui ne reviendra plus, il faut envisager le présent tel qu'il est, l'améliorer non en luttant contre l'inéluctable évolution mais en la dirigeant.

L'association où le « Maître » commandait à sa guise un colon docile professant pour lui un dévouement respectueux et confiant n'est plus du domaine de l'Economie politique, mais de l'Histoire. Désormais c'est d'égal à égal que les affaires se traitent, le droit de veto du bailleur subsiste, mais lorsqu'il est réduit à en faire usage le bail touche à sa fin. Ce nouvel état d'esprit, conséquence indubitable du progrès intellectuel sinon moral des cultivateurs, loin de désintéresser le propriétaire de ses exploitations doit au contraire l'inciter à renouer des rapports plus élevés avec ses métayers, à

les instruire de sa science et de son expérience, à obtenir d'un consentement libre et réfléchi le travail autrefois résultat d'une simple obéissance passive. Qu'il vive au milieu de ses terres, que, sans exercer pour cela une surveillance vexatoire, il reste en contact continuuel avec ses gens, il se rendra mieux compte des difficultés et des résultats des travaux qu'il demande. Qu'il profite de l'instruction primaire reçue par ses métayers pour compléter leurs connaissances en leur communiquant des ouvrages et des revues de technique agricole. Il ne rencontrera peut-être pas partout une égale bonne volonté, mais il existe de plus en plus de cultivateurs intelligents et actifs qui voient la Fortune sourire à ceux qui ont été de l'avant et veulent eux aussi agir et progresser. Enfin il est bien des moyens de développer ces intentions favorables, le métayage participation aux bénéfices idéal, n'exclut pas les encouragements et les primes ; le propriétaire à tout à gagner à fortifier l'intérêt du colon en faisant à ses frais des expériences d'amélioration ou en lui promettant une rémunération si modique soit-elle pour récompenser son zèle. Dans certaines régions on donne une petite somme par mille kilos de betterave ou de pommes de terre produites au-dessus d'une certaine quantité, ailleurs on abandonne au métayer un porc chaque fois qu'il en engraisse huit ou douze suivant les lieux. Ces largesses ont l'avantage d'intensifier la production, d'aider le colon et d'entretenir plus étroitement les relations des associés. Bref

l'élévation du niveau intellectuel, l'indépendance pratique du paysan, lorsqu'on sait les comprendre peuvent être une source de prospérité bien plus qu'une cause de discord.

Il est cependant un point particulier où des progrès sont spécialement souhaitables ; il s'agit des règlements de compte. Longtemps le métayer n'a pas tenu les siens, ne sachant pas écrire, il se contentait de les faire de tête et acceptait ensuite les résultats inscrits sur le livre du bailleur. Y a-t-il eu de ce fait quelques abus ? Ils furent certainement très rares, car le paysan est assez intéressé pour ne pas se laisser voler bénévolement ; en tout cas, il y eut des relâchements regrettables de propriétaires plus négligents que coupables qui ne réglaient pas chaque année leurs métayers. M. Brizon en 1910 généralisait et aggravait ces fautes en assurant à la Chambre que c'était une habitude en Bourbonnais de ne jamais régler. Parlant d'un fermier général :

« Tous les ans, dit-il, il paye des habits aux garçons, des robes à leurs femmes, et donne quelques sous de poche aux jeunes lorsqu'ils font mine de se rebeller un peu. Dans l'obscurité qui résulte de cette perpétuelle absence de comptes, le métayer est toujours dupé, toujours exploité et si vous le permettez, je dirai même toujours volé (1) ». Que le cas cité soit authentique ou non, peu importe, il ne faut plus de ce côté-là de lacune

1. *Journal officiel* du 13 juin 1910, p. 2118.

dans le métayage de l'avenir. Les colons sont suffisamment instruits pour tenir leurs comptes, c'est le devoir du propriétaire de l'exiger et de n'apporter aucun retard à l'arrêté annuel. Dans une société de production, digne de ce nom, il est utile que chacun des intéressés se rende compte journallement de la marche de l'entreprise. C'est aussi le moyen d'écarter définitivement tous les doutes qui peuvent germer dans l'esprit des associés sur leur mutuelle loyauté, car lorsque, dans une association aussi large que le métayage, chacun cherche à grossir son bénéfice au détriment de l'autre, on en arrive vite à des expédients plus ou moins avouables et indignes d'honnêtes gens. « Plus d'affabilité, plus de sens de ses devoirs sociaux de la part du propriétaire, plus de confiance, de scrupuleuse honnêteté de celle du laboureur (1) », telle est la conclusion qui doit s'imposer.

1. *La Revue hebdomadaire*, octobre 1911 : *Métayers et propriétaires bourbonnais*, p. 374.

CHAPITRE III

LES RÉALISATIONS PRATIQUES

§ 1^{er}. L'Opinion des intéressés

Un jeune propriétaire auquel on demandait son opinion sur les transformations possibles du métayage, répondait : « s'il y a refonte du type général, il n'y a plus métayage ou bien on sauvegardera cette institution avec toutes ses prérogatives ou bien on la délaissera. » Cette affirmation quelque peu intransigeante semble supposer que le métayage a le don d'échapper aux lois générales de l'évolution et qu'un rapport puisse rester constant quand les circonstances ont inégalement modifié ses termes. Au fond la plupart des innovations qui nous paraissent indispensables sont-elles aussi révolutionnaires que certains pourraient le croire ?

Dans un bail conclu à Theneuille en 1849, on trouve les conditions suivantes : « 1^o Le propriétaire renonce à toute redevance en argent désignée dans le pays sous le nom d'impôt colonique... 2^o Il renonce également à tout prélèvement de beurre, de fromages et lait que l'usage

consacrait à son profit, mais le lait ne pourra être distrait de la vacherie. »

« 4° Les cultures à entreprendre, le travail à exécuter, etc., sont raisonnés entre le propriétaire et le colon à chaque saison, il ne peut ensuite être rien changé à ce qui a été arrêté entre eux sans le consentement des deux parties. »

« 5° Le propriétaire doit payer la chaux employée pour le chaulage des terres suivant sa valeur sur le lieu de production... Quand les prairies ont été bien créées et lorsque leur réussite est satisfaisante le propriétaire accorde au colon à titre d'encouragement 50 francs par hectare etc. » (1).

Déjà à cette époque, et bien avant que des événements extraordinaires, comme ceux qui se sont déroulés depuis 1914, ne soient venus bouleverser les relations économiques, les propriétaires croyaient parfois pouvoir faire large part à leurs colons et les traiter sur un pied de parfaite égalité. Aujourd'hui que son existence est en jeu, le métayage ne vaut-il pas ces quelques sacrifices ? L'avis général des propriétaires semble y être favorable. « On a intérêt en Bourbonnais, nous déclarait M. de Garidel, président de la Société d'Agriculture de l'Allier, à conserver le métayage le plus longtemps qu'on pourra en faisant les concessions demandées, tant qu'elles seront admissibles. » M. C. Gau-

1. J. A. Barral, *Dictionnaire d'Agriculture*, t. III, p. 726.

thier, Président du Groupe des fermiers de l'Allier, est encore plus catégorique : « Le métayage assure-t-il pourra être maintenu encore longtemps dans notre région, mais à condition que les agriculteurs fassent les réformes nécessaires ; ils y auront tout intérêt : l'esprit de la population et la division de la propriété s'opposant pour le moment du moins à la culture par régie directe. » Le témoignage de ces deux hommes qui ont l'expérience d'un long passé vécu au milieu des cultivateurs est significatif ; la majorité des propriétaires et fermiers généraux est encore attachée à la vieille association traditionnelle même s'il faut pour la faire survivre, la modifier un peu à leur désavantage. Ils savent la liberté que leur procure ce mode d'exploitation qui selon l'expression de M. de Lavergne ne nécessite qu'une « demip-résence » et leur permet de trouver dans l'agriculture plus une distraction qu'un travail. Il est du reste bien d'autres considérations qui peuvent entrer en ligne de compte ; M. Pejoux propriétaire de nombreux domaines dans l'arrondissement de Lapalisse, estimait ainsi que « le métayage a évité en Bourbonnais la baisse de la propriété dont d'autres départements ont souffert avant la guerre » et que ce titre seul suffirait déjà à en justifier le maintien.

L'unanimité n'est cependant pas absolue, il est des agriculteurs qui ne croient plus en son avenir, il en est d'autres qui lui sont résolument hostiles. M. Dupont directeur des services agricoles de l'Allier « pense que

le rôle joué par le métayage en Bourbonnais est bien près de sa fin : par suite des pertes causées par la guerre, parce que les fils des métayers manifestent une tendance à abandonner la culture ; parce qu'il n'y a plus de familles assez nombreuses pour que l'exploitation par métayage reste familiale, et que le prix très élevé et le faible rendement de la main-d'œuvre étrangère augmentent les charges du métayer et modifient radicalement l'équilibre économique des conditions du métayage antérieures à la guerre. » Il conclut : « le métayage est appelé à disparaître faute de métayers. » M. le comte de l'Estaille partisan convaincu de la régie directe, prévoit une issue analogue : « Il est peu probable, affirme-t-il, que le métayage survive longtemps, étant donné l'état moral du paysan, la diminution du nombre des enfants, de l'autorité paternelle, de l'éducation morale, en particulier de l'intégrité, de la confiance dans le Maître. Lorsque par exception toutes ces qualités peuvent se trouver réunies, être rencontrées dans une famille, le métayage reste la façon idéale d'exploiter les petits domaines de l'Allier qui sont surtout spécialisés dans l'élevage du bétail. »

Que pensent de leurs côtés les métayers de ces projets de transformations ? Bien qu'il y en ait eu un certain nombre qui ont préféré faire valoir les domaines comme domestiques, ils n'ont point pour cela définitivement renoncé à leurs anciennes habitudes. On voit déjà beaucoup de cultivateurs entrés comme salariés il y a deux

ans demander maintenant à redevenir métayers en exigeant évidemment des modifications aux anciennes conditions. L'un deux avouait en passant le bail, à son propriétaire, n'avoir pas fait d'économie sur ses gages et regrettait amèrement sa première décision qui lui faisait perdre les 9.000 francs de plus-value prise par le cheptel pendant ce temps-là. Il y a également de petits propriétaires retirés dans leurs maisons qui attendent une stabilisation des cours et une réforme du contrat de métayage pour entreprendre à nouveau la culture d'un domaine. Si un jour cette institution venait à disparaître la masse des paysans bourbonnais qui n'ont pas encore acquis suffisamment de capitaux pour avoir leurs terres à eux, serait la première à la regretter pour tous les avantages qu'elle leur procurait.

§ 2. — La loi de 1889 et les Coutumes

On doit se demander jusqu'à quel point la loi de 1889, qui servait de base à l'interprétation des contrats, sera applicable lorsque leurs clauses et surtout leur esprit auront subi ces diverses modifications. Il est évident qu'elle n'a pas été faite spécialement pour le Bourbonnais et que les circonstances ne sont peut-être pas identiques ailleurs. Il serait cependant à souhaiter qu'il y ait des directives plus certaines et que le bail ne soit pas que le résultat d'un simple marchandage soumis à toutes les brutalités de la loi de l'offre et de la demande.

« Quand un contrat est abandonné à l'anarchie des volontés individuelles, écrivait M. Meplain, la raison la meilleure est toujours la raison du plus fort » (1). Jadis, selon certains auteurs, les propriétaires profitaient de l'abondance des métayers pour dicter les conditions à leur gré ; M. Charles Dumas, alors député socialiste de Lapalisse, alla jusqu'à prétendre que les fermiers généraux pouvaient se donner le mot d'ordre pour refuser tout travail aux métayers récalcitrants et les laisser mourir de faim (2). Aujourd'hui, le contraire se produirait plutôt, le nombre des colons est insuffisant, il en est qui ont voulu exploiter la situation pour se tailler à leur tour la part du lion. Ces exagérations, conséquences fatales de la liberté absolue des conventions, sont regrettables. On a déjà songé en des circonstances analogues à la possibilité d'une intervention législative, mais elle serait déplacée dans une matière aussi particulière et risquerait de compliquer inutilement les difficultés sans y apporter de remède efficace.

En 1908, un grand moyen fut proposé par les syndicats, le contrat collectif. A la suite de la violente agitation qui eut lieu à cette époque, quelques propriétaires ayant à leur tête M. Milcent, acceptèrent de collaborer à ce projet et au début de 1909 l'accord s'était fait sur un contrat-type à soumettre aux intéressés. Mais cette tentative se heurta à la résistance acharnée des trois quarts

1. *Jugement du tribunal de Moulins*, 13 juillet 1904.

2. *Journal officiel* du 13 juin 1910, p. 2418.

des propriétaires et fermiers généraux qui ne voulaient pas enchaîner leur liberté et surtout entrer en relations avec des organisations dont ils réprouvaient les tendances révolutionnaires ; le projet disparut avec les syndicats eux-mêmes sans avoir reçu d'application. Faut-il songer à y recourir de nouveau ? Il serait nécessaire pour cela de reconstituer pour les dresser l'une en face de l'autre des associations de propriétaires et de métayers, or il en résultera toujours une surexcitation réciproque des intérêts de classe, des plus préjudiciable à la concorde. D'autre part le contrat collectif, qui peut être un facteur d'ordre et de justice dans une industrie, où quelques patrons traitent avec une multitude d'ouvriers, sans les connaître autrement que sous la forme d'une capacité mathématique de production, est difficilement applicable dans le métayage où les qualités des terrains et des hommes sont aussi importantes que variables. Qu'on laisse donc comme par le passé les intéressés entendre entre eux librement et individuellement, mais rien n'empêche de faire rédiger par des hommes justes et compétents ce qu'on pourra appeler : *Les Coutumes du Métayage Bourbonnais au XX^e siècle*.

On réclame souvent depuis quelques temps la création de conseils de prud'hommes ruraux et de Chambres d'agriculture ; ces vœux sont en voie de réalisation et les membres de ces organisations seront tout indiqués pour collaborer à cette codification des usages. Le premier résultat en serait de suppléer à l'incertaine jurispru-

dence qui émane jusqu'ici des décisions de justice de paix et des rares arrêts de tribunaux. Puis, en donnant le ton général, ces coutumes paralyseraient un peu les effets toujours perturbateurs de la surenchère sur l'esprit du métayer besogneux ou du propriétaire timide.

CONCLUSION

Au commencement du xix^e siècle, M. Gilbert, parlant au Tribunal du métayage, disait : « On ne peut plus l'envisager que comme un usage dont la maturité de notre civilisation ne permet plus de conserver l'idée que comme d'intéressants souvenirs. » Quatre-vingts ans plus tard M. Clavé, dans *la Revue des Deux-Mondes*, assurait : « il deviendra, nous en avons la conviction, le mode d'exploitation de l'avenir (1) ». Rapprochant en 1881 les opinions de ces deux hommes, M. de Larminat en constatait la curieuse dissemblance et concluait : « Je parierai pour le dernier (2). » Les événements semblent lui avoir donné raison jusque-là, car nous sommes en 1920 et depuis quarante ans le métayage a fort bien survécu. Il serait certes un peu téméraire aujourd'hui de vouloir prédire le sort qui lui sera réservé dans cinquante ou cent ans ; mais en se basant sur les phénomènes longuement exposés ici, on peut prévoir les tendances qui prévaudront au moins pen-

1. *Revue des Deux-Mondes*, 1^{er} février 1880, p. 622.

2. De Larminat, *le Métayage dans le département de l'Allier*.

dant quelques années dans l'organisation des exploitations agricoles du Bourbonnais.

La petite propriété va certainement se développer encore rapidement ; mais bien que ce soit l'idéal social, la possession de la terre par celui qui la cultive, ne se généralisera qu'à la longue. Les économies réalisées par les cultivateurs sont insuffisantes pour le moment à provoquer l'expropriation volontaire de tous les grands propriétaires et les difficultés occasionnées par la construction retarderont l'avènement définitif de la propriété paysanne.

Dans les exploitations fertiles d'une étendue minimum totale de 200 hectares, qui ont à leur tête un propriétaire, ou un fermier général assuré d'un long bail, jeune et actif, la régie sera de plus en plus employée. C'est la méthode qui peut seule donner pleine satisfaction à celui qui aime l'agriculture pour elle-même, c'est également celle qui doit fournir les plus grands rendements. Il est probable cependant que les gens âgés, hésiteront à entreprendre des transformations qui leur occasionneraient des soucis et un travail au-dessus de leurs forces.

Dans les régions plus pauvres et plus accidentées, ainsi que dans les grands domaines isolés de plus de 50 hectares, qu'une famille ne peut suffire à cultiver ; d'anciens métayers promus chefs de culture et intéressés aux bénéfices, dirigeront l'entreprise pour le compte du propriétaire auquel ses capitaux et sa hardiesse

permettront de tenter des moyens plus scientifiques et de réaliser quand même des bénéfices. Au contraire les petites exploitations de 20 à 30 hectares suivant les terrains et l'étendue des prairies, resteront l'objet par excellence du métayage. Mais c'est là que devront être appliquées les réformes dont nous avons parlé. Dans cette organisation où le capital et le travail concourent à la production dans un intérêt commun, il ne faut pas que chacun des associés cherche à faire supporter à l'autre une partie de ses charges, que la société ne soit qu'un mythe voilant les réciproques combinaisons d'égoïsmes cupides. M. Rambaud soutenait en 1913 qu'en donnant au métayer le nom de « libre associé » on avait simplement cherché à ériger un rempart à l'ordre social. « Sachant qu'en France, disait-il, on fait volontiers des révolutions pour gagner des mots, on a fort justement pensé qu'en donnant le mot tout de suite, on ferait sans doute l'économie d'une révolution. » Eh bien, la révolution, si telle on doit l'appeler, s'est faite aujourd'hui, sans discussions, ni coups de force, mais dans cette étroite communion d'idée et de cœur qu'a créé, dans un danger commun, le partage des mêmes angoisses et des mêmes peines.

Grâce donc à ces réformes matérielles et morales, grâce aux achats des propriétés par les cultivateurs, et aussi à l'extension des régies qui donneront une impul-

1. Rambaud, *la Question des fermiers généraux*, p. 80.

sion vers les progrès techniques et économiseront des bras, les domaines vides se repeupleront et l'agriculture continuera à prospérer dans l'Allier. Nous pouvons conclure encore comme M. Vacher jadis : « Quelles que soient les crises qui puissent atteindre notre vieux métayage rajeuni par le progrès et sans cesse perfectible, nous restons pleins de confiance dans son avenir et bien assurés qu'il ne cessera de donner à ceux qui le pratiquent les résultats que l'on est en droit d'attendre d'une collaboration féconde (1). »

1. Vacher, *le Métayage dans l'Allier*, p. 20.

Vu : le Président de la thèse :
SOUCHON

Vu : Le Doyen,
LARNAUDE

Vu et permis d'imprimer
Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris
POINCARÉ

BIBLIOGRAPHIE

OUVRAGES ET OPUSCULES

- Auroux des Pommiers.* — Coutumes du Bourbonnais.
Barral (J.-A.). — Dictionnaire d'Agriculture.
Bernard (F.). — Les Systèmes de culture.
Bernard (Léopold). — Les Idées Révolutionnaires dans les Campagnes du Bourbonnais, 1911.
Berthault. — Rapport sur le Concours de la prime d'honneur dans l'Allier, 1909.
Bouissou et Turlin. — Traité théorique et pratique du Métayage, 1897.
Desmiers. — Prix de Réquisition, 1919.
Dreuille (de). — Du Métayage et des moyens de le remplacer.
Fraix (de) Figon (de). — Le Métayage en Bourbonnais, 1911.
Garidel (de). Lettres sur la pratique du Métayage, 1881.
Gasparin (de). — Métayage.
Lamoureux. — Les Syndicats agricoles dans le Bourbonnais, 1914.
Larminat (de). — Le Métayage dans le département de l'Allier.
Leroy-Beaulieu (P.). — Essai sur la Répartition des richesses.
Martin-Desboudet. — Le Métayage en Bourbonnais, 1897.
Méline. — Le Salut par la terre, 1919.
Meplain. — Traité du bail à portion de fruits.
Merlin. — Le Métayage et la participation aux bénéfices.
Pejoux (Ch.). — Rapport sur les primes de culture, 1895.
Rambaud. — La Question des fermiers généraux, 1913.
Ratouis de Limay. — Le Métayage dans le département de l'Indre.

Seuillet. — Le Métayage, 1903.

Souchon. — La Crise de la main-d'œuvre agricole en France, 1914.

Soultrait (de). — Enquête sur la situation du Métayage en France, 1912.

Tourdonnet (de). — Situation du Métayage en France.

Turgot. — Œuvres.

Vacher (Marcel). — Le Métayage dans l'Allier. L'agriculteur et la main-d'œuvre, 1892. Monographie d'une métairie. Les machines agricoles dans les pays à Métayage, 1893. L'Agriculture et la Guerre, 1916.

Vernaison. — Le Métayage en France, 1901. Lettre aux métayers sur l'Impôt colonique, 1911.

PÉRIODIQUES

Bulletin de la Société d'Agriculture de l'Allier, 1914-1919.

Bulletin de la Société d'Agriculture de la Nièvre, 1912.

Bulletin de la Société des Agriculteurs de France, 1919.

Bulletin du Syndicat des Agriculteurs de France, oct. 1919.

Bulletin de la Société d'Economie sociale, 1884.

L'Economiste français, 5 fév. 1916, 20 avril 1918.

Fermier (Le), 24 nov. 1910.

Instruction sur l'Emploi des Prisonniers de guerre, 1917.

Journal Officiel, 27 juillet 1888, 20 décembre 1910, 13 juin 1910.

Journal d'Agriculture pratique, 1917.

Journal des Economistes, 15 avril 1919.

Main-d'œuvre agricole (La), 25 nov. 1917.

Revue politique et parlementaire, 1914.

Revue des Deux-Mondes, oct. 1885, fév. 1880.

Revue hebdomadaire, 21 octobre 1911.

Statistiques du Ministère de l'Agriculture (1913-1919).

Travailleur rural (Le), nov. 1908.

Temps (Le), nov. 1910, janv. 1911.

Tribune (La), déc. 1919.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
La guerre et les conditions économiques de la vie.....	5

PREMIÈRE PARTIE

LE MÉTAYAGE AVANT LA GUERRE

CHAPITRE PREMIER. — Nature juridique de ce contrat....	9
CHAPITRE II. — Le Métayage au point de vue économique.	18
§ I. — Pays de métayage.....	18
§ II. — Genre de culture.....	22
§ III. — Le Crédit agricole.....	25
§ IV. — Inconvénients économiques.....	29
§ V. — Résultats.....	32
CHAPITRE III. — Le Métayage au point de vue social....	36
§ I. — Attachement à la terre.....	36
§ II. — Les familles nombreuses.....	39
§ III. — Avantages de la vie en métairie.....	42
§ IV. — Rapprochement des classes.....	48

DEUXIÈME PARTIE

LE MÉTAYAGE ET LA GUERRE

CHAPITRE PREMIER. — Difficultés rencontrées pendant la durée des hostilités.....	51
§ I. — Le Problème de la main-d'œuvre.....	51
§ II. — Autres difficultés matérielles.....	68
§ III. — La Crise morale. Ses causes. Ses résultats.	74
§ IV. — Sacrifices consentis par les propriétaires..	88

CHAPITRE II. — Situation créée par la guerre.....	93
§ I. — La main-d'œuvre	93
§ II. — Le prix de la vie.....	102
§ III. — La hausse des cheptels.....	106
§ IV. — L'Industrialisation agricole.....	118
§ V. — Etat d'esprit des propriétaires et métayers.	124

TROISIÈME PARTIE

L'AVENIR DU MÉTAYAGE BOURBONNAIS

CHAPITRE PREMIER. — Les autres modes possibles d'exploitation	129
§ I. — Le Fermage.....	129
§ II. — La Régie directe.....	137
§ III. — Les Sociétés anonymes	153
§ IV. — La Propriété paysanne... ..	156
CHAPITRE II. — La Réforme du métayage.. ..	170
§ I. — Le Rétablissement de l'équilibre.....	170
A) L'Impôt colonique et les Redevances.....	173
B) Augmentation des fonds de cheptel	182
C) Les Instruments et les améliorations.....	187
§ II. — Amélioration du métayage	195
A) Les baux de longue durée.....	195
B) L'extension des prairies. Les bâtiments.....	199
C) Devoirs sociaux des propriétaires.....	203
CHAPITRE III. — Les Réalisations pratiques.....	207
§ I. — L'Opinion des intéressés.....	207
§ II. — La Loi de 1889 et les coutumes.....	211
CONCLUSION : L'avenir des exploitations agricoles.....	215
BIBLIOGRAPHIE	219

Imp. Jouve et Cie, 15, rue Racine, Paris. — 4458-20
